

Mémoire de fin de cycle en vue de l'obtention du diplôme de Master

Spécialité : Audit et contrôle de gestion

THEME :

**Étude comparative des outils numériques de
notation interne entre une banque publique et une
banque privée**

CAS : FRANSABANK et la BADR

Présenté par :

Mme Khadidja Ben Ahmed

Encadré par :

Pr. Hilal Derahmoune

Année universitaire

2024-2025

Mémoire de fin de cycle en vue de l'obtention du diplôme de Master

Spécialité : Audit et contrôle de gestion

THEME :

**Étude comparative des outils numériques de
notation interne entre une banque publique et une
banque privée**

CAS : FRANSABANK et la BADR

Présenté par :

Mme Khadidja Ben Ahmed

Encadré par :

Pr. Hilal Derahmoune

Année universitaire

2024-2025

Sommaire :

Dédicaces :	
Remerciements :	
Liste des figures :	
Liste des tableaux :	
Liste des abréviations :	
Résumé :	
Introduction générale :	1
Chapitre 1 : La notation et l'audit interne dans la gestion du risque de crédit bancaire.....	4
Introduction du chapitre.....	5
Section 01 : Le risque des crédits bancaires	6
Section 02 : La notation dans l'évaluation du risque de crédit bancaire :	20
Section 03 : l'audit interne bancaire	35
Conclusion du chapitre :	54
Chapitre 2 : Analyse comparative des outils de notation interne et audit de leur fiabilité	55
Introduction du chapitre :	54
Section 01 : Présentation des banques d'accueil	56
Section 02 : Analyse comparative des méthodologies de notation entre FRANSABANK El Djazaïr et de la BADR.....	60
Section 03 : notation interne d'un dossier de crédit dans FRANSABANK et la BADR et l'analyse critique par l'audit :	83
Conclusion du chapitre :	102
Conclusion générale :	104
Bibliographie :	107
Annexes	108

Dédicaces :

Avec ce modeste mémoire, je souhaite adresser mes sincères dédicaces :

À la mémoire de ma chère grand-mère Djamila, qui a toujours été une source d'amour, de prières et de sagesse. Son souvenir m'accompagne chaque jour et continue de m'inspirer dans tout ce que j'entreprends.

À ma chère maman et à mon cher papa, pour votre amour inconditionnel, vos sacrifices et votre soutien, Votre présence à chaque étape de ma vie m'a donné la force d'avancer et de croire en moi.

Je vous dédie ce travail avec toute ma reconnaissance et mon amour.

À mon petit frère Seddik, qui m'a toujours soutenue dans les moments de stress, véritable source d'humour, mon bras droit et la joie de notre maison.

À ma meilleure amie Nessrine, Je suis profondément reconnaissante de t'avoir à mes côtés, de partager les joies et les défis de la vie ensemble. Que cette dédicace soit le témoignage de notre amitié.

À tous ceux qui ont contribué de près ou de loin à la réalisation de ce modeste travail.

Remerciements :

Nous exprimons notre profonde gratitude à Allah Tout-Puissant, qui nous a offert la force et la persévérance nécessaires pour réaliser ce travail.

Nous souhaitons remercier chaleureusement notre superviseur, **Pr. HILAL DERHMOUNE**, pour son accompagnement précieux, sa disponibilité. C'est grâce à sa patience et à la confiance qu'il m'a accordé que j'ai pu élaborer un mémoire de qualité.

Nous souhaitons également exprimer notre reconnaissance à Monsieur **Naim Adli**, Directeur de l'Audit Interne à FRANSABANK El Djazair, ainsi qu'à Monsieur **Omar Maatoug**, pour son rôle dans l'organisation de notre stage. Nous remercions aussi chaleureusement tout le personnel de la Direction de l'Audit Interne, notamment Madame **Nesrine Chikhi**, notre encadrante au sein de la banque, pour son accompagnement précieux tout au long de notre stage, ainsi que Madame **Mouna Hounil** et **Yasmine Messaoud** du département Analyse Crédit pour leur soutien et collaboration.

Nous adressons également nos sincères remerciements à l'ensemble des collaborateurs de la BADR, en particulier à Monsieur **Yahia Belharet**, Directeur de l'Inspection et de l'Audit Régional, ainsi qu'à Mesdames **Mbarka Ben Ahmed** et **Malika Bellouti**, pour leurs conseils précieux.

Enfin, mes remerciements les plus sincères et distingués s'adressent à l'ensemble de mes enseignants de l'École Supérieure de Gestion et d'Économie Numérique (**ESGEN**) et aux membres du jury.

Liste des figures :

Figure 1: les types des crédits d'exploitations	8
Figure 2: Diagramme hiérarchisation des risques	44
Figure 3: Diagramme d'Ishikawa.....	45
Figure 4: Feuille de révélation d'analyse de problème	51
Figure 5: Structure de l'actionnariat de FRANSABANK El Djazaïr.....	58
Figure 6: les valeurs de FRANSABANK.....	59

Liste des tableaux :

Tableau 1 : classement des créances.....	17
Tableau 2: Grille de notation des trois principales agences de notations	22
Tableau 3: les ratios d'équilibre financier	27
Tableau 4: les ratios d'activité.....	27
Tableau 5: Les ratios de structure.....	28
Tableau 6: les ratios de liquidité.....	28
Tableau 7 : les ratios de marge	29
Tableau 8: Historique sur l'évolution de la notion d'audit interne.....	35
Tableau 9: Norme Éthique et professionnalisme de l'audit interne.	40
Tableau 10: Norme Gouvernance de la fonction d'audit interne de l'audit interne	40
Tableau 11: Norme Gestion de la fonction d'audit interne	41
Tableau 12: Norme Réalisation des activités d'audit interne	42
Tableau 13: Tableau des forces et faiblesses TFfA	48
Tableau 14: Evolution du total du bilan de FRANSABANK.	59
Tableau 15: Evolution des montants des engagements de FRANSABANK.	59
Tableau 16: Les principales fonctions de logiciel Moody's	61
Tableau 17: Les ratios financiers clés.....	62
Tableau 18: L'appréciation Subjective de la liquidité	63
Tableau 19: L'appréciation subjective de la performance opérationnelle	64
Tableau 20: L'appréciation subjective structures du capital.....	65
Tableau 21: appréciation subjective du risque sectoriel	66
Tableau 22: appréciation subjective de la qualité du management	67
Tableau 23: évaluation de la relation bancaire de l'entreprise.....	68
Tableau 24: échelle de notation pour chaque critère d'évaluation.....	70
Tableau 25: l'évaluation de l'entreprise et son activité.....	71
Tableau 26: évaluation de l'entreprise et son management.....	72
Tableau 27: l'évaluation de l'entreprise et ses finances	73
Tableau 28: Grille de scoring des ratios d'équilibre financier.....	74
Tableau 29: Grille de scoring des ratios de structure (%)	74
Tableau 30: grille de scoring des ratios de d'activité.....	75
Tableau 31: Grille de scoring des ratios de rentabilité en (%)	75
Tableau 32 : Hiérarchisation de l'information financière	76
Tableau 33: Pondération finale des indicateurs d'évaluation	76
Tableau 34: Grille de classement du risque.....	77
Tableau 35: Segmentation de la cote du risque	77
Tableau 36: contexte générale des points de divergences	79
Tableau 37: Les ratios spécifiques pour chaque banque	80
Tableau 38: les points de divergences des critères quantitatifs	81
Tableau 39: les points de divergence des critères qualitatif	82

Liste des tableaux

Tableau 40: les part de vente de l'entreprise X.....	84
Tableau 41: Situation de l'entreprise X auprès les confrères	84
Tableau 42: L'appréciation de la performance opérationnelle	85
Tableau 43: l'appréciation de la liquidité.....	86
Tableau 44: L'appréciation de la capacité de l'entreprise à couvrir ses dettes.....	88
Tableau 45: Structure du capital de l'entreprise	89
Tableau 46 : L'appréciation du risque sectoriel.....	90
Tableau 47: L'appréciation du comportement bancaire.....	91
Tableau 48: L'appréciation de la qualité du management	92
Tableau 49: L'équilibre financier	95
Tableau 50: les ratios de structure	95
Tableau 51: Les ratios de Gestion.....	96
Tableau 52: Les ratios de rentabilité.....	97
Tableau 53: L'attribution des scores aux variables financières	98
Tableau 54: Score finale des variables financières.....	99
Tableau 55: l'appréciation prévisionnel.....	99
Tableau 56: Cotation du risque emprunteur	100

Liste des abréviations :

BADR	Banque d'Agriculture et Développement Rurale
CA	Chiffre d'Affaires
BFR	Besoin de Fonds de Roulement
TN	Trésorerie net
IRB	Internal Rating-Based approach
TFfa	Tableau des Forces et faiblesses apparentes
ASM	Avance Sur Marchandise
PD	Probabilité de Défaut
EAD	Exposition Au Défaut
EL	Expected Loss
VAR	Value At Risk
HT	Hors Taxes
TTC	Toutes Taxes Comprises
MP	Matière première
VMP	Valeur Mobilière de Placement
CT	Court Terme
VA	Valeur Ajoutée
EBE	Excédent Brute d'exploitation
EBIDTA	Earning Before Interest, Depreciation, Taxes and Amortization
EBIT	Earnings Before Interest and Taxes
IIA	Institute of Internal Auditor
ISO	Internal Organization for Standardization
IFACI	Institut Français de l'Audit et Contrôle Interne
QCI	Questionnaire contrôle interne
BDD	Base De Donnée

Résumé :

Ce mémoire examine l'importance des outils numériques de notation interne dans la prise de décision relative à l'octroi de crédit, en se concentrant sur les pratiques adoptées par les banques FRANSABANK et la BADR en Algérie. L'étude combine une revue de la littérature et une analyse de cas concrète, offrant une comparaison approfondie des méthodologies internes mises en œuvre par ces deux établissements bancaires.

On conclut que les décisions d'octroi de crédit revêtent une importance cruciale et doivent être prises de manière rigoureuse, stratégique et fondée sur des analyses fiables. Elles nécessitent ainsi une évaluation approfondie du risque à l'aide d'outils performants et adaptés. Ce mémoire a mis en évidence la qualité des systèmes de notation interne utilisés par FRANSABANK et La BADR. Malgré certaines divergences méthodologiques, les deux établissements bancaires s'inscrivent dans une logique de conformité aux standards internationaux de gestion du risque de crédit.

Mots clés : Risque de crédit, Notation interne, Audit interne, analyse Comparative, FRANSABANK, BADR.

Abstract:

This thesis examines the importance of digital internal rating tools in the decision-making process related to credit granting, focusing on the practices adopted by FRANSABANK and BADR in Algeria. The study combines a literature review with a concrete case analysis, offering an in-depth comparison of the internal methodologies implemented by these two banking institutions.

It concludes that credit granting decisions are of crucial importance and must be made in a rigorous, strategic manner, based on reliable analyses. They therefore require a thorough risk assessment using efficient and appropriate tools. This thesis highlights the quality of the internal rating systems used by FRANSABANK and BADR. Despite certain methodological differences, both institutions align with international standards in credit risk management.

Keywords: Credit risk, Internal rating, Internal audit, Comparative analysis, , FRANSABANK, BADR.

الملخص

يُعالج هذا البحث أهمية الأدوات الرقمية الخاصة بالتنقيط الداخلي في عملية اتخاذ القرار المتعلق بمنح القروض، مع في الجزائر. يجمع هذا BADR وبنك FRANSABANK التركيز على الممارسات المُعتمدة من طرف كل من بنك البحث بين الدراسة النظرية والتحليل التطبيقي لحالة واقعية، مما يُوفر مقارنة معمقة بين المنهجيات المُعتمدة من قبل هذين المؤسساتين الماليّتين.

خلصت الدراسة إلى أن قرارات منح القروض تكتسي أهمية بالغة، ويجب أن تُتخذ بطريقة دقيقة واستراتيجية، على أساس تحليل موثوقة ومدروسة. ويتطلب ذلك تقييمًا معمقًا للمخاطر باستخدام أدوات فعّالة ومناسبة. وقد أبرز هذا البحث جودة أنظمة التنقيط الداخلي المعتمدة لدى البنكين.

وعلى الرغم من بعض الاختلافات المنهجية، إلا أن المؤسساتين تسعيان إلى الالتزام بالمعايير الدولية في مجال إدارة مخاطر القروض.

الكلمات المفتاحية: مخاطر القروض، التنقيط الداخلي، التدقيق الداخلي، تحليل مقارن، BADR، FRANSABANK.

INTRODUCTION GÉNÉRALE

Introduction générale :

Aujourd'hui, l'activité de crédit constitue le cœur du métier bancaire. Elle repose sur la mise à disposition de ressources financières à une date donnée, avec une obligation de remboursement. Cette fonction essentielle place les banques au centre du financement de l'économie du pays, tout en les exposant à des risques majeurs susceptibles de fragiliser leur solidité financière.

Dans ce contexte, la gestion du risque de crédit est devenue un enjeu stratégique pour les banques. Elle repose sur un ensemble de procédures, de règles prudentielles et d'outils permettant d'identifier, d'évaluer et de limiter les risques liés à l'octroi des crédits. Cette gestion rigoureuse permet à la banque de préserver la qualité de son portefeuille de crédits, tout en respectant les exigences réglementaires.

Cependant, l'analyse financière représente une méthode classique, fondée sur l'appréciation subjective humaine. C'est dans ce cadre que les accords de Bâle II ont recommandé la mise en place de systèmes de notation automatisés, tels que le « *scoring* », afin de renforcer l'objectivité de l'évaluation du risque de crédit. Ces outils permettent de traiter un grand volume de données, en évaluant non seulement la santé financière de l'entreprise, mais aussi son secteur d'activité et la qualité de son management.

Par ailleurs, l'efficacité de ces outils dépend fortement du respect des procédures internes qui encadrent leur utilisation. C'est ici qu'intervient l'audit interne, dont le rôle est de vérifier la conformité des pratiques de notation aux politiques et normes internes de la banque. L'audit permet de détecter les éventuelles anomalies dans le processus de notation et de formuler des recommandations pour améliorer le dispositif de gestion du risque.

FRANSABANK et la BADR, acteurs majeurs du secteur bancaire algérien, se distinguent par leur rôle stratégique dans le financement de l'économie nationale. Leur influence est particulièrement marquée dans le soutien aux entreprises et aux secteurs clés.

C'est dans ce contexte que s'inscrit notre travail de recherche, visant à explorer les méthodologies employées par FRANSABANK et la BADR pour la notation interne des dossiers de crédit, ainsi qu'à analyser leur applicabilité dans le contexte économique algérien.

Le thème, « **Étude comparative des outils numériques de notation interne entre une banque publique et une banque privée** » s'inscrit pleinement dans la vocation de l'École

Introduction générale

Supérieure de Gestion et d'Économie Numérique (ESGEN), en articulant les enjeux de la gestion bancaire avec les apports du numérique. Ce travail intègre également la dimension de l'audit, notamment pour vérifier le respect des procédures liées à l'utilisation de ces outils, ce qui correspond directement à ma formation en audit et contrôle de gestion.

Le choix de ce sujet se justifie par plusieurs objectifs :

- Le risque de crédit représente l'un des principaux enjeux pour la stabilité financière des banques, ce qui rend essentielle l'analyse approfondie des outils de notation interne.
- L'importance des outils numériques dans la gestion du risque de crédit au sein du secteur bancaire, dans le but d'optimiser les processus d'évaluation et de faciliter la prise de décision.
- L'audit interne joue un rôle clé dans la maîtrise et la sécurisation de ce risque, garantissant la fiabilité des procédures et la conformité réglementaire.

Cela nous conduit à poser la problématique suivante :

« Les outils de notation interne de FRANSABANK et la BADR produisent-ils des résultats cohérents, et comment l'audit interne garantit-il leur fiabilité ? »

Pour y répondre, plusieurs questions de recherche sont soulevées :

- Sur quels critères reposent les différences entre les outils de notation interne utilisés par FRANSABANK et la BADR ?
- Les outils de notation interne utilisés par les deux banques aboutissent-ils à des évaluations convergentes ou divergentes lorsqu'ils sont appliqués à un même dossier de crédit ?
- Les approches d'évaluation adoptées par les deux banques conduisent-elles à des conclusions similaires ou différentes pour un même dossier de crédit ?
- Quelles anomalies ou limites un audit interne peut-il révéler dans ces dispositifs d'évaluation ?

À partir de ces interrogations, nous proposons les hypothèses suivantes :

H1 : Les divergences dans la construction des grilles d'évaluation interne dans FRANSABANK et BADR peuvent entraîner des écarts significatifs dans la notation d'un même dossier de crédit entre deux banques.

H2 : Bien que les critères d'évaluation utilisés puissent varier d'une banque à une autre, il demeure possible que ces établissements attribuent une notation similaire à un même dossier de crédit.

H3 : L'audit interne intervient pour contrôler la cohérence des modèles de notation, repérer d'éventuelles anomalies méthodologiques et apprécier la fiabilité des évaluations produites.

Une recherche bibliographique, accompagnée d'un stage pratique de trois mois effectués au sein d'une banque privée FRANSABANK et d'une banque publique la BADR, me permettra d'apporter des éléments de réponse concrets à la problématique étudiée et répondre à ces hypothèses

Pour bien mener cette étude, nous avons d'abord opté pour une méthode descriptive, afin de mieux cerner les concepts liés à la gestion des risques de crédit et aux outils de notation interne. Dans la partie pratique, nous avons appliqué une méthode comparative entre les méthodologies des outils numériques utilisés par une banque publique et une banque privée, en évaluant un même dossier de crédit d'exploitation. Ensuite, une méthode analytique nous a permis d'interpréter les différences ou les similitudes dans les résultats obtenus. Enfin, l'audit interne a été intégré pour apprécier la performance des outils utilisés.

Plan de travail :

Dans le but d'examiner la validité de nos hypothèses et de répondre de manière approfondie à la problématique posée, nous avons choisi d'organiser notre étude en deux parties distinctes : une partie théorique et une partie pratique, chacun étant articulé autour de deux chapitres :

Nous allons ainsi débiter cette recherche par un chapitre théorique, dans lequel nous présenterons les notions fondamentales relatives au crédit bancaire, au risque de crédit, aux systèmes de notation interne ainsi qu'au rôle de l'audit interne dans les établissements financiers.

Nous commencerons par présenter les deux banques concernées par notre étude : la banque FRANSABANK Banque et la BADR. Ensuite, nous exposerons les méthodologies internes de notation utilisées par chacune, avant de procéder à une étude comparative. Enfin, nous analyserons un même dossier de crédit d'exploitation selon les deux approches, et c'est à travers cette analyse que nous intégrerons également l'audit interne, afin d'apprécier sa contribution dans l'évaluation de la fiabilité des outils de notation et dans la détection de leurs éventuelles limites.

Chapitre 1 : La notation et l'audit interne dans la gestion du risque de crédit bancaire

Introduction du chapitre :

Dans le secteur bancaire, les crédits représentent l'un des leviers essentiels pour le développement économique d'un pays. Toutefois, l'octroi de crédit n'est jamais exempt de risques. En effet, dès qu'une banque accorde un crédit à un client, elle s'expose au risque que ce dernier ne respecte pas ses engagements de remboursement. Pour faire face à ce problème, les institutions financières ont progressivement mis en place des outils de notation internes. Ces dispositifs ont pour objectif d'anticiper les défaillances potentielles des emprunteurs et de fournir un appui pertinent à la décision d'octroi de crédit.

Section 01 : Le risque des crédits bancaires.

Section 02 : la notation dans l'évaluation du risque de crédit bancaire.

Section 03 : l'audit interne bancaire.

Section 01 : Le risque des crédits bancaires

Le crédit bancaire constitue l'un des principaux leviers de financement de l'économie. Il occupe une place essentielle dans le soutien et la dynamisation de l'activité économique. Ce premier chapitre vise à clarifier la notion de crédit, à souligner son importance et à présenter les différentes formes de crédits que les banques peuvent octroyer.

1.1 Les crédits bancaires :

Le crédit bancaire, en tant qu'instrument fondamental de financement, se décline en plusieurs formes, distinctes et classifiées selon leurs caractéristiques spécifiques.

1.1.1 Définition des crédits bancaires :

Le crédit bancaire peut être appréhendé sous plusieurs angles et fait l'objet de diverses définitions :

1.1.1.1 Définition étymologique :

Le terme crédit est dérivé du verbe latin « credere », qui veut dire « faire confiance »¹. Le crédit repose fondamentalement sur une relation de confiance entre le prêteur et l'emprunteur. Il s'agit, pour le banquier, d'un engagement par lequel il met à disposition de son client des ressources financières ou se porte garant en s'appuyant sur la crédibilité qu'il lui accorde.

L'octroi de crédit découle de l'association des facteurs essentiels suivants :

- La relation de confiance entre le prêteur et l'emprunteur ;
- La durée du crédit ;
- La rémunération, qui contient principalement le taux d'intérêt appliqué ainsi que diverses commissions ;
- L'évaluation du risque de non-remboursement des engagements accordés.

1.1.2.1 Définition économique :

¹ <https://www.larousse.fr> (consultée le 25/04/2025 à 16^h:01).

Le crédit bancaire est une procédure par laquelle un créancier met une certaine quantité d'argent à la disposition d'un individu qui s'engage à le rembourser selon les termes définis dans le contrat de prêt.

Le remboursement peut être :

- **Remboursement in fine** : ce mode consiste à rembourser intégralement le capital en une seule échéance, fixée à la fin de la période du prêt, selon une périodicité convenue (mensuelle, trimestrielle ou annuelle). Durant la vie du crédit, l'emprunteur ne s'acquitte que des intérêts, calculés sur la totalité du montant emprunté.
- **Amortissement par annuités constantes** : chaque échéance est composée d'une part d'intérêts et d'un montant progressif de remboursement du capital, de sorte que le montant total versé reste identique à chaque période.
- **Amortissement constant** : le remboursement du principal reste identique chaque année (trimestre, mois) et les intérêts diminuent progressivement avec le temps.
- **Remboursement anticipé** : il désigne le règlement partiel ou total de la dette avant l'échéance prévue au contrat.

1.1.1.3 Définition juridique :

« Une opération de crédit peut être définie comme toute initiative par laquelle un individu ou une entité met des ressources financières à la disposition d'un tiers, ou s'engage à le faire. Elle englobe également les engagements pris pour garantir cette mise à disposition, tels que les cautions, les avals ou tout autre type de garantie accordée dans l'intérêt du bénéficiaire. ¹ »

1.1.3 Les types des crédits bancaires :

On classe les crédits bancaires selon leur Object en deux :

- Les crédits d'exploitation.
- Les crédits d'investissement.

1.1.2.1 Les crédits d'exploitation :

¹ Karyotis Catherine (2015), *L'essentiel de la banque, Les Carrés, Gualino éditeur – Lextenso éditions, Issy-les-Moulineaux. P.17.*

Le crédit d'exploitation est un instrument fondamental de financement, présenté sous différentes formes selon leurs caractéristiques.

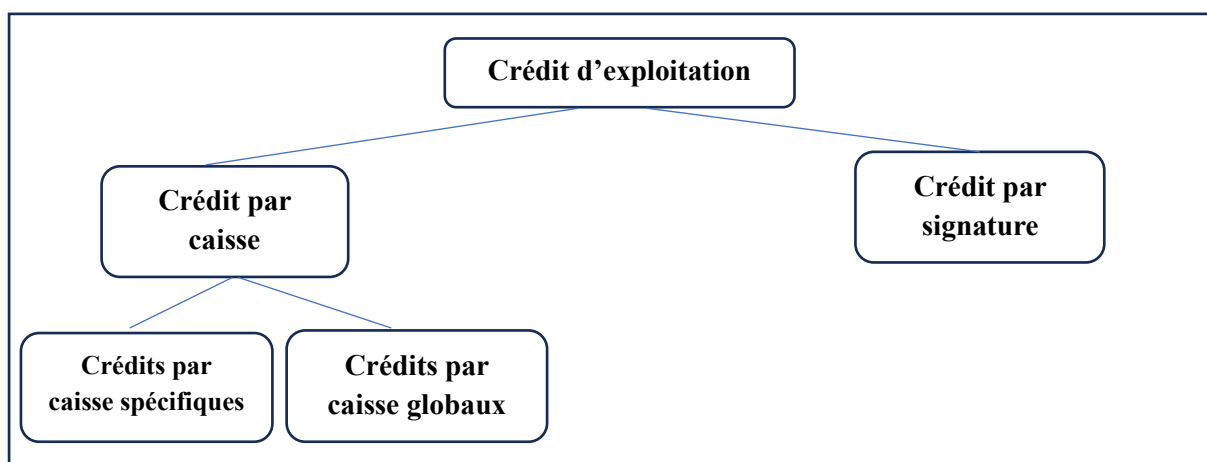
1.1.2.1.1 Définition des crédits d'exploitation :

Le financement d'exploitation désigne un appui financier à court terme (souvent à une année), accordé aux entreprises, leur permettant de faire face aux besoins immédiats générés par leur activité courante. Il a pour objectif d'assurer un équilibre temporaire entre les encaissements et les décaissements liés au fonctionnement courant. Notamment en ce qui concerne l'achat de la matière première le règlement des fournisseurs et le versement des salaires...etc. afin de garantir la continuité des opérations et la stabilité financière de l'entreprise face aux fluctuations de son activité.

1.1.2.1.2 Les types des crédits d'exploitation :

Il existe plusieurs catégories de crédit d'exploitation.

Figure 1: les types des crédits d'exploitations



Source : élaborée par l'étudiante.

1.1.2.1.2.1 Crédit par caisse :

Le crédit par caisse, forme de financement à court terme, se divise en deux types principaux :

➤ **Crédit par caisse globaux :**

On distingue plusieurs crédits par caisse globaux¹ :

- **Facilite de caisse :**

Il s'agit d'une autorisation de débit permettant à l'entreprise d'accéder rapidement à des liquidités afin de pallier un déficit de trésorerie pour une courte durée, souvent lié à un décalage temporaire entre les encaissements et les décaissements (comme le versement des salaires en attente de règlements clients). Cette autorisation de découvert reste encadrée par un montant maximal et une durée limitée.

- **Le Découvert :**

Il s'agit d'une forme de crédit de courte durée par laquelle la banque autorise un client à effectuer des retraits excédant le solde créditeur de son compte courant dans la limite d'un plafond fixé pour une durée indéterminée. Ce dispositif permet à l'entreprise de couvrir un besoin de trésorerie immédiat, notamment lors de périodes où son fonds de roulement devient insuffisant ; Les intérêts relatifs à cette facilité sont déterminés selon les conditions précisées dans la convention de crédit, et sont généralement exigibles sur une base mensuelle ou trimestrielle. Ce crédit est accordé sans limitation de durée.

- **Le crédit relais :**

Le crédit relais, également connu sous le nom de crédit d'achat-vente ou de crédit de soudure, est un financement bancaire accordé aux entreprises ou aux particuliers pour permettre l'acquisition d'un bien immobilier avant la vente du bien actuellement « Détenu pour une durée maximale de deux ans, avec un montant d'environ 75 % du bien à vendre. ² »

- **Les crédits de campagne (crédit saisonnier) :**

Le crédit de campagne est une forme de prêt à court terme accordée aux entreprises opérant dans des secteurs saisonniers, tels que l'agriculture, le tourisme ou la vente de produits saisonniers, afin de répondre à leurs besoins immédiats de liquidité. Ce type de financement est

¹ Benhalima, Ammour (1997), *Pratique des techniques bancaires*, Éditions Dahlab, Alger, p.60.

² Idem, p.25.

destiné à couvrir les dépenses liées à l'achat d'approvisionnements nécessaires, comme les matières premières ou le stockage des stocks.

« Ce type de crédit nécessite la soumission d'un plan de trésorerie prévisionnel détaillant les besoins mensuels en financement, afin d'assurer la gestion efficace des flux financiers de l'entreprise. ¹ »

➤ **Les crédits par caisse spécifiques :**

- **L'escompte :**

« L'escompte est une forme de crédit par laquelle la banque accorde par anticipation au porteur d'un effet de commerce non encore arrivé à échéance, le montant de cet effet diminué des intérêts et commissions, en échange du transfert de la créance et de ses droits accessoires à son profit. ² »

Calcul de l'escompte :

$$E = \frac{C \times T \times N}{360 \times 100}$$

E : Montant de l'escompte ;

C : Montant nominal de l'effet ;

T : Taux annuel de l'escompte (%) ;

N : Nombre de jours restants avant l'échéance.

- **Avance sur marchandise ASM :**

L'ASM Désigne un prêt octroyé par une institution financière à une entreprise, en échange d'un nantissement de ses stocks de marchandises. Ce mécanisme de financement permet aux entreprises de mobiliser des liquidités en utilisant leurs stocks comme garantie afin de répondre à leurs besoins de fonds de roulement. Il est particulièrement sollicité par les exportateurs et les commerçants qui nécessitent des ressources financières avant la vente effective de leurs produits.

- **Avance sur facture :**

« L'affacturage, ou avance sur créances, est une solution de financement à court terme proposée par des établissements spécialisés « Factor » ; permettant aux entreprises d'obtenir immédiatement une partie du montant d'une créance avant son règlement complet par le

¹ Banque de France (2024). Fiche 425A : Les crédits de trésorerie (découvert, facilité de caisse, crédit de campagne, P.3.

² Bouyacoub Farid (2000), L'entreprise et le financement bancaire, Éditions Casbah, Alger, P.240.

débiteur.¹ ». Cette méthode est avantageuse pour répondre aux besoins de liquidités rapidement, contrairement aux crédits bancaires traditionnels, qui requièrent une évaluation préalable de la solvabilité de l'entreprise emprunteuse.

- **Avance sur titre :**

L'avance sur titres est une forme de financement bancaire où un établissement prête de l'argent à un emprunteur en contrepartie de la mise en garantie de titres financiers tels que des actions, des obligations, des bons du Trésor ou des parts de fonds d'investissement. Cette opération permet aux entreprises et aux investisseurs de disposer de liquidités immédiatement, tout en maintenant la propriété de leurs actifs financiers et en pouvant profiter des éventuelles plus-values liées aux fluctuations du marché.

1.1.2.1.2.2 Les crédits par signatures :

Le crédit par signature est une forme de financement dans laquelle une institution bancaire prend l'engagement, par sa simple signature, de garantir une dette contractée par son client auprès d'un tiers, sans qu'il soit nécessaire de fournir une garantie matérielle ou de procéder à un décaissement immédiat de fonds. Cet engagement, qui est inscrit hors-bilan, repose sur une analyse préalable de la solvabilité du client et sert de mécanisme de confiance, facilitant ainsi les opérations commerciales et financières du client.

- **Les cautions :**

Le cautionnement se définit comme un engagement juridique par lequel un tiers, appelé caution, promet au créancier de prendre en charge l'obligation d'un débiteur principal, dans l'hypothèse où ce dernier ne s'en acquitte pas lui-même

Il existe deux types de cautions :

- **Caution simple :** Il intervient comme garant subsidiaire, en s'obligeant à honorer la dette uniquement après que le créancier ait épuisé, sans succès, les voies de recouvrement forcé à l'encontre du débiteur principal, telles que la saisie sur les biens mobiliers ou sur les revenus.
- **Caution solidaire :** la caution ne peut pas invoquer le bénéfice de discussion à l'encontre du créancier, lequel est libre de poursuivre soit le débiteur principal, soit la caution, à sa convenance.

¹ Béguin Jean-Marc (2008), *L'essentiel des techniques bancaires*, Éditions Eyrolles, Paris, P.260.

➤ L'aval :

L'aval « *un cautionnement solidaire représente une promesse de régler la dette d'une autre personne si celle-ci ne le fait pas elle-même. Cet engagement doit obligatoirement être appuyé d'une signature manuscrite et peut être apposé sur des documents tels qu'une lettre de change, un billet à ordre ou même un chèque.¹* ». Ce crédit représente une garantie personnelle fournie par une banque ou un tiers, qui s'engage à honorer le paiement d'un effet de commerce (comme une traite) si le débiteur principal ne s'en acquitte pas.

➤ L'acceptation :

L'acceptation d'un effet de commerce constitue une promesse ferme du tiré de procéder au paiement à l'échéance convenue. Lorsque cette acceptation est effectuée par une banque, cela implique qu'elle endosse l'effet en y apposant sa signature, engageant ainsi sa responsabilité financière vis-à-vis du bénéficiaire.

➤ Crédit documentaire :

Le crédit documentaire, également appelé lettre de crédit, « *il s'agit d'un mécanisme lorsqu'une banque (banque émettrice) s'engage par écrit envers le vendeur (bénéficiaire) à effectuer un paiement, à accepter ou à négocier des traites, dans la limite d'un montant déterminé. Cet engagement est conditionné par la présentation, dans les délais fixés, de documents conformes aux termes définis.²* », garantissant ainsi le bon déroulement de la transaction commerciale internationale.

1.1.2.2 Les crédits d'investissement :

Il s'agit prêt accorder aux entreprises pour financer leurs Project à moyen ou long terme, Il s'agit pour l'entreprise d'investir dans son outil de production, c'est-à-dire de remplacer d'anciennes machines ou d'acheter de nouvelles machines pour ses chaînes de fabrication, par exemple pour produire un nouveau produit, ou pour accélérer le rythme d'une chaîne de montage automatisée. L'objectif de l'entreprise est d'augmenter sa productivité, donc sa durée de vie. En d'autres termes, ces investissements sont destinés à financer des éléments du haut de bilan.

¹ Bernalard Jean-Pierre (1997), *Droit du crédit*, 4^e édition, Aengde, Paris, P.189.

² Banque Scotia, *La lettre de crédit documentaire : guide pratique. Services internationaux*, P.2.

1.1.2.2.1 Crédit à moyen terme :

Le crédit à moyen terme désigne un emprunt bancaire dont la durée s'étend généralement entre deux et sept années. Ce type de financement peut inclure une période de différé de remboursement variant de six mois à trois ans. Il est principalement destiné à financer l'acquisition de biens d'équipement dont la durée d'amortissement s'étale sur une période allant de huit à dix ans.

1.1.2.2.2 Crédit à long terme :

Il s'agit de financements bancaires à long terme, dont la durée est généralement supérieure à sept ans. Ces crédits sont principalement conçus pour couvrir des investissements importants, notamment ceux liés aux projets de construction ou à l'acquisition d'actifs immobilisés de grande envergure.

- **Le crédit-bail leasing**

Le leasing est un contrat financier par lequel une banque ou une société dite de crédit- met un bien à la disposition d'un preneur qui l'utilisera pendant une durée déterminée en contrepartie du paiement de loyers. A l'issue du contrat, devenu propriétaire. À un certain point durant le contrat, généralement à son terme, le locataire de crédit a la possibilité de choisir d'acquérir la propriété des biens ou des droits qui ont été concernés par le contrat.

Deux principaux types de crédit-bail :

- **Crédit-bail immobilier** : immobilier est une forme de financement à long terme sur la mise à disposition, de biens d'équipement, de matériels ou d'outillage acquis pour le compte d'une entreprise utilisatrice, en contrepartie de loyers périodiques.

« La durée du crédit-bail immobilier est déterminée par la durée d'amortissement de l'actif immobilier, généralement de 10 à 20 ans. Cela correspond à la période pendant laquelle l'entreprise louera le bien avant d'envisager un éventuel achat. »¹

- **Crédit-bail mobilier** : Il s'agit d'un dispositif de financement qui s'applique à des biens d'équipement au bon fonctionnement d'une société.

¹ BANQUE DE France (2024), Fiche 415 : Le crédit-bail et les autres techniques de financement apparentées, Référentiel des financements des entreprises, P.02.

Le risque de crédit constitue l'un des principaux risques bancaires, car il reflète la capacité de l'emprunteur à honorer ses engagements. Dans cette section, nous allons aborder la notion de risque de crédit ainsi que les différents types de risques qui y sont associés.

1.2 Les risques de crédit bancaire :

Le risque de crédit constitue l'un des principaux défis auxquels sont confrontées les banques dans leur activité de prêt. Sa gestion efficace est essentielle pour assurer la stabilité financière et la pérennité des établissements bancaires.

1.2.1 Historique de la notion crédit bancaires :

Le terme risque vient de l'italien médiévale ' *riscoou* ', du latin populaire ' *rescum* ', signifie « *ce qui coupe* »¹. À l'origine, le terme était surtout utilisé dans le domaine maritime. Son étymologie reste incertaine, avec des origines possibles en italien, grec ou arabe. Peu à peu, et notamment grâce aux travaux de Bernoulli sur la probabilité, le concept de risque s'est élargi pour devenir quantifiable, en particulier dans ses dimensions économiques et financières.

Le concept de risque de crédit a émergé avec la formalisation des activités bancaires et les premières opérations de prêt. Jusqu'à la fin du Moyen Âge, le crédit restait peu développé en Occident, principalement en raison des interdits religieux : les chrétiens condamnaient le prêt à intérêt, conformément aux prescriptions bibliques, ce qui limitait fortement les pratiques financières. Cependant, avec le développement des grandes cités marchandes, le commerce s'est intensifié, rendant nécessaire le recours à des financements.²

Dans les premiers temps l'activité bancaire se limitait essentiellement à des opérations de prêt reposant majoritairement sur la mise en gage d'actifs tangibles. « *A partir du XIXe siècle les banque d'investissement sont apparus qui ont changé radicalement le métier banquier lequel ne pouvait plus se contenter seulement d'évaluer des garanties, mais ainsi à travers participation au capital des entreprises comme l'acquisition des actions. Ainsi, l'évaluation du*

¹ <https://www.larousse.fr/> consultée le 15/04/2025 à 19 h.

² Thomas Philippe & Kharoubi Cécile (2016), *Analyse du risque de crédit*, 2^e édition, RB Édition, Paris, P.13.

risque s'est complexifiée, devenant une composante essentielle du processus décisionnel dans le système bancaire moderne et oriente vers le soutien de l'économie du pays.¹ »

1.2.2 Définition du risque de crédit :

Le risque de crédit est le risque qu'un emprunteur ne respecte pas ses engagements de paiement à l'échéance convenue, que ce soit par incapacité financière ou par négligence. Il dépend principalement de deux éléments clés : la solvabilité du client (niveau de risque) et la durée du crédit.

« Contrairement à une conception générale du risque qui inclut aussi bien les gains que les pertes possibles, le secteur financier adopte une approche plus restrictive, en associant le risque uniquement à l'éventualité d'événements défavorables. Ainsi, il est perçu comme une incertitude pouvant entraîner une dégradation des performances financières, une baisse des revenus ou une diminution de la valeur des actifs. ² »

La gestion inefficace du risque découle souvent de décisions d'octroi de crédit générant un niveau de risque de défaut supérieur à celui jugé acceptable au regard des attentes des actionnaires et partenaires financiers. Le risque de crédit est défini aussi comme *« la perte potentielle consécutive à l'incapacité par un débiteur d'honorer ses engagements.³ »*

Selon SAMPSON, Le risque de crédit *« S'explique par la pression intrinsèque à l'institution bancaire qui découle du fait que les banquiers sont responsables de sécuriser les dépôts de leurs clients, tout en devant les mettre en jeu dans des transactions de crédit pour générer des bénéfices, ce qui engendre une certaine proportion de risque. »⁴*

1.2.3 Les types des risques des crédits bancaires :

Il existe trois types principaux de risque de crédit :

¹ Xavier Freixas and Jean-Charles Rochet (2008), *the Microeconomics of Banking*, 2e edition, MIT press, Cambridge, P.05.

² Bessis, Joel (2011) *Gestion des risques financiers*, Pearson, Paris, P.3.

³ Hull, Jhon. C. (2018). *Risk Management and Financial Institutions*. Wiley, P.52.

⁴ SAMPSON Anthony (1982), *Les banquiers dans un monde dangereux*, Robert Laffont, Paris, P.38.

1.2.3.1 Risque de notation :

Il s'appelle aussi risque de migration ; c'est lorsque la notation d'une entreprise se dégrade avec le temps, en passant d'une classe de risque à une autre, que ce soit vers une meilleure ou une moins bonne note. Se font généralement sur une base annuelle, car les notations sont révisées en fonction de la publication des états financiers de l'exercice écoulé.

Une note dégradée reflète donc un risque important de défaillance ; Chaque entreprise est ainsi classée dans une catégorie de risque, déterminée en fonction de sa probabilité de défaut. Ces catégories peuvent être : risque modéré, risque élevé ou situation favorable.

1.2.3.2 Risque de default :

Le risque de défaut est le danger auquel fait face un emprunteur qui ne parvient pas à honorer ses obligations vis-à-vis de la banque, que ce soit par des retards ou en se retrouvant dans l'incapacité de respecter ses engagements (entreprise en faillite).

Selon Moody's le risque default « *tout manquement ou retard sur le paiement de principal ou des intérêts.*¹ »

Selon Règlement N°2014-03 du 16 Février 2014 relatif aux classements et provisionnements des créances et des engagements par signature des banques et établissements financiers : Afin que la banque maîtrise les risques de défauts elle classe les créances en deux classes :

- Créances courantes ;
- Créances classées.

1.2.3.2.1 Les créances courantes :

On considère comme créances courantes celles dont la récupération intégrale dans les délais prévus par le contrat semble garantie. Cette classe comprend également :

- les créances qui bénéficient de la garantie de l'État ;

¹ RONCALLI. Thierry (2004), *La gestion des risques financiers*, Ed. ECONOMICA, Paris, P.105.

- les créances sécurisées par les dépôts auprès de la banque ou de l'établissement financier prêteur.

1.2.3.2.2 Les créances classées :

La banque est à mener à classer les créances en fonction de son degré de risques, les créances classes regroupent ainsi les créances à problème potentiel, très risque, compromises selon l'importance de retard des paiements. Afin de prévenir l'impact potentiel de ces defaults de paiement sur ces résultats financiers la banque doit procéder à un provisionnement.

Le provisionnement consiste à constituer une réserve financière destinée à couvrir les pertes attendues liée aux créances dégradées Comme créances classées, les créances qui présentent l'une des caractéristiques suivantes :

Tableau 1 : classement des créances

Les créances	Provisionnement
Les créances à problème potentiels	20 %
Les créances très risqué	50 %
Les créances compromises	100 %

Source : Règlement N°2014-03 du 16 Février 2014 relatif aux classements et provisionnements des créances et des engagements par signature des banques et établissements financiers.

1.2.3.3 Risque de recouvrement :

Tout d'abord « *Le recouvrement désigne l'ensemble des démarches d'une banque pour assurer le règlement des prêts et des créances dont le remboursement accuse un retard. Ces actions, qui varient selon la durée du retard constaté, visent avant tout à limiter les risques de non-paiement en incitant les débiteurs à honorer leurs engagements financiers avant que la situation ne dégénère en défaut de paiement.*¹ »

Le risque de recouvrement c'est lorsque La banque n'est pas capable de récupérer tout ou partie d'un crédit accordé à son client. pour faire face à ce risque, les banques exigent des

¹ Guendouzi Mohammed (2023), *La gestion et le recouvrement des créances au niveau des entreprises publiques : un facteur déterminant pour une meilleure performance*, *Revue des sciences administratives et financières*, n°2, vol. 7, P.251.

garanties, mais ces dernières ne suffisent pas à couvrir le montant total du crédit ou bien leurs valeurs diminuent avec le temps.

1.2.4 Les facteurs de risques de crédit :

Il existe plusieurs risques liés à l'octroi de crédit, qui peuvent compromettre la capacité de remboursement de l'emprunteur :

1.2.4.1 Le risque opérationnel :

Selon le Comité de Bâle* a défini « *le risque opérationnel comme la possibilité de subir des pertes, qu'elles soient directes ou indirectes, en raison de failles ou d'insuffisances liées aux systèmes, aux procédures internes, aux facteurs humains ou à des événements extérieurs.* »

1.2.4.2 Le risque sectoriel :

Ce niveau de risque est fortement influencé par la situation économique propre à un secteur d'activité. Il peut découler, par exemple, d'une rareté des matières premières, de l'émergence de nouvelles technologies ou encore de changements dans les méthodes de production, économiques ou réglementaires, En effet, certains secteurs d'activité présentent plus de risques que d'autres, en raison de leur sensibilité aux fluctuations économiques, aux évolutions réglementaires.

1.2.4.3 Risque de taux d'intérêt :

« *Le risque de taux d'intérêt global désigne l'impact potentiel qu'une variation des taux d'intérêt peut avoir sur la situation financière d'un établissement bancaire. Il découle principalement des activités courantes inscrites au bilan ou en dehors de celui-ci, à l'exception des opérations relevant spécifiquement du portefeuille de marché.* ¹ »

Les taux d'intérêt jouent un rôle déterminant dans l'équilibre macroéconomique, en influençant à la fois les comportements de consommation et d'épargne des ménages, ainsi que les choix d'investissement des entreprises. Ainsi selon FREDERIC S. MISHKIN « *un relèvement des taux peut conduire une société à différer un projet d'investissement, tel que la*

* Un organisme international créé pour renforcer la supervision bancaire dans le monde entier afin d'assurer la stabilité du système bancaire international.

¹ QUÉMARD, J.-L., & GOLITIN, V. (2005). *Le risque de taux d'intérêt dans le système bancaire français*, Revue de la stabilité financière, Banque de France, n°6, juin, P.87.

*création d'une nouvelle unité de production, avec pour effet de retarder la génération d'emplois associés.*¹ »

1.2.5 Conséquence du risque de crédit dans les banques :

- Une dégradation de la qualité du portefeuille de prêts, marquée par une proportion élevée de créances douteuses ou en souffrance, fragilise la stabilité financière de la banque.
- Cette situation conduit souvent à une restriction de l'offre de financement ; les institutions bancaires deviennent plus prudentes, ce qui réduit l'accès au crédit, freine les investissements et peut provoquer un ralentissement de l'activité économique nationale.
- La rentabilité bancaire est également affectée par l'accumulation de dettes non réglées, ce qui peut entraîner un affaiblissement de la relation avec la clientèle et une perte de confiance dans le système bancaire.

¹ Mishkin Frederic S. (2022), *The Economics of Money, Banking, and Financial Markets, Global Edition*, Pearson Education, Harlow, P.102.

Section 02 : La notation dans l'évaluation du risque de crédit bancaire :

Introduction :

La notation constitue un outil essentiel dans l'évaluation du risque de crédit. Elle permet aux banques de mesurer la qualité de crédit de leurs clients à travers des modèles internes. Dans cette section, nous présenterons la notion de notation, les différents types de notations utilisées, ainsi que le concept de « scoring », qui joue un rôle clé dans le processus de décision d'octroi de crédit.

2.1. La notation des crédits bancaires « rating » :

2.1.1 Définition de la notation :

Il s'agit d'un dispositif structuré regroupant les méthodes, outils et sources d'information permettant d'évaluer avec rigueur le risque de crédit. Ce système repose sur la collecte, l'analyse et le traitement de données financières et qualitatives. Il permet d'attribuer une notation interne reflétant la qualité de crédit de l'emprunteur. Enfin, il sert à estimer la probabilité de défaut ainsi que les pertes attendues en cas de défaillance. La notation peut être délivrée par une agence spécialisée, auquel cas il s'agit d'une notation externe, ou bien directement par une banque dans le cadre de son propre système d'évaluation interne.

Selon Kharoubi et Philippe « *la notation peut être définie comme un dispositif structuré permettant d'attribuer à une entreprise une note standardisée, selon une échelle prédéfinie, afin de la positionner dans une catégorie de risque. Ce processus répond au besoin de synthétiser des données complexes en une seule information représentative, reflétant notamment la probabilité d'apparition de difficultés financières. Ce système repose sur une logique de classement par niveaux de risque, avec une approche statistique et discrète.*¹ »

2.1.2 les type de notation des crédits bancaires :

Il existe deux types de notation utilisés dans le cadre de l'évaluation du risque de crédit :

¹ Kharoubi Cécile et Philippe Thomas, *op.cit.*, P.71.

2.1.2.1 Notation externe :

La notation externe constitue un outil incontournable dans la gestion du risque de crédit, en fournissant une évaluation indépendante et standardisée de la solvabilité des emprunteurs.

2.1.2.1.1 Définition de la notation externe :

La notation financière, au sens moderne du terme, a été initiée au début du XXe siècle par John Moody. Elle a connu un essor considérable à partir des années 1980,

La notation externe correspond à une évaluation indépendante portant sur la capacité d'un émetteur à respecter ses obligations financières et à assurer le remboursement de sa dette dans les délais prévus. Elle est réalisée par des spécialistes financiers extérieurs à la banque tels que les agences de notation comme Moody's, Standards & Poor's (S&P) et Fitch Ratings.

2.1.2.1.2 Les inconvénients de la notation externe :

- Les agences de notation sont rémunérées par les entités qu'elles évaluent, ce qui peut créer un biais dans l'attribution des notes.
- Certaines agences attribuent des notations globales à l'émetteur sans distinction claire entre les différentes émissions, ce qui réduit la précision du risque estimé.
- « *L'efficacité des ratings a parfois été remise en cause, notamment lorsqu'ils n'ont pas permis d'anticiper des situations de faillite alors que les entreprises concernées bénéficiaient encore de bonnes notations.* ¹ »
- La notation financière offre uniquement une vision ponctuelle de la qualité d'un instrument financier. Ses limites tiennent principalement au caractère subjectif inévitable dans toute évaluation du risque, ce qui restreint sa portée et sa fiabilité sur le long terme.

2.1.2.1.3 Grille de notation des trois principales agences de notations :

Chaque agence de notation financière utilise une échelle de notation qui lui est propre. De manière générale, ces notations vont de A à D, avec plusieurs niveaux tel que la note la plus élevée est AAA, suivie de AA puis A chez Standard & Poor's, tandis que Moody's utilise des codes tels que Aa, A, etc. pour exprimer des niveaux de qualité similaire.

¹ *Idem*, P.74.

Chapitre 01 : La notation et l'audit interne dans la gestion du risque de crédit bancaire

Tableau 2: Grille de notation des trois principales agences de notations

Agence						Commentaire
Moody's		Standard pools		Fitch rating		
Long terme	Court terme	Long terme	Court Terme	Long terme	Court Terme	
Aaa	P-1	AAA	A-1+	AAA	F1+	Première qualité
Aa1		AA+		AA+		Haute Qualité
Aa2		AA		AA		
Aa3		AA-		AA-		
A1		A+	A-1	A+	F1	Qualité moyenne supérieure
A2				A		
A3	P-2	A-	A-2	A-	F2	Qualité moyenne inférieure
Baa1		BBB+		BBB+		
Baa2	P-3	BBB	A-3	BBB	F3	
Baa3		BBB-		BBB-		
Ba1	Non prime	BB+	B	BB+	B	Spéculatif
Ba2		BB		BB		
Ba3		BB-		BB-		
B1		B+		B+		Très spéculatif
B2		B		B		
B3		B-		B-		
Caa	Non prime	CCC+	C	CCC	C	Risque substantiel en mauvaises conditions
Ca		CCC				Extrêmement spéculatif
C		CCC-				Peut-être en défaut
/		D	D	DDD	D	En défaut
				DD		
				D		

Source : Raimbourg, P. : « les enjeux de la notation financière », revue 2003 n°147, P.33.

2.1.2.2 Notation interne des crédits bancaires :

La notation interne des crédits bancaires représente un processus développé par les établissements financiers eux-mêmes, visant à évaluer la qualité et le risque des prêts accordés.

2.2.2.2.1 Définition de la notation interne :

Selon l'accord de Bâle II* *« la notation correspond à un dispositif structuré, composé de méthodes encadrées et d'outils informatiques de collecte et d'analyse, permettant d'évaluer le risque de crédit, d'attribuer une note interne à un emprunteur, et d'estimer les probabilités de défaut ainsi que les pertes potentielles.¹ »*

Plusieurs entreprises ne pas investir dans une évaluation externe, ou au fait que les agences de notation ne soient pas disponibles dans leur pays. Dans ce cas, les banques doivent instaurer leur propre système d'évaluation pour déterminer le risque de défaillance associé à ces entreprises.

« Les systèmes de notation ne parviennent pas toujours à intégrer de manière précise les événements soudains susceptibles de changer fortement la situation financière d'une entreprise. Il peut ainsi arriver qu'un emprunteur, initialement perçu comme fiable, se retrouve en défaut en peu de temps. À l'inverse, certains emprunteurs en bonne santé financière peuvent présenter des signaux qui laissent croire à un risque de défaut.² »

« Dans le cadre de l'approche standard, les établissements financiers s'appuient sur des grilles d'évaluation du risque de crédit qui ne sont pas développées en interne, mais fournies par des organismes externes spécialisés, tels que les agences de notation, dont l'activité consiste à attribuer une note reflétant la solvabilité des emprunteurs. »³

« Les établissements bancaires s'appuient sur des modèles statistiques pour apprécier la solvabilité de leurs clients. Cette première évaluation est ensuite révisée périodiquement par

* Il s'agit d'un deuxième accord de Bâle, II a introduit en 2004 l'approche IRB (Internal Ratings-Based), autorisant les banques à exploiter leurs propres systèmes internes de notation pour estimer la probabilité de défaut (PD).

¹ Thomas Lyn C. (2002), *Credit Scoring and Its Applications*, Collection SIAM, Society for Industrial and Applied Mathematics, Philadelphie, P.180.

² Dietsch Michel (2003), *Mesure et gestion du risque crédit dans les institutions financières*, Revue Banque Édition, Paris, P.74.

³ Rhainds, Simon (2018), *Développement d'un modèle de notation de crédit économétrique général pour des financements de projet, Assurances et gestion des risques / Insurance and Risk Management*, vol. 85, nos 3-4, P. 100.

*les analystes, en tenant compte de l'évolution de la relation entretenue entre la banque et le client.*¹ »

2.2.2.2.2 L'approche de notation interne (IRB) :

L'approche notation interne (ou Internal Rating Based approche) est une méthode réglementaire introduite par les accords de Bâle 2, ils permettent aux banques d'utiliser leur système de notation afin de mesurer le risque de crédit.

Il existe deux variantes principales de l'approche IRB définies par le Comité de Bâle dans le cadre de la réglementation prudentielle du risque de crédit² :

➤ L'approche IRB Fondation :

Les établissements bancaires sont autorisés à estimer eux-mêmes la probabilité de défaut (PD) pour chaque contrepartie. Toutefois, les autres composantes nécessaires au calcul du capital réglementaire à savoir la perte en cas de défaut (LGD), l'exposition au moment du défaut (EAD) et la maturité (M) demeurent fixées par l'autorité de régulation.

➤ L'approche IRB Avancée :

Confère aux banques une autonomie plus large, puisqu'elles sont tenues d'évaluer non seulement la PD, mais également l'ensemble des autres paramètres utilisés dans le modèle réglementaire, à savoir la LGD, l'EAD et la maturité des engagements.

➤ La probabilité de défaut (PD) :

Au-delà du montant des pertes, la banque doit également anticiper la fréquence à laquelle ces défauts peuvent survenir. Cette dimension temporelle du risque est capturée par la probabilité de défaut (PD), qui reflète la probabilité qu'un emprunteur fasse défaut avant l'échéance de son crédit. Elle permet de pondérer l'exposition en fonction du risque qu'elle se matérialise réellement.

¹ Brunel, Vivien (2009), *Gestion des risques et risque de crédit, document de travail, Université ou institution non précisée, version du 28 janvier, P.17.*

² Quamar, Traik et Lotfi, Said (2018), « Les systèmes internes de notation : Architecture et enjeux sur la relation banque-PME marocain », *Revue littérature de la comptabilité et de l'audit, Vol.2, n3, P.773.*

➤ L'exposition au default (EAD) :

Dans une situation où l'entreprise n'est plus en mesure de rembourser ses dettes, la banque ne pourra récupérer qu'une partie du montant prêté. Il est donc essentiel pour l'institution financière de connaître, pour chaque prêt, le montant de l'Exposition au Défaut (*Exposure at Default* ou EAD), que l'on peut définir comme la perte maximale potentielle que la banque pourrait subir en cas de défaut immédiat de l'emprunteur. Toutefois, la perte réellement supportée par la banque est atténuée par un recouvrement partiel (R), ce qui rend cette perte inférieure à l'exposition initiale.

➤ (EAD)La perte aléatoire (L) :

La sévérité de la perte est une variable aléatoire qui représente la part effectivement perdue sur un prêt en cas de défaut. Elle correspond au produit de la LGD et de l'EAD. En intégrant également l'occurrence ou non du défaut à travers une variable indicatrice, la perte future totale (L) s'exprime comme une variable aléatoire définie par :

$$L^* = EAD \times LGD \times ID = SEV \times ID, \text{ où:}$$

- ID : une variable qui prend la valeur 1 en présence d'un défaut, et 0 dans le cas contraire.
- SEV : la gravité de la perte.

➤ la perte attendue (EL):

Elle correspond à la moyenne statistique des pertes possibles que la banque anticipe, en tenant compte de la probabilité de défaut (PD), de la perte en cas de défaut (LGD) et du montant exposé (EAD). C'est une valeur prévisionnelle, utilisée pour la gestion prudente du risque et la constitution de provision. La perte moyenne (EL) est donc calculée comme suit :

$$EL^{**} = PD \times LGD \times EAD$$

* La perte réelle en cas de défaut d'un seul prêteur, c'est une variable aléatoire car on ne sait pas si le client va faillir ou non.

** La perte attendue moyenne sur un ensemble de clients, c'est une espérance mathématique qu'on fait à l'avance

Exemple : une banque accorde un prêt de 100000 DZD l'emprunteur à une PD de 10 et une LGD de 50 et une EAD de 80000 donc la perte attendue = $PD \times LGD \times EAD = 10 \times 50 \times 80000 = 4000$ DZD.

➤ Value at Risk:

Elle représente le niveau maximal de perte qu'une banque ou une institution financière pourrait subir sur une période déterminée. L'augmentation de la volatilité sur les marchés financiers, combinée à la diversité croissante des instruments financiers complexes détenus en portefeuille, a renforcé le besoin de disposer d'un indicateur synthétique permettant de mesurer efficacement le risque de marché encouru.

2.1.3 Les critères d'évaluation dans le processus de notation :

La notation interne repose sur un ensemble de critères qui permettent d'apprécier de manière précise la solvabilité et le risque associé à un emprunteur. Ces critères, qu'ils soient quantitatifs ou qualitatifs, constituent la base d'une évaluation fiable indispensable à la prise de décision.

2.1.3.1 Le secteur d'activité :

Il s'agit d'évaluer l'entreprise en la replaçant dans son secteur d'activité, en tenant compte plusieurs facteurs comme la fluctuation de taux de changes, la sensibilité de la main-d'œuvre et la capacité du secteur à répondre aux attentes de la banque.

2.1.3.2 Le marché d'activité :

L'évaluation du positionnement de l'entreprise dans le marché utilisant l'analyse SWOT pour déterminer les points de forces et de faiblesse à travers ses parts dans le marché, sa structure dans son secteur d'activité, la nature et l'évolution de la concurrence ; ainsi que sa réputation par rapport aux autres entreprises.

2.1.3.3 Le management qualité :

Lorsqu'on évoque le management de la qualité, il est question des procédures internes de l'entreprise, de son mode d'organisation, de la capacité d'anticipation des managers, ainsi que des dynamiques internes telles que les changements de poste, les démissions, les conflits ou encore la cohérence avec le plan d'affaires.

2.1.3.4 Les critères financiers :

Afin d'apprécier de manière globale la situation financière de l'entreprise, plusieurs ratios financiers ont été calculés et regroupés dans les tableaux ci-après. Chaque ratio apporte un éclairage complémentaire sur la capacité de l'entreprise à financer son activité, à dégager des marges, à maîtriser ses ressources et à faire face à ses engagements à court et long terme.

Chapitre 01 : La notation et l'audit interne dans la gestion du risque de crédit bancaire

➤ Les ratios d'équilibre financier :

Tableau 3: les ratios d'équilibre financier

Ratio	Formule	Interprétation
Fonds de roulement (FR)	Ressources permanentes / immobilisations nettes	Mesure le degré de couverture des immobilisations par les ressources permanentes
Besoin de fonds de roulement (BFR)	BFR = Stocks + Créances clients / DCT	Mesure la couverture des actifs courant par les dettes à CT
Trésorerie (TN)	TN= FR / BFR	Il exprime le degré de couverture de BFR par le FR

Source : Khendek, Samira (2022), Analyse financière par les ratios, Revue de l'économie financière & des affaires, vol. 6, n° 3, p. 543.

➤ Ratio d'activité :

Tableau 4: les ratios d'activité

Ratio	Calcul	Interprétation
Délai de fournisseurs	$\frac{\text{Dettes fournisseurs}}{\text{consommations}} (TTC) \times 360$	Il évalue le nombre moyen de jours pendant lesquels l'entreprise bénéficie d'un crédit accordé par ses fournisseurs.
Délai client	$\frac{\text{clients} + \text{encours d'escompte}}{CA (TTC)} \times 360$	Il évalue la moyenne en jours de la période de crédit accordée par l'entreprise à ses clients.
Rotation des stocks (entreprise commerciale)	$\frac{\text{stock moyen de marchandise}}{\text{cout d'achat de marchandise vendus}} \times 360$	Il évalue la période d'écoulement des stocks.
Rotation des stocks (entreprise industrielle)	$\frac{\text{stock moyen de MP}}{\text{cout d'achat de MP}} \times 360$	

Source : GRANDGUILLOT Béatrice, GRANDGUILLOT Francis (2023), *Analyse financière*, Gualino, Paris, P.24.

Chapitre 01 : La notation et l'audit interne dans la gestion du risque de crédit bancaire

➤ Ratio de structure :

Tableau 5: Les ratios de structure

Ratio	Formule	Interprétation
Part de l'actif immobilisé	$\frac{\text{immo corporelle et incorporelle}}{\text{actif total}}$	Précise le niveau d'intensité en capital requis par l'activité.
Taux d'endettement	$\frac{\text{dettes financieres}}{\text{passif}}$	Il mesure la part des dettes dans les ressources totales.
Levier	$\frac{\text{Dettes financieres}}{\text{capitaux propres}}$	Il mesure le rapport entre les ressources stables provenant par des tiers et celle générées en interne.

Sources : Thibierge Christophe (2016), *Analyse financière*, collection Entreprise, Vuibert, Paris, P.59.

➤ Les ratios de liquidité :

« Mesure la capacité d'entreprise à faire face à ses engagements à court terme tout en disposant suffisamment d'actif à court terme. ¹ »

Tableau 6: les ratios de liquidité

Ratios	Formule	Interprétation
Liquidité immédiate	$\frac{\text{Disponibilités(dont VMP)}}{\text{Dettes financieres CT}}$	Mesure-la capacité d'entreprise à honorer ses engagements à CT à partir des disponibilités seulement.
Liquidité courante	$\frac{\text{creances clients} + \text{Dispo}}{\text{dettes finan. CT} + \text{Dettes expl}}$	Mesure-la capacité d'entreprise à honorer ses engagements à CT à partir de ses actifs courants hors stocks.
Liquidité générale	$\frac{\text{Stocks} + \text{clients} + \text{Dispo}}{\text{Fourn} + \text{Dettes Finan CT}}$	Mesure-la capacité d'entreprise à honorer ses engagements à CT à partir de ses actifs courants.

Sources : Ibid.

¹ Idem, P.60.

➤ Les ratios de marge :

« Ratio de marge consiste à mettre en relation un indicateur de résultat tel que (EBIDTA, résultat net) avec tel que le chiffre d'affaires. Il est important de ne pas confondre la marge avec la rentabilité : la marge reflète un résultat en proportion des ventes, tandis que la rentabilité exprime un résultat en fonction des ressources investies. ¹ »

Tableau 7 : les ratios de marge

Ratios	Formules	Interprétations
Taux de valeur ajoutée	$\frac{VA}{CA}$	Mesure pour chaque euro de CA, la part conservée après règlement des charges externes.
Taux de marge EBE	$\frac{EBE}{CA}$	Cet indicateur permet d'identifier, en proportion du CA, la part conservée après règlement des charges externes et les salaires.
Taux de marge d'exploitation	$\frac{Resultat\ d'exploitation}{CA}$	Mesure la part restante après la déduction de l'ensemble du coût de production.
Taux de marge nette	$\frac{Resultat\ Net}{CA}$	Indique la marge finale après la déduction de tous les coûts.
Taux d'EBIDTA	$\frac{EBIDTA}{CA}$	Ce ratio indique la marge générée avant prise en compte des dotations aux amortissements, en proportion du CA.
Taux d'EBIT	$\frac{EBIT}{CA}$	Mesure en fonction de CA combien la marge obtenue après tous les coûts opérationnels.
Taux de marge brute	$\frac{Marge\ brute}{CA}$	La proportion du CA conservée après paiement des coûts direct de vente ou de production.

Source : idem, P.62-63.

¹ Idem, P.62.

➤ Les ratios de rentabilité :

Tableau 8: Les ratios de rentabilité

Ratio	Formule	Interprétation
Rentabilité économique	ENE / actif économique	Il permet d'évaluer dans quelle mesure l'entreprise parvient à rentabiliser efficacement les ressources économiques qu'elle mobilise.
Rentabilité financière	Résultat net / fonds propres	Il mesure l'amplitude de l'entreprise à rentabiliser les fonds apportés par les associés.
Rentabilité commerciale	Résultat net / CA	Il permet de comparer le résultat net présenté au bilan avec le montant du coût d'achat engagé.

Source : Grand Dugouillot, F. (2002). *Analyse financière, outil du diagnostic financier*, Gualino Éditeur, Paris. P.

137.

2.1.4 Les logiciels de notation interne dans les banques :

Les autorités de réglementation bancaire exigent de passer d'un processus d'évaluation de crédit dépendant d'opinions d'individus à un processus systématique fondé sur des entrées objectives et des modèles de notation interne permettant d'anticiper au mieux les événements de défaut. Ce changement, dont la principale force motrice est la nécessité de disposer de davantage d'évaluations fiables en temps utile, dépend de façon critique d'entrées financières et non financières standard servant de base aux évaluations de risque. En même temps, « *les autorités de réglementation exigent que les banques procèdent à la documentation des entrées et des sorties de leurs processus de notation interne. Le défi que représente le rassemblement de ces données se trouve compliqué par la diversité des portefeuilles bancaires qui s'étendent à travers de nombreux types de crédit et régions géographiques.* »¹

¹ <https://www.moody.com/> (consultée le 19/05/2025 à 18^h:32).

2.2 Le Scoring :

Le scoring constitue une technique essentielle dans la gestion du risque de crédit, permettant d'attribuer une note ou un score à un emprunteur sur la base de critères prédéfinis.

2.2.1 Définition de scoring :

« Le scoring est appelée aussi « crédit scoring » constitue une méthode d'analyse permettant d'évaluer la probabilité qu'un emprunteur rencontre des difficultés de remboursement. Il repose sur l'attribution d'une note basée sur l'examen de plusieurs éléments, tels que les revenus, les prêts en cours ou encore les spécificités des crédits accordés. ¹ ». Cette méthode aide aussi à identifier l'impact de différents critères soit financière soit qualitative sur les entreprises afin d'estimer la probabilité qu'elles honorent ses engagements envers la banque.

Selon MESTER *« Le scoring de crédit est une méthode statistique utilisée pour estimer la probabilité qu'un emprunteur, ne respecte pas ses obligations de remboursement ou présente un risque de défaut. ² »*

Chaque donnée évaluée se voit attribuer un certain poids, puis l'ensemble des résultats est additionné et comparé à un seuil appelé seuil critique. Ces modèles génèrent des scores, c'est-à-dire des notes représentant le niveau de risque de défaut associé à chaque emprunteur. Ces scores permettent ensuite aux établissements financiers de classer dans la catégories saines ou défaillantes.

2.2.2 Méthodes d'élaborations de score :

L'élaboration des scores de crédit repose sur différentes méthodes statistiques et analytiques visant à quantifier le risque des emprunteurs.

2.2.2.1 Les méthodes paramétriques :

Il existe plusieurs méthodes statistiques permettant d'élaborer un score :

¹ Karyotis Catherine (2015), *op.cit.*, P.59.

² Mester Loretta J. (1997), *Quel est l'intérêt du scoring de crédit ?*, Business Review, Banque Fédérale de Réserve de Philadelphie, P.03.

➤ L'analyse discriminante Linéaire ADL :

Les premiers modèles d'évaluation de crédit ont été conçus par BEAVER et ALTMAN Grâce aux recherches sur le scoring, les modèles ont été améliorés au fil du temps, menant à une analyse discriminante linéaire multi-dimensionnelle (ADL) connue sous le nom de fonction Z. cette technique à des fins afin de classer l'entreprise en deux groupes (défaillante ou non défaillante).

On procède à une analyse sur un groupe de « n » entreprises divisé en deux catégories (entreprises en difficulté et entreprises viables), en évaluant « K » ratios (variables discriminantes) et en calculant un score Z, Il est impératif que les valeurs de la variable Z soient aussi distinctes que possible d'un sous-ensemble à l'autre. Le score est formulé de la manière suivante :

$$Z = (\sum a_i \times R_i) + B$$

a_i : coefficients de pondération ;

R_i : Ratios comptables et financiers ;

B : une constante ;

➤ L'analyse discriminante quadratique ADQ :

« Tandis que la LDA postule que toutes les classes partagent une matrice de covariance identique, la QDA assouplit cette condition en permettant à chaque classe de disposer de sa propre structure de covariance. »¹

➤ La régression logistique :

La régression logistique* est capable de générer un score probabiliste pour chaque demandeur de prêt, qui peut ensuite être employé pour les ordonner selon leur degré de risque de crédit.

¹ Philippe Thomas, Cécile Kharoubi, op.cit., P.87.

* La régression logistique produit une probabilité, variant entre 0 et 1, qui reflète le risque anticipé de faillite d'une entreprise. Plus la probabilité tend vers 1, plus le risque d'échec s'accroît. Cette probabilité est calculée grâce à l'application d'une fonction logistique sur une combinaison linéaire pondérée des variables explicatives.

On envisage un groupe d'échantillons constitué de N individus, indexés de $i=1$ à N. On examine pour chaque personne si un certain événement a eu lieu, et on enregistre y_i la variable codée liée à cet incident. On pose, $\forall i \in [1, N]$

$$Y_i = \begin{cases} 1 & \text{si l'événement s'est réalisé pour l'individu } i ; \\ 0 & \text{si l'événement ne s'est pas réalisé pour l'individu } i ; \end{cases}$$

La formule générale est :

$$P(Y=1 | X) = \frac{1}{1 + e^{-(\beta_0 + \beta_1 X_1 + \beta_2 X_2 + \dots + \beta_k X_k)}}$$

2.2.2.2 Les méthodes non paramétriques :

Les techniques statistiques non paramétriques sont des méthodes qui ne nécessitent pas d'assumer une forme spécifique de distribution pour les données.

➤ Partitionnement récursif :

« Cette technique est observable dans l'arbre décisionnel employé pour élaborer un modèle de prévision destiné à l'attribution des prêts bancaires. Cette approche est séquentielle. À chaque phase, on applique un ratio distinct et on divise l'échantillon en deux sections, chacune contenant 100 % d'entreprises défaillantes ou non défaillantes. Grâce à n nœuds, nous parvenons à une arborescence complète où chaque branche finale correspond à une catégorie soit défaillante, soit non. »

2.2.2.3 Les méthodes semi paramétriques :

Un modèle semi-paramétrique est un type de modèle statistique qui combine des composantes paramétriques et non paramétriques.

2.2.2.4 Méthodes de classification de l'intelligence artificielle :

Les Réseaux de neurone artificiel : « *Initialement conçus comme des représentations mathématiques basiques d'un cerveau humain.*¹ », les réseaux de neurones formels ou artificiels (R.N) sont des mécanismes d'apprentissage par exemple, reproduisant ainsi la manière dont

¹ Cécile Kherroubi et Philippe, *op.cit.*, P.89.

nous apprenons à travers des tentatives, des erreurs et des rectifications successives pour réaliser des tâches complexes.

En pratique, ces méthodes neuronales constituent des instruments mathématiques et algorithmiques qui se révèlent efficaces et pratiques pour résoudre des problèmes complexes et non linéaires. Ils reçoivent des apports issus des mathématiques (optimisation, statistiques, systèmes non linéaires, théorie de la décision), de la physique statistique et de l'informatique (intelligence artificielle, reconnaissance de formes).

Dans le secteur bancaire, les réseaux de neurones peuvent combiner des données financières avec des données comportementales (historique de paiement, activité de carte de crédit, etc.) pour créer un modèle de « scoring » plus robuste. Cela peut permettre aux banques de mieux prédire le risque de défaut, ce qui peut améliorer la prise de décision en matière d'octroi de crédit et réduire les pertes liées aux défauts de paiement.

Les techniques de l'apprentissage automatique progressent à une vitesse fulgurante. *« Grâce à l'avancée des capacités de calcul, nous pouvons aujourd'hui utiliser des techniques anciennes comme le Deep Learning, des algorithmes fondés sur les arbres de décision ou encore des méthodes intégrant les aptitudes des modèles d'apprentissage automatique. »*¹

¹ <https://www.deloitte.com/fr> (consultée le 01/05/2025 à 21h:34).

Section 03 : l'audit interne bancaire

L'audit interne bancaire constitue un dispositif essentiel pour garantir la fiabilité des outils de notation interne en matière de risque. Cette section traite de la notion d'audit bancaire, de ses outils et du déroulement d'une mission d'audit au sein des établissements financiers.

3.1 Historique d'audit interne :

Le mot audit tire son origine du latin « audire » qui signifie écouter à l'époque romaine l'audit faisait référence à l'écoute des comptes des administrateurs publics par des magistrats ou des représentant du pouvoir.

Tableau 9: Historique sur l'évolution de la notion d'audit interne

Période	Description
Antiquité	Premières formes de contrôle des finances dans les civilisations mésopotamiennes, égyptiennes et romaine set.
Moyen Âge	Développement du contrôle des finances des royaumes et des églises et Naissance des précurseurs de l'audit pour éviter les fraudes.
XIXe siècle	Révolution industrielle : complexification des flux financiers début de l'audit comptable pour assurer la fiabilité des états financiers.
XXe siècle	Grandes crises financières (1929) Formalisation de l'audit externe et reconnaissance de l'audit interne.
1978	Définition de l'audit interne par l'American Institute of Certified Public Accountants (AICPA) et le Consultative Committee of Accountancy en Grande-Bretagne comme un processus structuré pour évaluer et améliorer les pratiques de gestion et de contrôle.
1999	L'Institute of Internal Auditors (IIA) redéfinit l'audit interne comme une activité indépendante et objective. Renforcement du rôle de l'audit interne dans la gestion des risques et la gouvernance d'entreprise.
Années 2000	Crises financières et scandales (Enron, WorldCom) entraînent des réformes réglementaires (SOX - Sarbanes-Oxley Act). L'audit interne devient un outil clé de prévention des fraudes et d'amélioration du contrôle interne.
Aujourd'hui	Intégration des technologies numériques, intelligence dans les pratiques d'audit.

Source : Essekkaki, Saïd et Bouayad Nabil Amine (2019), « Aperçu historique sur l'évolution de la notion d'audit interne », Revue du Contrôle, de la Comptabilité et de l'Audit, n°10, vol. 4, n°2, pp. 625–642.

3.2 Définition de l'audit interne :

Selon IIA : « *L'audit interne est une approche indépendante et objective destinée à offrir à l'entité une appréciation de la qualité de la gestion de ses opérations. Il propose aussi des suggestions dans un esprit d'amélioration constante, contribuant de ce fait à la génération de valeur.¹* »

Selon la norme ISO 19011 : L'audit interne est conduit de manière indépendante, organisée et rigoureuse. Il s'appuie sur des éléments concrets pour s'assurer que les méthodes et procédures en place respectent bien les règles définies par l'organisation.

D'après Germond et Bernault (1987) « *l'audit interne consiste en un examen technique approfondi et constructif, réalisé par un professionnel compétent et impartial. Son objectif est de fournir une opinion justifiée sur la qualité et la fiabilité des informations financières communiquées par une entreprise. Cet audit vérifie que ces informations respectent les obligations légales, les normes comptables en vigueur, et reflètent fidèlement, en toute circonstance, le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'entreprise.²* »

Selon Elisabeth Bertin l'audit interne est défini comme « *L'audit interne peut réellement générer de la valeur ajoutée lorsqu'il s'appuie sur les ressources adéquates mises à disposition par l'organisation. Il ne s'agit pas simplement d'une activité isolée, mais bien d'une fonction intégrée à la structure même de l'entreprise.³* »

A la lumière de ces définitions, l'audit interne est une fonction qui accompagne l'entité afin d'atteindre ses objectifs en analysant avec rigueur ses mécanismes de gestion des risques, de contrôle interne et de gouvernance, tout en suggérant des recommandations correctives pour accroître son efficacité.

¹ <https://www.ifaci.com/> (consultée le 15/04/2025 à 11h:00).

² Collins, Laurent (1992), *Audit et contrôle interne : aspects financiers, opérationnels et stratégiques*, Collection Dalloz, Paris, P.21.

³ BERTIN Elisabeth (2007), *Audit interne : enjeux et pratique à l'international*, collection Eyrolles, Éditions Eyrolles, Paris, p.21.

3.3 Objectif de l'audit interne bancaire :

L'objectif de l'audit interne bancaire est d'apporter à la création de la valeur ajoutée afin d'aider la structure auditée à atteindre ses objectifs. Dans ce cadre, il exerce un ensemble de missions essentielles qui s'articulent autour des axes suivants :

- L'adhésion aux critères du cadre de référence de l'entreprise.
- Vérifier que la banque dispose d'un dispositif de contrôle interne solide, apte à assurer une gestion efficace des risques, L'intégration d'une analyse des risques aux résultats du contrôle de gestion constitue également un levier complémentaire pour renforcer l'efficacité, l'efficience et la qualité.
- Formuler des recommandations qui, plus tard, conduiront à une assurance raisonnable.
- S'assurer l'efficacité des systèmes d'information et les outils de la banque.

3.4 Les types d'audit dans les banques :

3.4.1 L'audit de conformité :

« Également connu sous le nom d'audit de régularité, il s'agit d'une démarche visant à vérifier si les règles, procédures, descriptions de postes, organigrammes et système d'information sont correctement mis en œuvre en confrontant la règle à la réalité. ¹ »

Après avoir présenté ses conclusions à l'entité auditée, l'auditeur propose des recommandations visant à améliorer l'application future des règles. Ces suggestions reposent sur une analyse des écarts constatés par rapport au référentiel, ainsi que sur l'étude de leurs causes et de leurs impacts.

3.4.2 L'audit d'efficacité :

Les missions confiées à l'auditeur interne se sont élargies. De simple vérificateur du respect des règles, il est devenu capable d'évaluer non seulement les procédures et méthodes en place, mais aussi leur pertinence et leur utilité. L'auditeur ne se limite donc plus à juger si les règles sont correctement appliquées, mais il questionne également leur valeur ajoutée.

¹ Renard, Jacques (2010). *Théorie et pratique de l'audit interne*. Éditions d'Organisation, Groupe Eyrolles, Paris, P.48.

3.4.3 L'audit opérationnel :

L'audit opérationnel a pour objectif principal d'évaluer l'efficacité de l'équipe de la structure auditée. *« L'auditeur interne y mène une analyse approfondie des activités ou des processus d'une entité, dans le but de juger la pertinence des pratiques, de repérer celles qui sont inefficaces ou coûteuses, et de proposer des pistes d'amélioration, tout en veillant au suivi de leur mise en œuvre. ¹ »*

3.4.4 L'audit financier :

Il ne s'agit pas ici d'une mission de certification des comptes consistant à mesurer la fiabilité des données comptables et la protection des actifs, qu'ils soient humains, matériels ou financiers. *« L'auditeur interne, en coordination avec les auditeurs externes, s'assure de la robustesse des mécanismes de contrôle comptable. ² »*

3.4.5 L'audit informatique :

« Il s'agit d'une 'évaluation des risques liés aux activités informatiques vise à identifier, analyser et réduire ces risques afin de renforcer le contrôle et la maîtrise des systèmes d'information. »³

3.5 Cadre référentiel de l'audit interne :

L'audit interne est une profession encadrée par des normes, reposant sur un référentiel structuré présenté sous la forme d'un document qui regroupe les éléments suivants :

- Code de déontologie ;
- Les normes internationales d'audit interne.

3.5.1 Code de déontologie :

Le code de déontologie concerne toutes les personnes et structures impliquées dans la prestation de services d'audit interne. Il énonce les principes qui régissent la profession ainsi que l'exercice de l'audit interne.

¹ Bertin Elisabeth, *op.cit.*, P.19.

² Ibid.

³ Yende, Raphaël Grevisse (2018), *Support de cours de l'audit des systèmes d'information, Licence, Audit des systèmes d'information, Congo-Kinshasa, P.09.*

3.5.1.1 Les principes fondamentaux de l'audit interne :

Les auditeurs internes sont tenus de respecter et de mettre en œuvre les principes fondamentaux suivants :

- **L'universalité** : l'audit interne s'applique à toute l'organisation quel que soit leur taille leur secteur d'activité ou leur structure ; il peut concerner n'importe quelle fonction de l'entreprise assurant ainsi un contrôle et une amélioration continue des processus.
- **L'indépendance** : les auditeurs interne doivent être totalement autonomes vis-à-vis des activités qu'ils évaluent afin de garantir un jugement neutre et impartial sans être influencé par des pressions externes.
- **L'objectivité** : *« L'objectivité se traduit par une attitude impartiale qui permet à l'auditeur interne de mener ses missions en toute intégrité, avec l'assurance que la qualité de son travail n'est entachée par aucun compromis.¹ »*
- **Confidentialité** : Les auditeurs internes s'engagent à respecter la confidentialité et la propriété des informations qui leur sont communiquées.
- **L'intégrité** : L'intégrité renvoie à une conduite guidée par des valeurs éthiques et morales, telle que l'honnêteté, ainsi que le courage de prendre position en s'appuyant sur des faits pertinents.

3.5.1.2 Les principes d'auditeurs interne selon les normes internationales :

Les normes internationales d'audit interne sont réparties en 5 domaines² :

➤ **Domaine I : Mission de l'audit interne :**

La mission vise à accompagner les auditeurs internes ainsi que les parties concernées dans la compréhension et la définition précise de la valeur que représente l'audit interne.

¹ The Institute of Internal Auditors. (2024). Normes internationales d'audit interne, édition IBID, P.05.

² Idem, P.15.

➤ Domaine II : Éthique et professionnalisme

Tableau 10: Norme Éthique et professionnalisme de l'audit interne.

Domaines	Principes	Les normes
Éthique et professionnalisme	1.Faire preuve d'intégrité	Norme1.1 : Honnêteté et courage professionnel
		Norme1.2 : Attentes éthiques
		Norme1.3 : Aspects légaux
	2.Faire preuve d'objectivité	Norme2.1 : Objectivité individuelle
		Norme2.2 : Garantir l'objectivité
		Norme2.3 : des atteintes à l'objectivité
	3.Faire preuve de compétence	Norme3.1 : Compétence
		Norme3.2 : Formation professionnelle
	4.Pratiquer avec conscience professionnelle	Norme4.1 : Conformité aux Normes internationales
		Norme4.2 : Conscience professionnelle
		Norme 4.3 : Scepticisme professionnel
	5.Préserver la confidentialité	Norme 5.1 : Utilisation de l'information
		Norme 5.2 : Protection de l'information

Source : Idem, P.16-36.

➤ Domaine III : Gouvernance de la fonction d'audit interne :

Tableau 11: Norme Gouvernance de la fonction d'audit interne de l'audit interne

Gouvernance de la fonction d'audit interne	6.Autorité conférée par le Conseil	Norme 6.1 : Mandat d'audit interne
		Norme 6.2 : Charte d'audit interne
		Norme 6.3 : Soutien apporté par le Conseil
	7.Indépendance	Norme 7.1 : L'Indépendance
		Norme 7.2 : Qualifications du responsable
	8.Surveillance du Conseil	Norme 8.1 : Relation avec le Conseil
		Norme 8.2 : Ressources
		Norme 8.3 : Qualité
		Norme 8.4 : Évaluation externe

Source : Idem, P.38-58.

➤ Domaine IV : Gestion de la fonction d'audit interne

Tableau 12: Norme Gestion de la fonction d'audit interne

Gestion de la fonction d'audit interne	9. Planifier de manière stratégique	Norme 9.1 : Compréhension des processus de gouvernance, de gestion des risques et de contrôle
		Norme 9.2 : Stratégie de l'audit interne
		Norme 9.3 : Méthodologies
		Norme 9.4 : Plan d'audit interne
		Norme 9.5 : Coordination et utilisation d'autres travaux
	10. Gérer les ressources	Norme 10.1 : Gestion des ressources financières
		Norme 10.2 : Gestion des ressources humaines
		Norme 10.3 : Ressources technologiques
	11. Communiquer avec efficacité	Norme 11.1 : Établissement de relations et communication avec les parties prenantes
		Norme 11.2 : Communication efficace
		Norme 11.3 : Communication des résultats
		Norme 11.4 : Erreurs et omissions
		Norme 11.5 : Communication relative à l'acceptation des risques
	12. Améliorer la qualité	Norme 12.1 : Évaluation interne de la qualité
		Norme 12.2 : Mesure de la performance

Source : Idem, P.61-95.

➤ Domaine V : Réalisation des activités d'audit interne :

Tableau 13: Norme Réalisation des activités d'audit interne

Domaine V : Réalisation des activités d'audit interne	13. Planifier les missions avec efficacité	Norme 13.1 : Communication relative à la mission
		Norme 13.2 : Évaluation des risques dans le cadre de la mission
		Norme 13.3 : Objectifs et périmètre de la mission
		Norme 13.4 : Critères d'évaluation
		Norme 13.5 : Ressources de la mission
		Norme 13.6 : Programme de travail
	14. Réaliser les travaux de la mission	Norme 14.1 : Collecte d'informations pour l'analyse et l'évaluation
		Norme 14.2 : Analyses et constats potentiels de la mission
		Norme 14.3 : Évaluation des constats
		Norme 14.4 : Recommandations et plans d'action
		Norme 14.5 : Conclusions de la mission
		Norme 14.6 : Documentation relative à la mission
	15. Communiquer les résultats de la mission et suivre les plans d'action	Norme 15.1 : Communication des résultats définitifs de la mission
		Norme 15.2 : Confirmation de la mise en œuvre des recommandations ou plans d'action

Source : idem, P.98-122.

3.5 Les outils d'audit :

Les outils d'audit constituent des instruments essentiels pour assurer l'efficacité et la fiabilité des contrôles réalisés au sein des organisations. Ils permettent de collecter, analyser et interpréter les données nécessaires à l'évaluation des processus, contribuant ainsi à l'amélioration continue et à la gestion des risques.

3.5.1 Entretien :

« Il s'agit d'une méthode de collecte d'informations qui favorise l'échange, l'explication et le commentaire. Elle enrichit considérablement les données factuelles en y ajoutant des éléments d'analyse et d'appréciation.¹ ». L'entretien est un outil de communication pour échanger les informations entre les auditeurs et les audités afin de collecter les informations du domaine audité et de constituer les preuves d'audit qui permettront d'atteindre les objectifs de la mission d'audit.

3.5.2 Grille d'analyse des tâches :

La Grille d'analyse des tâches est un outil méthodologique sous forme d'un tableau utile pour visualiser et relier les tâches aux personnes de l'organisation, permet de souligner les tâches réalisées et non effectuées à divers emplacements ainsi que la séparation des fonctions.

3.5.3 Diagramme de flux :

Il s'agit d'un outil visuel graphique qui illustre les processus, les étapes, les décisions utilisés en audit interne bancaire pour analyser, évaluer, son objectif principal est de ; son objectif principal est de :

- Cartographier les processus et un enchaînement chronologique d'activités ;
- Les acteurs qui réalisent les activités ;
- Les flux d'information d'une activité à l'autre.

« Cette illustration pourrait servir à l'auditeur interne pour repérer les risques associés à chaque tâche du processus ainsi que les contrôles primordiaux censés permettre leur gestion.² »

3.5.4 Approche processus :

D'après la norme ISO 9000, « un processus est défini comme un ensemble d'activités corrélées ou interactives qui exploitent des éléments d'entrée pour générer un résultat attendu.³ ». Cette méthode employée en audit interne de qualité aux offres aux auditeurs une

¹ Julien, Didier (1995), *La conduite d'une mission d'audit interne*, 2^e édition, Dunod, Paris, P.37.

² Institut Français de l'Audit et du Contrôle Interne (IFACI), « Méthodologie de conduite d'une mission d'audit interne », Fiche méthodologique, p.51.

³ <https://www.iso.org/> (consultée le 30/04/2025 à 16^h:11')

vision d'ensemble et transversale des actions menées. Elle permet ainsi de mieux comprendre les interactions entre les processus et d'identifier les leviers d'amélioration.

3.5.5 La grille d'analyse des tâches :

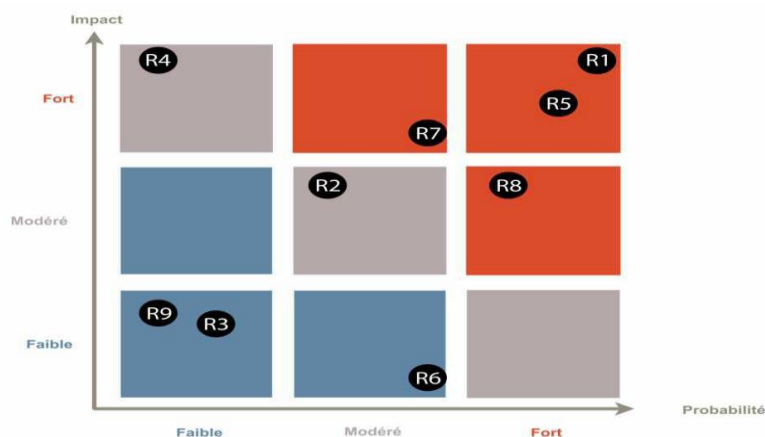
« Offre une vue instantanée de la manière dont les responsabilités sont réparties à un moment précis. Son examen permet de mettre en évidence les déséquilibres ou incohérences dans la répartition du travail, afin de pouvoir y remédier de manière appropriée par des ajustements ciblés. »¹

3.5.6 Hiérarchisation des risques :

Il Consiste à classer les dysfonctionnements détectés ou bien les risques majeurs par les auditeurs selon leur niveau de gravité, sa démarche consiste à :

- Identifier les niveaux de probabilité de survenance des risques ;
- Placer les risques identifiés dans une carte des risques, en adaptant l'analyse à cette sensibilité propre au domaine audit ;
- Identifier d'éventuelles incohérences ;
- Evaluer d'une manière comparative les risques plus critiques afin d'en affiner la hiérarchisation.

Figure 2: Diagramme hiérarchisation des risques



Source : IFACI, op.cit., P.57.

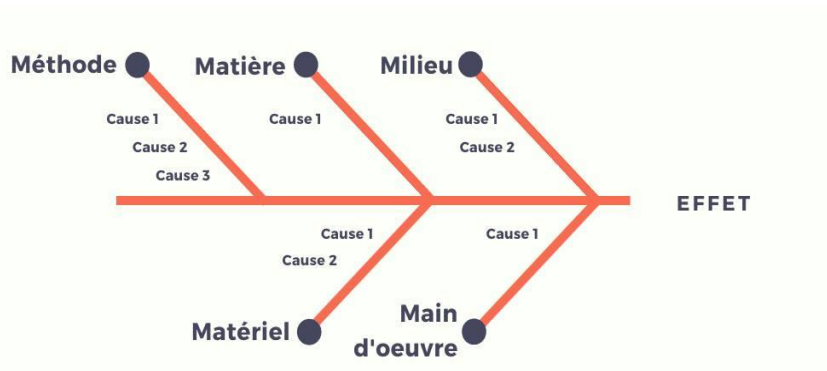
¹ VALIN (G), *Controlor & Auditor*, Édition, Dunod, Paris, 2006, P.180.

3.5.7 Diagramme cause / Effet (Ishikawa) :

Il Représente un outil d'analyse en forme d'un diagramme en arrêtes de poisson utilisé afin d'identifier organiser structurer l'ensemble des causes possibles d'un problème et leurs effets négatif défauts dysfonctionnement. Il s'agit du nom de diagramme des 5 M, qui se réfère aux cinq principales catégories de causes identifiées :

- Main d'œuvre ;
- Méthodes ;
- Matériel ;
- Milieu ;
- Matières.

Figure 3: Digramme d'Ishikawa



Source : <https://www.leblogdudirigeant.com/> (consultée le 10/05/2025 à 15^h:47).

3.5.8 Questionnaire de contrôle interne QCI :

Le questionnaire de contrôle interne est un guide qui aide les auditeurs afin d'évaluer les dispositifs et les procédures du contrôle interne, il permet à faire apparaitre les dysfonctionnements et les risques pour chaque processus.

La construction d'un QCI passe avant par s'appuyer sur un référentiel qui regroupe ensemble des principes et des règles :

- Des normes externes : sont des normes diffuse par des organisme professionnelles reconnues ;

- Les procédures interne qui sont élaborées par l'organisation elle-même que l'auditeur doit analyser ce qui existe déjà dans l'entreprise et voir si cela est bien aligné avec les bonnes pratiques.

3.5.10 Piste d'audit :

Piste d'audit est un ensemble des preuves documentées qu'elles soient physiques ou numériques afin de retracer chaque étape d'une opération bancaire pour assurer la conformité et la fiabilité des opérations internes.

3.5.11 Echantillonnage :

« Le choix de la sélection de participants peut être guidé soit par une méthode statistique (échantillonnage aléatoire), soit par une méthode non statistique (échantillonnage dirigé), en fonction des objectifs de l'audit. ¹ »

3.5.12 Les outils informatiques d'audit :

Les outils informatiques simplifient les tâches et contribuent à une organisation plus efficace. Parmi ceux les plus couramment utilisés par les auditeurs internes des logiciels tels que² :

- Les logiciels de traitement de texte.
- Les logiciels de création graphique et de schémas tels que PowerPoint.
- Les gestionnaires de bases de données : indispensables pour le traitement automatisé.

3.6 Déroulement de la mission d'audit dans la banque :

La mission de l'audit interne s'inscrit dans une démarche fondée sur les risques, visant à accroître et préserver la valeur de l'organisation. Dans le secteur bancaire la conduite d'une mission d'audit interne s'articule chronologiquement sur trois étapes principales :

- Phase préparation ;
- Phase execution;
- Phase conclusion.

¹ Slimani Ihsane, Fiche pratique : Constitution d'un échantillon, P.02.

² Renard (2016), op.cit., P.327.

3.6.1 Phase de préparation :

La première phase de la mission d'audit les auditeurs La mission d'audit dans les banques :

3.6.1.1 Collecte d'information :

Selon la norme 14.1 : Les auditeurs internes se concentrent sur les informations en lien direct avec les objectifs de la mission et qui relèvent de son champ d'action. Ils doivent avoir :

➤ Prise de connaissance du domaine audité :

Cette première étape repose sur l'étude des éléments essentiels permettant d'appréhender le Périmètre de l'audit. Elle inclut :

- L'analyse des textes réglementaires en vigueur ainsi et les procédures de l'octroi, le suivi et le recouvrement des crédits.
- L'étude des instructions internes et des décisions organisationnelles relatives à la structure auditée et au processus de gestion du crédit.
- L'examen des supports opérationnels tels que les manuels de gestion, les guides de procédures et les systèmes internes de notation du risque emprunteur.

➤ Prise de connaissance de la structure auditée :

Pour approfondir la connaissance du secteur audité, une collecte de données à l'agence concernée sera effectuée :

- **Connaissance du contexte socio-économique¹ :**
 - Taille et activité de la structure auditée ;
 - Situation budgétaire et commerciale ;
 - Effectifs et environnement de travail.
- **Documents internes et organisationnels :**
 - Organigramme, la structure hiérarchique de la structure ;
 - Fiches de postes et responsabilités des acteurs impliqués ;
 - L'auditeur doit développer une compréhension approfondie du système d'information ;

¹ Renard, Jacques (2016), *Théorie et pratique de l'audit interne*, 9^e édition, collection "Aire Référence", Éditions Eyrolles, Paris, P.214.

- De l'organisation ainsi que des processus opérationnels associés, dans la mesure où ceux-ci interviennent dans la production de l'information financière.

- **Les rapports antérieurs :**

- Cartographie des macros-processus et des processus détaillés Rapports et analyses précédentes ;
- Rapports d'audit (interne et externe) ;
- Rapports de l'inspection et de contrôle interne ;
- États financiers et indicateurs de gestion ;
- reporting métier et tableaux de bord.

3.6.1.2 Identification et l'évaluation des risques :

Avant de passer au terrain l'auditeur interne doit impérativement commencer par analyser les principaux risques associés à l'activité concernée par l'audit. Cette étape Elle sert de base à la construction de son plan de travail, qu'il adaptera en fonction des risques identifiés et de la situation spécifique de l'entité auditée. *« Il permet d'identifier les forces et faiblesses, qu'elles soient actuelles ou potentielles, et de classer les risques par ordre de priorité en vue de l'élaboration du rapport d'orientation. ¹»*

Certaines démarches d'analyse deviennent tellement approfondies qu'elles reviennent presque à réaliser l'audit avant même la phase de réalisation.

A travers cette évaluation les auditeurs établies le tableau des forces et faiblesses apparentes :

Tableau 14: Tableau des forces et faiblesses TFfA

Entité / domaine/ opération	Objectifs de contrôle	Risques	Bonne pratique	Forces faiblesse F/f	et Evaluation Preliminaire des risques
		R1		f (faible)	Elevé
		R2		F	Moyen
		R3		F	Faible

Source : BERTIN Elisabeth (2007), op.cit., P.41.

¹ Lemant Olivier (1997), *La conduite d'une mission d'audit interne*, 2^e édition, Dunod, Paris, P.39.

Selon Renard Le tableau de risque considère trois facteurs majeurs¹ :

- **L'exposition** : il s'agit ici des risques directs pesant sur les actifs de l'entreprise tel que risque liquidités, de stocks ou d'immobilisations. Ces menaces sont diverses : détournements, sinistres, dégradations matérielles, etc.
- **L'environnement** : le risque ne porte plus sur le bien lui-même, mais sur les conditions dans lesquelles il évolue. Cela englobe tous les aléas opérationnels qui peuvent compromettre le bon fonctionnement des activités.
- **La menace** : inclut les fraudes et aussi les événements exceptionnels tels que les catastrophes naturelles et sociales et qui sont difficilement prévisibles.

3.6.1.3 Elaboration du référentiel d'audit :

À partir des éléments recueillis lors de l'analyse des risques et de la sélection des contrôles à tester, l'équipe d'audit élabore un cadre de référence adapté à la mission d'audit qui s'appelle aussi le rapport d'orientation (RO). Ce dernier représente un document qui définit clairement les axes de réalisation sur le terrain de la mission ainsi que son périmètre d'intervention.

Ce référentiel synthétise les constats issus de l'évaluation du contrôle interne, tels qu'ils ont été présentés dans le Tableau des Forces et Faiblesses Apparentes (TFfA). « *Ces constats serviront de base pour orienter les investigations des auditeurs, en définissant les axes de vérification visant à confirmer l'existence d'éventuelles faiblesses, à en identifier les causes et à en mesurer les impacts.*² »

3.6.2 Phase d'exécution :

Cette phase, fréquemment appelée « étape de mise en œuvre », met à l'épreuve chez l'auditeur interne ses aptitudes à observer, analyser, ainsi que sa capacité à argumenter, converser et transmettre des informations de manière efficace.

3.6.2.1 Réunion d'ouverture :

- Les auditeurs procèdent à la préparation de la réunion en coordination avec l'équipe en charge de la mission ;

¹Renard (2016), *op.cit.*, P.221.

²Barnia, Mohamed (2015), *La création de valeur ajoutée socio-économique par l'audit interne : cas d'entreprises marocaines*, Thèse de doctorat en sciences de gestion, Conservatoire National des Arts et Métiers (CNAM), École doctorale Abbé Grégoire (ED 546), P.71.

- Les audités sont invités à se préparer en amont, après avoir reçu une liste de documents nécessaires : données chiffrées, indicateurs clés, organigrammes de procédures, et toute autre information à laquelle l'audit prévoit de se référer ;
- La réunion est ensuite animée par les auditeurs internes, en respectant le déroulé prévu ;
- L'auditeur expose les étapes préparatoires déjà réalisées avant l'intervention sur le terrain, telles que l'analyse des processus existants et l'évaluation des risques associés ;
- Présenter les objectifs de la mission, notamment l'évaluation du rôle de l'audit interne dans la gestion des risques de crédit.

3.6.2.2 Le programme d'audit :

Il représente le planning de la réalisation de la mission d'audit ; il sert repartir les tâches entre l'équipe selon leurs complexités afin de préciser les démarches et les méthodologies retenues pour atteindre les objectifs fixés.

3.6.2.3 Questionnaire du contrôle interne QCI :

Le questionnaire de contrôle interne se présente sous forme d'une série de questions fermées (oui / non / non applicable), simplement à partir des réponses obtenues cet outil aide les auditeurs à Évaluer l'efficacité du dispositif de contrôle interne de l'entité auditée et détecter les défaillances éventuelles du, dans le but d'apporter une assurance suffisante quant à la maîtrise des risques.

3.6.2.4 Etablissement d'un synoptique d'anomalies :

« Les auditeurs utilisent plusieurs techniques, telles que les entretiens, l'observation physique, les sondages, l'analyse des écarts, flow chart, les grilles d'analyse des tâches ; à cela s'ajoutent différents outils de travail, comme les questionnaires de contrôle interne, les tableaux de risques. ¹ ». Ces outils aident les auditeurs à mener des tests et réaliser des observations fondées sur les questionnaires, tout en documentant leurs démarches à l'aide des feuilles de test, Afin d'indiquer la synthèse finale pour chaque élément contrôlé.

¹ Bertin, *op.cit.*, P.43.

À la fin de la journée, en cas d'anomalie l'équipe de mission établit des fiches d'observation dans un tableau synoptique des risques qui s'appelle feuille de réévaluation et d'analyse de problème (FRAP).

Selon Renard « *La FRAP dès qu'il est confronté à une anomalie, une défaillance, une fraude, une lacune ou tout autre signe d'un dysfonctionnement. Autrement dit, chaque fois qu'un constat met une difficulté ou un problème au sein de l'organisation, cet outil lui sert pour structurer et approfondir son raisonnement.* ¹ »

Figure 4: Feuille de réévaluation et d'analyse de problème

Modèle de FRAP	
Feuille de réévaluation et d'analyse de problème	
Référence papier de travail :	FRAP N° :
Problème :	
Constat :	
Causes :	
Conséquences :	
Recommandations :	
Établi par	Approuvé par :

Source : Renard (2016), op.cit., P.255.

➤ Les constats :

Les auditeurs internes doivent reconnaître la valeur de chaque observation pouvant apparaître durant la mission. Dans la mesure du possible, cette évaluation est réalisée en collaboration avec la direction afin de déterminer les causes.

Un rapport d'audit découle de l'évaluation des preuves rassemblées selon des normes préétablies. Il peut dévoiler une conformité, une non-conformité vis-à-vis des exigences établies, ou encore mettre en évidence des pistes d'amélioration potentielles dans le processus

¹ *Idem*, P.253.

auditée. Les auditeurs identifient les constatations lorsqu'ils repèrent des irrégularités ou des divergences par rapport aux procédures internes.

➤ Les causes :

Selon la norme 14.2 « *Lorsqu'un écart est identifié, ils doivent approfondir leur analyse du constat. Cette évaluation devra notamment porter sur la cause profonde de l'écart, souvent révélatrice d'une faiblesse dans les dispositifs de contrôle, et représentant une explication directe de la situation constatée et pérenne.*¹ »

➤ Les conséquences :

Les conséquences sont les résultats d'un dysfonctionnement constaté dans la mission à cause du non-respect des procédures internes. Cela impacte défavorablement l'entité auditée. On distingue généralement :

- Les conséquences financières ;
- Les conséquences juridiques ;
- Les conséquences économiques ;
- Les conséquences techniques.

➤ Recommandations :

Les recommandations formulées par les auditeurs constituent un levier essentiel pour remédier aux anomalies. Celles-ci doivent cibler les causes profondes des dysfonctionnements ou des insuffisances constatées, dans le but d'enrayer durablement les écarts et éviter et prévenir la récurrence d'anomalie similaires. Les auditeurs d'appréciation permettent de s'assurer que les recommandations sont non seulement réalisables, mais aussi justifiées au regard du niveau de criticité des risques encourus afin de guider la structure auditée à atteindre ses objectifs.

3.6.3 Phase de conclusion :

Selon la norme 14.5 « *Les auditeurs internes doivent formuler une conclusion qui reflète de manière synthétique les résultats obtenus, en tenant compte des objectifs fixés pour la mission*

¹ www.ifaci.com (consultée le 18/05/2025 à 09^h:10').

ainsi que de ceux de la direction. Cette conclusion doit exprimer leur jugement professionnel quant à l'importance globale des constats relevés au cours de l'audit.¹ »

Le rapport d'audit :

A la fin de la mission d'audit « un rapport d'audit interne est élaborée et transmis aux responsables concernés pour mise en œuvre, et à la direction à titre informatif. *« Il expose les conclusions définitives de l'audit sur la capacité de l'entité auditée à remplir sa mission, en soulignant les dysfonctionnements observés afin de favoriser la mise en place d'actions correctives. ² »*

3.6.4 Phase de suivi :

Suite à la réalisation de chaque mission, un suivi est systématiquement Réalisé, permettant de s'assurer de la régulation des déviations soulevées, et la mise en œuvre des recommandation émises par la Direction de l'audit interne.

Cette recommandation sera classée selon trois niveaux : ³

- **Elevée** : Les recommandations jugées prioritaires doivent impérativement être mises en œuvre dans un délai maximal de six mois après la publication du rapport d'audit.
- **Modérée** : Celles considérées comme de priorité doivent être appliquées dans l'année qui suit.
- **Faible** : Enfin, les recommandations à priorité FAIBLE doivent être traitées dans un délai de vingt-quatre mois.

¹ The Institute of Internal Auditors, op. cit., P.118.

² chick Pierre (2007), *Mémento de l'audit interne*, Mémentos DUNOD, DUNOD, Paris, P.121.

³ Fondation pour les Aires Protégées et la Biodiversité de Madagascar. (2020). *Manuel d'audit interne. Version d'octobre 2020*, P.11.

Conclusion du chapitre :

En conclusion, le risque de crédit constitue l'un des défis majeurs auxquels sont confrontées les institutions bancaires, en raison des impacts financiers importants qu'il peut engendrer. Sa gestion efficace repose avant tout sur une évaluation rigoureuse et précise, rendue possible notamment grâce à la notation interne. Cet outil permet d'estimer la probabilité de défaut des emprunteurs, d'objectiver la prise de décision dans le processus d'octroi de crédit et de mieux anticiper les éventuelles pertes. Par ailleurs, l'audit interne joue un rôle fondamental en veillant à la bonne application des méthodes de notation et à la fiabilité des systèmes d'information associés. En contrôlant régulièrement les dispositifs de gestion du risque de crédit, l'audit contribue à renforcer la robustesse du dispositif global et à garantir la conformité aux bonnes pratiques et aux exigences réglementaires. Ainsi, la combinaison de la notation interne et de l'audit interne constitue un levier essentiel pour une maîtrise renforcée du risque de crédit, assurant la stabilité et la pérennité des banques face aux aléas du marché.

Chapitre 2 : Analyse comparative des outils de notation interne et audit de leur fiabilité

Introduction du chapitre :

Le risque de crédit constitue un enjeu majeur pour les banques, nécessitant des outils fiables pour son évaluation et sa gestion. Parmi ces outils, les systèmes de notation interne jouent un rôle central en permettant d'estimer la solvabilité des emprunteurs.

Par ailleurs, l'audit interne intervient comme un acteur clé garantissant la fiabilité et la conformité des processus de notation.

Dans ce chapitre, nous proposons une analyse comparative des systèmes de notation interne appliqués dans deux banques marocaines, FRANSABANK EL Djazair et BADR, en mettant en lumière leurs spécificités et leurs points communs. Nous examinerons également l'apport de l'audit interne dans le renforcement de la gestion du risque de crédit, à travers le contrôle et l'évaluation des dispositifs en place dans ces établissements.

Ce chapitre est réparti en trois sections :

Section 01 : présentation des banques d'accueil

Section 02 : Analyse comparative des méthodologies de notation entre FRANSABANK EL Djazaïr et de la BADR.

Section 03 : notation interne d'un dossier de crédit d'exploitation dans FRANSABANK et la BADR et l'analyse critique par l'audit

Section 01 : Présentation des banques d'accueil

Cette première partie est consacrée à la présentation des deux établissements qui nous ont accueillis dans le cadre de notre stage de fin d'études "FRANSABANK El Djazaïr" et "la BADR". L'accent sera mis sur les éléments essentiels caractérisant ces deux institutions.

1.1 Présentation de la banque BADR¹ :

La Banque de l'Agriculture et du développement Rural (BADR) est une institution financière nationale créée le 13 mars 1982 en vertu de décret n°82-106.

Sous la forme juridique de société par actions. Depuis 41 ans, la BADR est pleinement engagée dans la promotion du secteur agricole et du développement rural en Algérie. La BADR met à disposition de ses clients une large gamme de produits et services financiers.

Afin d'apporter la plus grande satisfaction à la clientèle, la BADR a mis près de 8000 employés à leur écoute à travers ses 340 agences dont 3 agences dédiées à la Finance Islamique, et 39 groupements régionaux d'exploitation déployés sur le territoire nationale, ainsi qu'un nouveau système d'information pour plus de sécurité, facilité, efficacité et rapidité.

- Capital : 54.000.000.000,00 DZD
- Raison sociale : BANQUE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL, SPA.

1.1.1 Missions et Activités de la BADR :

La BADR a été mise en place pour soutenir le développement économique, notamment dans les secteurs stratégiques comme l'agriculture, l'agroalimentaire et le développement rural. Ses principales missions incluent :

- Le financement des entreprises et des particuliers à travers diverses formules de crédits ;
- La gestion des dépôts et des moyens de paiement pour ses clients ;
- La collecte et la mobilisation de l'épargne nationale ;

¹ <https://badrbanque.dz/> (consultée le 24/05/2025 à 09^h:00).

Depuis l'année 2008, la BADR entreprend un vaste programme de réforme tendant à la modernisation des techniques de management et à l'accroissement de l'efficacité de ses différents dispositifs.

1.1.2 Secteurs Prioritaires :

La BADR focalise son activité sur le financement des secteurs essentiels à l'économie nationale, notamment :

- L'agriculture et le développement rural, avec des crédits dédiés aux exploitants et aux coopératives ;
- La pêche et l'aquaculture, pour renforcer la production nationale ;
- Le financement des jeunes entrepreneurs et des PME, en particulier dans les zones rurales ;
- Le crédit immobilier rural, pour encourager la construction et la rénovation des habitations en milieu rural.

1.2 L'Inspection Régionale et Audit (IRA) :

L'Inspection Régionale et Audit (IRA) est chargée de l'audit et du contrôle des agences bancaires dans les différentes régions du pays.

1.2.1 Missions de l'IRA :

- Élaborer un plan annuel d'audit et en assurer le suivi ;
- Identifier et analyser les dysfonctionnements détectés dans les opérations bancaires ;
- Proposer des mesures correctives pour sécuriser les activités de la banque ;
- Assurer le contrôle des engagements et des risques liés aux crédits ;
- Participer à l'amélioration continue des procédures internes.

L'IRA est structurée en deux départements :

1. Le Département Régional de Suivi et de Réalisation des missions d'audit ;
2. Le Département Régional d'Analyse et d'Appréciation des Risques, qui se charge d'étudier les anomalies relevées et de proposer des solutions adaptées.

1.2 Présentations de la Banque FRANSABANK El Djazaïr :

1.2.1 Présentation de FRANSABANK¹ :

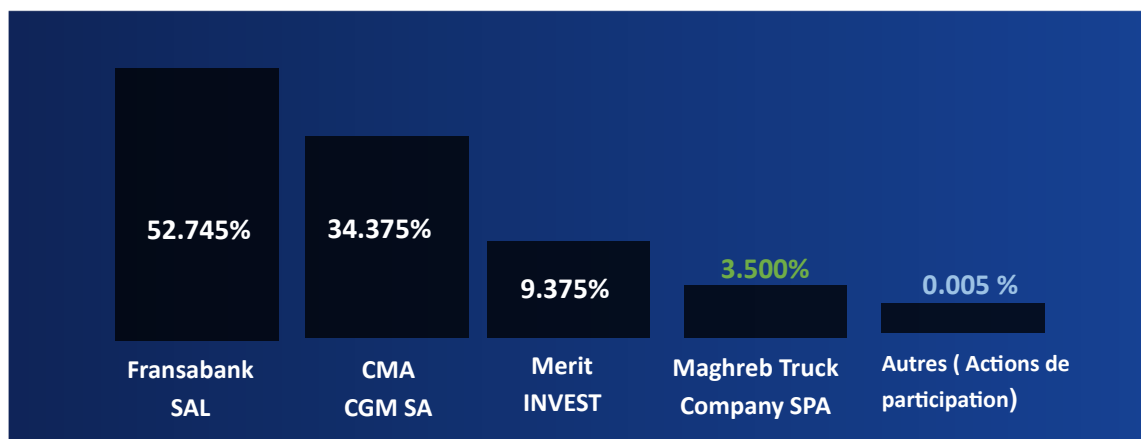
FRANSABANK est un groupe bancaire libanais créée en 1921 qui s'installe dans 8 pays avec un réseau de 125 agences reparti stratégiquement à l'internationale.

Le groupe FRANSABANK est aujourd'hui présent au Liban, en France, au Soudan, en Côte d'Ivoire, aux Émirats Arabes Unis, en Irak ainsi qu'en Algérie. En plus de ces implantations directes, FRANSABANK dispose d'un très large réseau de correspondants, parmi lesquels figurent la plupart des grandes banques internationales

1.2.2 Présentation de FRANSABANK El Djazaïr :

FRANSABANK El Djazaïr SPA est une entreprise à capitaux mixtes principalement libanais, a lancé ses opérations en Algérie le 1er octobre 2006. Elle propose à ses clients, qui incluent des Petites et Moyennes Entreprises ainsi que de grands groupes nationaux et internationaux, l'ensemble des produits et services offerts par une banque commerciale à portée universelle. FRANSABANK El Djazaïr (SPA), majoritairement libanais, principalement détenus par :

Figure 5: Structure de l'actionnariat de FRANSABANK El Djazaïr



Source : <https://www.fransabank.dz/> (consultée le 24/05/2025 à 08^h:10).

¹ <https://www.fransabank.dz/> consultée le 24/05/2025 à 08^h:10.

Chapitre 02 : Analyse comparative des outils de notation interne et audit de leur fiabilité

Grâce à une réputation rapidement établie parmi les intervenants économiques en Algérie, la Banque a réussi à s'implanter dans des villes : Alger, Oran, Constantine, Blida, Sétif, Bejaia, Batna, Annaba, Bordj Bou Arreridj, Tlemcen, Sidi Bel Abbés, Tizi Ouzou, Biskra et El Eulma.

La Banque assure un service bancaire et financier de qualité supérieure à ses clients en se basant sur des valeurs fondamentales telles que l'intégrité, la loyauté, la responsabilité financière et la transparence.

Figure 6: les valeurs de FRANSABANK



Source : document interne de FRANSABANK.

1.2.3 Les chiffres clés de FRANSABANK El Djazaïr :

➤ Evolution du total du bilan :

Tableau 15: Evolution du total du bilan de FRANSABANK

UM : milliers DZD

Années	2021	2022	2023
Total bilan	56.5	104.60	151.80

Source : <https://www.fransabank.dz/> (Consulté le 18/05/2024 à 15^h:10)

➤ Evolution des montants des engagements de la banque :

Tableau 16: Evolution des montants des engagements de FRANSABANK

UM : milliers DZD

Années	2021	2022	2023
Montant des engagements	66.39	94.68	125.58

Source : <https://www.fransabank.dz/> (Consulté le 18/05/2024 à 15^h:10)

Section 02 : Analyse comparative des méthodologies de notation entre FRANSABANK El Djazaïr et de la BADR

Introduction :

Dans cette section, nous présenterons les méthodologies adoptées respectivement par FRANSABANK El Djazaïr et la BADR, en mettant en évidence leurs points de convergence ainsi que leurs différences.

2.1 Méthodologie de notation interne de la banque FRANSABANK El Djazaïr :

FRANSABANK El Djazaïr recourt à un logiciel spécialisé visant à automatiser et l'évaluation du risque de crédit, mis en œuvre par les chargés d'affaires au niveau des agences dans le cadre de l'instruction des dossiers.

2.1.1 Présentation du logiciel Moody's¹ :

Moody's est un logiciel américain conçu par Moody's Analytics, qui se concentre sur l'évaluation financière et la gestion des risques.

La banque a acquis ce logiciel dans le but d'organiser et de professionnaliser son processus interne d'évaluation du risque de crédit, en conformité avec les normes internationales

Lorsque le système examine un dossier, l'employé débute par le choix d'un Peer ID, qui sert à juxtaposer l'entreprise avec un ensemble d'entreprises semblables en fonction de leur domaine d'activité.

Moody's est fondée sur :

- L'analyse des données quantitatif et qualitatif ;
- Centralisation des données dans une BDD ;
- Le logiciel procède à une comparaison du client avec un échantillon représentatif d'entreprises exerçant dans le même secteur d'activité, issues de la base de données RMA (Risk Management Association). *« Cette base regroupe principalement plusieurs entreprises, ce qui permet de situer les performances du client par rapport aux normes sectorielles internationales, bien que le contexte économique soit différent.² »*

¹ Guide d'utilisation de l'outil Moody's à FRANSABANK.

² U.S, Census Bureau, (2022), 2022 NAICS Manual, North American Industry Classification System, P.14.

2.1.2 Les principales fonctions de logiciel Moody's :

Tableau 17: Les principales fonctions de logiciel Moody's

Les fonctions	Critères
Analyse des performances de l'historique	- Les ratios clés - Estimations de la génération de la trésorerie - Production des rapports d'analyse - Comparaison des performances entre les clients de mêmes secteurs - Comparaison d'un client à un autre client
Projection des flux de trésorerie	- Résumer les projections détaillées - Prévisions de rendement prévu - Assurer la cohérence avec les performances passées - Réaliser une analyse facile de la sensibilité au risque
Analyse du secteur et du positionnement	- Chaque entreprise se voit attribuer un code de secteur d'activité qui indique la performance de la société par rapport à une autre dans le même secteur
Note et cartographie des PD (probabilité de default)	- Former une note globale de l'emprunteur avec la détermination de sa probabilité de défaut par secteur d'activité propre à l'outil de notation

Source : Établie par l'étudiante à partir du guide d'utilisation Moody's de FRANSABANK.

2.1.3 Les critères d'évaluation :

Avant de générer une note pour un dossier de crédit le charge d'affaire doit collecter et analyser ensemble des informations financières et non financières de l'entreprise :

Sur le plan financier, cela inclut l'étude des états comptables et des tendances d'évolution sur plusieurs exercices. Sur le plan non financier, il doit tenir compte de facteurs tels que la qualité du management, la structure de l'organisation, le positionnement concurrentiel, la gouvernance, le comportement bancaire, ainsi que la situation du secteur d'activité. Cette double analyse permet d'avoir une vision globale du risque, indispensable pour produire une notation fiable et justifiée.

2.1.3 L'Évaluation des critères financiers :

L'évaluation des critères financiers mobilise à la fois des données objectives et des appréciations subjectives.

2.1.3.1 L'appréciation objective des critères financiers :

Tableau 18: Les ratios financiers clés

Ratios	Formules
Liquidité	
Ratio de liquidité générale	Actif circulant / passif circulant
Ratio de liquidité réduite	(actif circulant – stocks) / passif courant
Délai de rotation des créances clients	créances clients / CA (TTC) × 360
Délai de rotation des stocks	Stocks moyens de MP / Cout d'achat MP × 360
Ventes / fonds de roulement	CA (HT) / FR
Délai de paiement fournisseurs	Dettes fournisseurs / consommation × 360
Performance opérationnelle	
Marge brute	Marge Brute / CA
Marge opérationnelle	Resultat operationelle / CA
Marge nette avant impôt	Résultat net avant impôt / CA
ROA rentabilité économique	Résultat net avant impôt / total actif
Return on tangible equity ROE	Résultat net avant impôt / capitaux propre tangibles
Ventes / Total actif	CA / Total de l'actif
Croissances des ventes	[(CA année N – CA année N-1) / CA année N-1]
Structure du capital	
Ratio d'endettement	Total des dettes / capitaux propres tangibles
Levier ajustée	(Total des dettes + Engagements hors bilan) / capitaux propres tangibles
Engagements hors bilan	Engagements hors bilan / capitaux propres tangibles
Couverture des dettes	
Taux de Couverture des dettes par EBIDTA	EBIDTA / Total des dettes
Taux de couverture des dettes par les flux de trésorerie	Flux de trésorerie / Total des dettes
• Gestion de la marge brute • Charge d'exploitation • Gestion des créances clients • Gestion des stocks	

Source : logiciel Moody's (cf. annexe 09).

2.1.3.2 L'appréciation Subjective des critères financiers :

L'appréciation subjective repose sur le jugement qualitatif de l'analyste au-delà des données chiffrées.

2.1.3.2.1 L'appréciation Subjective de la liquidité :

L'appréciation subjective de la liquidité repose sur l'analyse de la capacité de l'entreprise à faire face à ses engagements à court terme. Elle tient compte de la structure du fonds de roulement, du niveau et de la qualité des créances clients, de la rotation des stocks.

Tableau 19: L'appréciation Subjective de la liquidité

Critère	Description
Sources de liquidités de secours à CT	Evaluer la capacité des lignes de crédit à couvrir un besoin de trésorerie sur un horizon d'un an face à des imprévus.
La qualité de la clientèle	La qualité de la clientèle se réfère aux clients de l'entreprise en fonction de leur taille, de leur stabilité dans le marché et la probabilité qu'ils auront à payer les factures en suspens sur une base opportune.
Gestion des crédits aux clients	Analyser comment l'entreprise gère ses créances clients « rapidité de facturation, le suivi des paiements, l'efficacité des relances, le taux de retards de paiement » ➤ S'il est très bas (moins de 2 %), c'est un bon indicateur. ➤ Des retards importants ou un manque de suivi signalent un risque de non-recouvrement. ➤ Si l'entreprise vend uniquement au comptant.
Gestion des stocks	Evaluer la qualité de gestion des stocks : ➤ S'il existe un système fiable (informatique ou manuel), si les stocks sont bien suivis, sans ruptures fréquentes ni surstockage. ➤ Si l'entreprise ne possède pas de stock (comme un prestataire de services), ce critère ne s'applique pas.
Possibilité de vendre le stock rapidement	Évaluer si les stocks représentent un actif fiable et rapidement mobilisable, sans rabais ou efforts particuliers ou si l'entreprise ne détient pas des stocks (prestataire de services)
Stabilité du prix du stock	Évaluation des coûts liés aux stocks sont prévisibles ou s'ils peuvent varier brutalement, ce qui peut fragiliser la santé financière.

Source : Élaborée par l'étudiante à partir du Guide opérationnel Moody's (cf. annexe 07).

2.1.3.2.2 L'appréciation Subjective de la Performance opérationnelle :

Ces critères permettent d'évaluer le positionnement stratégique de l'entreprise sur son marché, sa capacité à diversifier ses revenus et à limiter sa dépendance à quelques clients.

Tableau 20: L'appréciation subjective de la performance opérationnelle

Critère	Description
Position concurrentielle sur le marché	Il s'agit de mesurer si l'entreprise est en position de force, stable, ou affaiblie face à ses concurrents.
Périmètre d'activité	Evaluation géographique du marché sur lequel l'entreprise opère
Diversification des sources de revenus	Évaluation du niveau de diversification du chiffre d'affaires de l'entreprise : ➤ Très diversifié : Aucun produit/service ou marché > 50 % du CA. ➤ Diversifié mais corrélé : Aucune concentration > 50 %, mais les revenus proviennent de produits/marchés sensibles aux mêmes facteurs ➤ Modérément diversifié : 50 à 70 % des revenus dépendent de quelques produits/services ou zones géographiques. ➤ Diversification limitée mais atténuée : 70 % des revenus sont concentrés, ➤ Diversification limitée et vulnérable : 70 % des revenus dépendent d'un produit/marché, sans mesures de protection.
Concentration du CA sur la clientèle	Évalue dans quelle mesure l'entreprise dépend de quelques clients pour réaliser son CA : ➤ Aucun : Moins de 10% du CA provient des trois plus grands clients, ou plus de 5% du chiffre d'affaires vient d'un seul client unique. ➤ Faible : Entre 10% et 33% du CA provient des trois plus grands clients, ou plus de 10% vient du plus grand client ➤ Modérée : Entre 33% et 70% du CA provient des trois plus grands clients, ou plus de 25% provient du plus grand client. ➤ Elevée : Plus de 70% du CA provient des trois plus grands clients, ou plus de 25% vient du plus grand client.
Evolution du marche	Évaluer si le marché de l'entreprise est porteur ou risqué, si Les conditions économiques et sectorielles sont favorables.

Source : Élaborée par l'étudiante à partir du *Guide opérationnel Moody's* (cf. annexe 07).

2.1.3.2.3 L'appréciation subjective structures du capital :

Ces critères permettent d'apprécier la solidité financière globale de l'entreprise, en évaluant l'impact de son endettement, sa capacité à mobiliser des ressources externes et la qualité de ses moyens de production.

Tableau 21: L'appréciation subjective structures du capital

Critère	Description
Impact du remboursement des dettes	L'évaluation doit tenir compte de la cohérence des échéances avec le plan d'affaires, de la capacité actuelle et future de génération de trésorerie, ainsi que d'autres contraintes susceptibles de peser sur les flux financiers.
Aptitude a mobilisé des capitaux extérieurs	➤ Si Les entreprises disposent généralement d'un accès facilité et rapide au capital via l'émission d'actions, ➤ Si l'entreprise non cotée bourse, souvent dépendante de ses bénéfices non répartis ou de l'apport de ses actionnaires actuels, peut rencontrer des difficultés à lever des fonds externes.
Qualité et efficacité des moyens de production	L'analyse permet d'identifier si les actifs sont suffisants, appropriés, diversifiés et fiables pour garantir la continuité et le développement de l'activité, ou s'ils présentent des limites susceptibles d'entraver la performance de l'entreprise.

Source : Élaborée par l'étudiante à partir du Guide opérationnel Moody's (cf. annexe 07).

2.4.4 Evaluations des critères qualitatifs :

2.4.4.1 Risque sectoriel :

Synthèse des divers défis et risques auxquels l'entreprise est confrontée dans le contexte environnemental extérieur. L'évaluation des risques du secteurs d'activité considère les caractéristiques concurrentielles et d'exploitation de l'industrie.

Tableau 22: appréciation subjective du risque sectoriel

Facteur structurel
• Problème règlementaire • Compétitivité • Barrière d'entrée • Préoccupation environnementale • Dépendance à la politique fiscale
Conditions de l'économie
• Cyclicité des affaires • Sensitivité à l'Inflation • Sensitivité au taux de change • Sensibilité aux taux d'intérêt
Performance de l'industrie
• Tendance des ventes de l'industrie • Rentabilité du secteur (capacité d'un secteur à générer des bénéfices) • Stage de la maturité du secteur • Pénétration des importations • Taux de défaillance de secteur
Les conditions de production
• Sensibilité à la main d'œuvre • Positionnement du produit • Sensitivité au capital (le degré de dépendance d'une entreprise aux investissements en immobilisations) • Dépendance technologique

Source : Élaborée par l'étudiante à partir du *Guide opérationnel Moody's* (cf. annexe 07).

2.4.4.2 Qualité de management :

L'évaluation de la qualité de gestion est dérivée de l'évaluation des compétences de gestion de l'organisation.

Chapitre 02 : Analyse comparative des outils de notation interne et audit de leur fiabilité

Tableau 23: appréciation subjective de la qualité du management

Critères	Description
Management organisation	
Organisation structure	➤ L'organigramme de l'entreprise ➤ Clarté des responsabilités ➤ Délégation adaptée
Gestion des Conflits	Déterminer s'il existe des différends ou des conflits au sein de la direction de l'entreprise.
Préparation de la relève	L'âge et l'état de santé des dirigeants clés, peuvent indiquer l'importance d'un plan de succession. Identification des postes clés en cas de départ ou d'incapacité d'un dirigeant.
Stabilité du management	Le nombre de changement dans les postes.
Antécédent et expérience de management	
Prise de décision	➤ Conformité des décisions avec les objectifs stratégiques - Rapidité dans la prise de décision face aux urgences
Stratégie et planification	➤ L'articulation d'un plan d'affaire. ➤ Réalisme du plan d'affaire
Capacité d'adaptation à des conditions défavorables	Performance dans des conditions défavorables considère l'efficacité des réponses de la direction aux événements difficiles passés
Expérience du management	Mesure des années d'expérience des dirigeants
Management caractère	
Accès aux informations de l'entreprise	➤ Transparence et partage de l'information avec la banque ➤ Mise à jour régulière des informations
Attitude face aux opportunités	Historique de l'entreprise face à des situations risquées
Implication des managers	La rémunération de la direction de l'entreprise et la part de propriété dans l'entreprise détenue par les principaux dirigeants.
Solvabilité du management	L'intégrité renvoie au caractère de gestionnaires clés en termes de fiabilité, la réputation, l'honnêteté et l'engagement à honorer les obligations.

Source : Élaborée par l'étudiante à partir du *Guide opérationnel Moody's* (cf. annexe 07).

2.4.4.3 comportement bancaire :

Le comportement bancaire reflète la qualité de la relation client-banque, à travers le respect des engagements, la transparence et l'utilisation des crédits. Il indique la fiabilité et la crédibilité de l'entreprise aux yeux de la banque.

Tableau 24: évaluation de la relation bancaire de l'entreprise

Critères	Description
Business	
Nombre d'année d'existence	L'ancienneté d'une entreprise, c'est-à-dire le nombre d'années écoulées depuis sa création, influence sa capacité à gérer les risques
Impacte sur et/ou du groupe	Groupe Société se réfère à l'impact sur les activités d'autres entreprises dans un groupe lié par propriété commune. Cela peut être une entreprise mère, une filiale ou d'une entreprise affiliée.
Risque d'approvisionnement	- Faible : Pas de concentration géographique ou géopolitique risquée - Modéré : Un ou plusieurs fournisseurs dépassent 10 %, Mais les 3 principaux fournisseurs représentent moins de 80 % du CMV. - Élevé mais atténué : Les 1 à 3 fournisseurs principaux représentent 80 % ou plus du CMV. - Élevé et vulnérable : Les 1 à 3 fournisseurs principaux représentent 80 % ou plus du CMV.
Exposition à des événements externes	La susceptibilité de l'entreprise face aux changements défavorables ou aux interruptions d'affaires résultant d'événements.
Action en justice	Si l'entreprise ou le propriétaire se trouvent face à des problèmes juridiques sérieuses et légitimes.
Comportement bancaire	
Historique du paiement	Il permet d'évaluer la fiabilité de l'entreprise à honorer leurs obligations de financement passée : - Nouvel emprunteur - Aucun retard - Retard : Moins de 5 retards, Moins de 30 jours sur 3 ans. - Retard : 31- 90 jours - Retard : Supérieurs à 90 jours
Dépassement sur autorisation	Excès au-delà de la limite approuvée. O/D désigne le nombre de fois dans les 12 derniers mois où il y a eu des excès sur la limite approuvée dans le

Chapitre 02 : Analyse comparative des outils de notation interne et audit de leur fiabilité

	compte renouvelable (découvert) d'emprunt au cours de l'année écoulée à court terme.
Rotation des lignes autorisées	Le chiffre d'affaires en compte O/D se réfère au nombre de fois au cours des 12 derniers mois où il y a eu un chiffre d'affaires à court terme renouvelable (découvert) emprunt.
Rejet de chèques	Des chèques refusés pour insuffisance de fonds se réfèrent au nombre de fois au cours des 12 derniers mois où il y a eu des chèques qui ont été retournés pour insuffisance de fonds à partir des comptes de dépôt de l'entreprise et/ou du propriétaire.
Référence externe	Les vérifications externes et références consistent à analyser les informations issues des centrales des risques, notamment sur les retards de paiement, les incidents bancaires...etc.
Qualité d'audit	
Qualité du CAC	Qualité de vérificateur considère que la qualité et la réputation de la firme qui a vérifié les derniers comptes financiers : ➤ Class A : comptes sont généralement les 5 ou 10 premiers cabinets d'audit connus qui sont approuvés par la banque. ➤ Classe B : consisterait comptes de tous les autres cabinets d'audit (en dehors du groupe de classe A). Cela pourrait être une entreprise locale qui utilise le soutien du cabinet international. ➤ Classe C : comptes sont ceux qui sont inconnus ou sont connus pour ne pas respecter les normes les plus élevées dans leur travail.
Certification des comptes	➤ Audit complet/ opinion favorable ➤ Audit complet/ opinion défavorable ➤ Audit effectué mais incomplet / sans opinion ➤ Non audité
Rapidité dans la communication des états financiers	➤ Soumission rapidement (3 mois) ➤ Soumission acceptable (3 -5 mois) ➤ Soumission moyenne (5 – 7 mois) ➤ Soumission défavorable (dépassé 7 mois)

Source : Élaborée par l'étudiante à partir du *Guide opérationnel Moody's* (cf. annexe 07).

2.1.4 Echelle de notation interne pour chaque critère d'évaluation :

La solution « Moody's » attribue pour chaque critère d'évaluation une note comprise entre 0 et 100 sur la base d'une benchmark sectorielle comparant l'entreprise une note proche à 0 reflète un risque élevé tandis que note proche à 100 indique un risque faible.

Tableau 25: échelle de notation pour chaque critère d'évaluation

Niveau de risque	Moody's Risk Rating
Faible	100 – 71
Moyen	70 – 35
High	34 – 18
Very High	17 – 1
Default	0

Source : Guide opérationnel d'utilisation de Moody's.

2.1.5 La note finale :

Un note finale une note globale sur 100 est obtenue en agrégeant les scores des différents critères selon leur pondération respective. Elle est ensuite traduite en un grade de risque (et accompagnée d'une estimation de la probabilité de défaut afin d'offrir une appréciation synthétique et opérationnelle du niveau de risque, ces différents niveaux de notation et leurs correspondances sont présentés dans l'annexe n° 07.

2.2 Méthodologie de notation interne de la banque BADR :

Le logiciel de cotation interne utilisé par la banque BADR permet d'évaluer le risque emprunteur à travers une analyse des éléments quantitatifs et qualitatifs liés à l'entreprise et à son environnement. Il attribue un score reflétant de manière synthétique la qualité de l'entreprise ainsi que le niveau de risque encouru.

2.2.1 Les éléments d'évaluation :

2.2.1.1 l'entreprise et son activité :

L'évaluation de l'activité de l'entreprise dans son secteur afin de mesurer sa sensibilité aux aléas sectoriels et aux évolutions macroéconomiques.

Tableau 26: l'évaluation de l'entreprise et son activité

Critère	Pondération
1/ les conditions macro institutionnelle	20 %
Stabilité des institutions	
Evolution des indicateurs économiques	
Réactivité des institutions financières	
Implication des partenaires sociaux sans l'économie	
Efficacité et soutien des structures d'accompagnement	
2/ sous-secteur	30 %
Poids stratégique du sous-secteur	
Profitabilité du sous-secteur	
Intensité de la concurrence	
Mesures incitatives pour le développement	
3/ le marché	30 %
Positionnement stratégique sur le marché	
Capacité de développement et perspectives de croissance	
Sensibilité de l'entreprise face aux risques externe	
Stratégie commerciale de l'entreprise	
4/ le perspective	20 %
Changement réglementaire et législatif	
Fluctuation des taux de change	
Flexibilité de la demande	
Disponibilités des ressources nécessaire	

Sources : document interne de la BADR.

2.2.1.2 le management qualité :

Le management qualité de l'entreprise est évalué à travers l'expérience des dirigeants de l'entreprise et leurs capacités, ainsi la maîtrise des aspects juridiques et réglementaires.

Tableau 27: évaluation de l'entreprise et son management

Critère	Pondération
1/ Ressources	40 %
- Compétence et leadership des dirigeants	
- Infrastructures et équipements techniques disponibles	
- Ressources financières mobilisées	
- Structure organisationnelle de l'entreprise	
- Qualité d'audit et contrôle interne	
2/ juridique	30%
- Répartition du capital social et la forme juridique	
- Sources de financement	
- Patrimoine de l'entreprise	
- Historique des relations interentreprise	
Affiliation à un groupe	
3/ Gestion	30 %
- Transparence des comptes	
Adaptation aux changements dans son environnement	
Certification et conformité aux normes	
Innovation technologique et amélioration de la qualité	
Stratégie de communication et de valorisation commerciale	

Sources : document interne de la BADR.

2.2.1.3 L'entreprise et ses finances :

Cette évaluation est objective repose sur des données chiffrées pour apprécier la santé financière de l'entreprise, et ensuite un système scoring est appliqué attribuant une note à chaque ratio selon des pondérations.

2.2.1.3.1 les ratios financiers :

L'évaluation d'un dossier de crédit passe tout d'abord par une analyse financière de la situation de l'entreprise à travers l'interprétation des ratios :

Tableau 28: l'évaluation de l'entreprise et ses finances

Les ratios	Formules
1. équilibre financier	
FR	Fonds permanents / immobilisations nettes
BFR	(Actifs circulant – disponibilité) / (DCT – dette financières)
Trésorerie	FR/BFR
2. Structure financière	
Degré d'amortissement	Amortissements / immobilisations brutes
Endettement	DLMT / capitaux permanents
Liquidité générale	Actifs circulants / DCT
Risque liquidatif	Fonds propres / total bilan
Risque d'exploitation	FR / (stock + réalisable)
3. Activité	
Délais clients	Client / CA (TTC) × 360
Délais fournisseurs	Fournisseurs / CA (ttc) × 360
Risque d'activité	FRN / CA × 360
Intégration fraîche de personnels FFP	Frais personnels / VA
Intégration frais financiers FF	Frais financiers / VA
4. Rentabilité	
Rentabilité financière	Résultat net / fonds propres nets
Rentabilité commerciale	Résultat net / CA
Rentabilité économique	EBE / (total bilan + encours escompte)
Prévisionnelle	
- Ses capacité technique installée - Ses plans de charges et carnet de commande	

Source : Document interne de la BADR.

2.2.1.3.2 Attribution des scores aux variables financières :

➤ Equilibre financier :

Tableau 29: Grille de scoring des ratios d'équilibre financier

Ratios	Poids	Fourchettes					
		1	2	3	4	5	6
FR	40 %	> 1.2	∈]1.1 ; 1.2]	∈]1 ; 1.1]	∈]0.9 ; 1]	∈]0.8 ; 0.9]	≤ 0.8
BFR	35 %	< 0.8	∈ [0.8 ; 0.9[	∈ [0.9 ; 1[	∈ [1 ; 1.1[	∈ [1.1 ; 1.2[	≥ 1.2
TN	25 %	> 1.3	∈]1.2 ; 1.3]	∈]1.1 ; 1.2]	∈]1.1 ; 0.9]	∈]0.9 ; 0]	< 0

Source : document interne de la BADR.

➤ Structure financière de l'entreprise

Tableau 30: Grille de scoring des ratios de structure (%)

Ratios	Poids	Fourchettes					
		1	2	3	4	5	6
Degré d'amortissement	20 %	< 10	∈ [10 ; 20[	∈ [20 ; 40[	∈ [40 ; 60[	∈ [60 ; 80[	≥ 80
Structure de financement	20 %	< 35	∈ [35 ; 45[	∈ [45 ; 55[	∈ [55 ; 65[	∈ [65 ; 75[	≥ 75
Liquidité générale	20 %	> 1.2	∈]1.1 ; 1.2]	∈]1 ; 1.1]	∈]0.9 ; 1]	∈]0.8 ; 0.9]	≤ 0.8
Risque liquidatif	30 %	> 30	∈]25 ; 30]	∈]20 ; 25]	∈]15 ; 20]	∈]10 ; 15]	≤ 10
Risque d'exploitation	10 %	> 30	∈]25 ; 30]	∈]20 ; 25]	∈]15 ; 20]	∈]10 ; 15]	< 0

Source : document interne de la BADR.

➤ Activités de l'entreprise :

Tableau 31: grille de scoring des ratios de d'activité

Les ratios		Fourchettes					
Notation		1	2	3	4	5	6
Délais clients (Jrs)	25 %	< 15	€ [15 ;30[	€ [30 ;45[	€ [45 ;60[	€ [60 ;75[	≥75
Délais fournisseurs (Jrs)	25 %	> 75	€]60 ;75]	€]45 ;60]	€]30 ;45]	€]15 ;30]	≤15
Risque d'activité (Jrs)	20 %	> 120	€]90 ;120]	€]60 ;90]	€]30 ;60]	€]0 ;15]	≤ 0
Intégration FP (%)	15 %	< 25	€ [20 ;30[	€ [30 ;35[	€ [35 ;40[	€ [40 ;45[	≥ 45%
Intégration FF (%)	15 %	< 15	€ [15 ;20[	€ [20 ;25[	€ [25 ;30[	€ [30 ;35[	≥ 35%

Source : document interne de la BADR.

➤ Rentabilité financière de l'entreprise

Tableau 32: Grille de scoring des ratios de rentabilité en (%)

		Fourchettes					
		1	2	3	4	5	6
Rentabilité financière	35 %	> 11	€]8 ;11]	€]5 ;8]	€]2 ;5]	€]0 ;2]	≤ 0
Rentabilité commerciale	40 %	> 20	€]15 ;20]	€]10 ;15]	€]5 ;10]	€]0 ;5]	≤ 0
Rentabilité économique	25 %	> 30	€]20 ;30]	€]20 ;25]	€]15 ;20]	€]0 ;15]	≤ 0

Source : document interne de la BADR

2.2.1.3.3 Hiérarchisation de l'information financière :

Afin d'en tirer une lecture cohérente, il est nécessaire de procéder à une hiérarchisation des informations en fonction de leur pertinence, de leur actualité et de leur capacité à refléter la situation économique réelle de l'entreprise.

Tableau 33 : Hiérarchisation de l'information financière

Année	N-1	N-2	N-3
Pondérations	50 %	30 %	20 %

Source : élaborée par l'étudiante à partir de document interne de la BADR.

2.2.2 Pondération finale des indicateurs d'évaluation :

Après avoir attribué une note à chaque critère celle-ci est ensuite pondérée selon son importance de chaque indicateur ce qui permet de refléter le poids relatif des aspect financiers et qualitatif dans l'évaluation finale.

Tableau 34: Pondération finale des indicateurs d'évaluation

Critère	Pondération
Evaluation quantitatif et qualitatif des années précédentes	
L'activité et risque d'industrie	25 %
La qualité de management	25 %
Les finances d'entreprise	50 %

Source : document interne de la BADR.

2.2.3 Grille de classement du risque :

Une fois la note finale est obtenue celui-ci est rapporté à une grille de segmentation du risque cette grille est composée de fourchettes de notation correspond à différente niveau de risque. Cette classification facilite l'aide à la décision en matière d'octroi de crédit et reflète la qualité globale du dossier étudié.

Tableau 35: Grille de classement du risque

Cote du risque	Note	Fourchette	Positionnement
$CR < 1.5$	1	-	-
$1.5 \leq CR < 2.5$	2	$1.5 \leq CR < 1.8$ $1.8 \leq CR < 2.2$ $2.2 \leq CR < 2.5$	2^+ 2 2^-
$2.4 \leq CR < 3.5$	3	$2.5 \leq CR < 2.8$ $2.8 \leq CR < 3.2$ $3.2 \leq CR < 3.5$	3^+ 3 3^-
$3.5 \leq CR < 4.5$	4	$3.5 \leq CR < 3.8$ $3.8 \leq CR < 4.2$ $4.2 \leq CR < 4.5$	4^+ 4 4^-
$4.5 \leq CR < 5.5$	5	-	-
$CR > 6$	6	-	-

Source : document interne de la BADR.

Cette classification permet de situer la qualité du risque de crédit de l'entreprise :

Tableau 36: Segmentation de la cote du risque

Notation	Description	
Note « 1 »	Excellent risque.	Crédits bancaires totalement protégés ; aucun risque identifié.
Note « 2 »	Très bon risque.	Très peu d'incertitudes sur la bonne issue des crédits ; très faible risque.
Note « 3 »	Bon risque.	Crédits bancaires moyennement protégés ; risque modérée
Note « 4 »	Bien risqué.	Des incertitudes sur la récupération des crédits ; analyse approfondie recommandée.
Note « 5 »	Fortement risqué	Très forts doutes sur la récupération des crédits.
Note « 6 »	Extrêmement risqué.	Crédit instable, fortement compromis, insatisfaisant pour un engagement bancaire.

Source : document interne de la BADR.

2.3 Les points de convergences :

2.3.1 Les critères quantitatifs :

Les critères quantitatifs convergents entre les deux banques se présentent comme suit :

- Ratio liquidité générale ;
- Délai créances clients ;
- Délai fournisseurs ;
- Rentabilité économique ;
- Rentabilité financière.

Les deux banques, bien qu'adoptant des méthodologies différentes, s'accordent sur l'essentiel, elles intègrent des ratios fondamentaux liés à la liquidité, à la rentabilité et à la gestion du cycle d'exploitation.

2.3.2 Les critères qualitatifs :

Critère	Convergence	
	FRANSABANK	BADR
L'entreprise et son activité	Analyse de la structure, performance, les conditions économiques et les conditions de production du secteur d'activité	Conjoncture, sous-secteur, marché, perspectives (analyse du secteur et de son évolution).
Qualité du management de l'entreprise	Analysée sous trois dimensions : ➤ Organisation de la structure ➤ Expérience des dirigeants ➤ Caractère du management	Structuré en trois dimensions : ➤ Ressources ➤ Juridique ➤ Gestion
Capacité stratégique et d'adaptation	➤ Planification, ➤ Capacité à gérer des conditions défavorables,	➤ Stratégie commerciale ➤ Capacité de développement
Audit et contrôle interne	Qualité du CAC, Délais de communication des états financiers, certifications	Qualité d'audit, Dispositif de contrôle interne

Source : élaborée par l'étudiante.

Chapitre 02 : Analyse comparative des outils de notation interne et audit de leur fiabilité

Les deux systèmes de notation évaluent le profil managérial, le risque sectoriel et la qualité du contrôle et d'audit de l'entreprise. Cette convergence reflète une approche commune des deux banques quant à l'importance des dimensions essentielles de la gouvernance interne, considérées comme des facteurs clés de la capacité de l'entreprise à honorer ses engagements. Toutefois, plusieurs divergences subsistent, lesquelles seront développées dans la section consacrée aux points de divergences.

2.3 Les points de divergences :

L'étude comparative des systèmes de notation interne des deux banques met en lumière plusieurs points de divergence, tant au niveau des critères retenus que des méthodes d'évaluation et de pondération appliquées.

2.4.1 Contexte générale :

Tableau 37: contexte générale des points de divergences

Critère	Divergence	
	FRANSABANK	BADR
Référence	Moody's est un outil d'évaluation établie par l'agence de notation Moody's, fondée sur des normes internationales.	Le système de cotation de la BADR suit les normes locales établies par la Banque d'Algérie.
Notation	Notation basée sur écarts par rapport à la moyenne sectorielle SCIAN, Base RMA (benchmarks intelligence) ➤ Calcule de PD.	Système basé sur la pondération des critères d'évaluation.
Critère quantitatif	Les critères quantitatifs ne se limite pas uniquement sur une approche objective (données financières), introduisant ainsi une part de subjectivité dans l'analyse.	Approche purement objective.
Critère qualitatif	Les critères qualitatifs occupent une approche plus large et se concentre sur l'année en cours.	Les critères qualitatifs se base sur les trois exercices précédents, mais leur évaluation est souvent moins approfondie et plus succincte.

Source : élaborée par l'étudiante.

2.4.2 Les critères quantitatifs :

Chaque banque s'appuie sur un ensemble de ratios spécifiques, sélectionnés en fonction de son système de notation interne, ce qui peut influencer le résultat final de l'évaluation, notamment la note attribuée au risque de crédit.

2.4.2.1 Les ratios spécifiques pour chaque banque :

Tableau 38: Les ratios spécifiques pour chaque banque

Critère	Divergence	
	FRANSABANK	BADR
	- Capacité de remboursement - Croissance du chiffre d'affaire - Levier ajusté hors bilan - La couverture des dettes - La couverture des flux de trésorerie - Marge brute - Marge opérationnelle - Marge brute/ nette avant impôt - Intégration des frais financiers	- Degré d'amortissement - Le degré d'intégration frais de personnel - Rentabilité commerciale - Risque opérationnelle - Trésorerie directe - Rotation de FR

Source : élaborée par l'étudiante.

2.4.2.2 les points de divergences des critères quantitatifs :

Les critères quantitatifs présentent des divergences selon les méthodes d'évaluation et les indicateurs privilégiés.

Tableau 39: les points de divergences des critères quantitatifs

Critère	Divergence	
	FRANSABANK	BADR
L'équilibre financier	Les ratios d'équilibre sont interprétés via les ratios de liquidité	Les ratios : (FR) et BFR la Trésorerie sont calculés et interprétés directement
Délai fournisseurs	$\text{Dette fournisseur} / \text{Consommation} \times 360$ Il évalue le nombre moyen de jours pendant lesquels l'entreprise bénéficie d'un crédit accordé par ses fournisseurs.	$\text{Fournisseurs} / \text{CA (TTC)} \times 360$ Mesure le nombre des jours l'entreprise pour payer ses fournisseurs par rapport à son chiffre d'affaires annuelle
Capacité d'endettement	Totales des dettes/capitaux propres tangibles - Prends en comptes les fonds propres nets des tangibles. - Prends en compte toutes les dettes.	DLMT / capitaux permanents - Prends en compte les capitaux permanents - Prend en compte les DLMT.
Risque d'activité / rotation du FR	FR / CA Le volume de chiffre d'affaires généré pour chaque unité monétaire de fonds de roulement mobilisé.	$(\text{CA} / \text{FR}) \times 360$ Pour mesurer le nombre de jours d'activité que peut couvrir le fonds de roulement
Rentabilité économique	Mesure le résultat net avant impôt par rapport à l'ensemble de l'actif	Mesure La rentabilité brute d'exploitation de l'entreprise par rapport à l'ensemble de l'actif.
Sensibilité à la main d'œuvre	Critère apprécie de manière subjective.	Critère s'appuie sur le ratio FP / VA
Rentabilité commerciale	$\text{Résultat brute d'exploitation} / \text{CA}$ Prendre en compte le résultat avant impôts.	$\text{Résultat net} / \text{CA}$ Prendre en compte le résultat après impôts.

Source : élaborée par l'étudiante.

2.3.3 Les critères qualitatifs :

L'analyse des critères qualitatifs révèle des divergences notables entre les méthodologies de notation :

Tableau 40: les points de divergence des critères qualitatifs

Critère	Divergences	
	FRANSABANK	BADR
Poids sectoriel national/local	Approche plus universelle, inspirée de standards internationaux (Moody's)	Fort ancrage dans la réalité économique algérienne : économie informelle, mesures incitatives, stabilité institutionnelle locale.
Comportement bancaire	A travers une l'évaluation : historique de paiement, dépassements, rejets de chèques, comportements vis-à-vis de la banque.	Critère non explicitement évalué.
Critères subjectifs financiers	Intègre une appréciation subjective de la liquidité, de la performance opérationnelle et de la structure du capital, au sein même des critères qualitatifs.	L'analyse financière est traitée à part, sans intégration explicite d'appréciations subjectives dans les critères qualitatifs.
Typologie du management	Répartition par thématiques ➤ Organisation ; ➤ Expérience ; ➤ Caractère.	Séparé en trois composantes : ➤ Ressources ; ➤ Juridique ; ➤ Gestion.
Analyse de l'environnement	Intégré indirectement dans le risque sectoriel ou la structure de l'industrie,	Perspectives, avec prise en compte des changements réglementaires, du financement, de la demande, etc.

Source : élaborée par l'étudiante.

Section 03 : notation interne d'un dossier de crédit dans FRANSABANK et la BADR et l'analyse critique par l'audit :

Introduction :

Dans cette section, nous présenterons l'entreprise cliente de FRANSABANK, puis nous procéderons à son évaluation avec les deux outils de notation interne utilisés par les deux banques. Nous intégrerons également une analyse par l'audit interne afin de vérifier si les procédures sont correctement respectées par les chargés d'affaires et les analystes crédit.

3.1 Présentation générale de l'entreprise :

- Nom de l'entreprise : X*
- Forme juridique : Société à responsabilité limitée (SARL)
- Secteur d'activité : industrie – fabrication de peintures et produits dérivés
- Date de création : 29/12/2007
- Capital social : 30 MDA
- Relation bancaire : client chez FRANSABANK depuis le 09/01/2022

L'entreprise a initialement orienté ses activités vers l'importation de peintures destinées au secteur du bâtiment, un domaine relativement stable, malgré quelques ralentissements passagers. Ce secteur reste essentiel, car la peinture bâtiment ne possède pas de substitut durable. Des alternatives, comme le moucheté, ont été brièvement utilisées, mais rapidement abandonnées. L'entreprise évolue aujourd'hui dans un marché fortement concurrentiel, dominé par l'ENAP, qui détient près de 60 % des parts de marché, tandis qu'elle-même en détient entre 8 % et 12 %, ce qui lui confère un statut d'acteur de taille moyenne. Le secteur connaît actuellement une reprise modeste, soutenue par la relance du BTP (+3,3 %) et celle de l'industrie manufacturière. Par ailleurs, les restrictions à l'importation ont considérablement réduit la concurrence étrangère, ouvrant ainsi de nouvelles opportunités pour les producteurs locaux, dont notre client. Afin de renforcer sa position sur le marché, l'entreprise prévoit d'étoffer sa gamme en lançant prochainement la fabrication de peintures pâteuses, un segment qu'elle ne couvrait pas auparavant. Sur le plan bancaire Les encours déclarés par le client sont conformes aux données issues de la consultation de la centrale des risques. Toutefois, une divergence a été relevée concernant le montant de l'autorisation de crédit d'exploitation

* Il s'agit de ne pas divulguer le nom de l'entreprise, conformément aux exigences de confidentialité

Chapitre 02 : Analyse comparative des outils de notation interne et audit de leur fiabilité

accordée par la Banque El Baraka : le client mentionne une autorisation plafonnée à 20 millions de dinars, tandis que la centrale indique un montant de 43 millions de dinars. Selon les explications du client, cette différence s'explique par des dépassements exceptionnels accordés au-delà du plafond initialement prévu.

L'objet de la demande de crédit de l'entreprise est mentionné dans l'annexe 04.

3.2 Les parts de vente de l'entreprise X :

Tableau 41: les part de vente de l'entreprise X

Client	Part des ventes	Mode et délais de paiement
A	25 %	CHQ/ VRM 60 à 90 jours
B	20 %	
C	10 %	
D	10 %	
E	35 %	

Source : plan d'importation de l'entreprise X.

3.3 Situation du client auprès FRANSABANK :

- Impayés : quelques retards de paiement de 32 jours et 04 prorogations d'échéance effectuées pour un total 42899 KDA
- Le PNB : le PNB* génère par ce client est passé de 700 KDA en 2022 à 3474 KDA en 2023. ce niveau a classé ce client comme un acteur rentable pour la banque.

3.4 Situation de l'entreprise X auprès les confrères :

Une consultation de la plateforme CREM /BEF (centrale des risques de la BA) a été effectuée dans le cadre de l'analyse de la situation bancaire du client.

Tableau 42: Situation de l'entreprise X auprès les confrères

U/KDZD	Confrères		FRANSABANK		Total	
	Autorisation	Utilisation	Autorisation	Utilisation	Autorisation	Utilisation
Total	93008	12090	55390	39.289,00	148.398,00	51.379,00

Source : plateforme CREM/BEF.

3.2 Évaluation de l'entreprise par le logiciel Moody's et contribution de l'audit :

Dans le cadre de notre mission d'audit, nous nous attacherons à analyser la manière dont les chargés d'affaires mettent en œuvre les procédures d'évaluation.

* PNB c'est la valeur ajoutée créée par la banque grâce à ses activités avec les clients, en d'autres termes il mesure les revenus générés par l'ensemble des services bancaires

3.2.1 Évaluation de l'entreprise par Moody's ¹:

Cette évaluation ne se limite pas aux seuls critères internes de l'entreprise ; elle s'appuie également sur un benchmarking sectoriel et combine des critères objectifs.

3.2.1.1 L'évaluation de finances de l'entreprise X :

3.2.1.1.1 La performance opérationnelle :

Tableau 43: L'appréciation de la performance opérationnelle

Période	31/12/2021	31/12/2022	31/12/2023	Note
Marge brute	14.57	14.24	13.79	38.9
Marge opérationnelle	4.36	2.8	2.72	34.5
Rentabilité Commerciale	2.54	2.47	2.49	42.3
Résultat net / total des actifs	1.47	1.77	1.69	34.2
Résultat Net / Fond propres tangibles	3.15	3.01	3.84	39.3
CA / Total des actifs	0.58	0.72	0.68	20.4
Croissance du CA	-3.38	8.76	30.49	80.6
Opération financière				32.1
Position compétitive dans le Marché	Neutre / Modérée			
Périmètre d’activité	Marché local unique			
Diversification des revenus	Très diversifié			
Concentration du CA sur la clientèle	Modéré			
Evolution du marché	Stable			
Opération subjective				45.0
Performance opérationnelle				33.1

Source : élaboré par le logiciel Moody's (cf. annexe 09).

Analyse :

- La notation de l'opération financière indique un risque élevé, avec un score de 32,1. Cette note s'explique par la faible proportion du chiffre d'affaires par rapport au total des actifs, comparée à la moyenne du secteur d'activité. Bien que le chiffre d'affaires ait connu une

¹ Calculés à partir des indicateurs de l'annexe 06 et une appréciation subjective fondée sur l'expérience du chargé d'affaires ainsi que sur les pièces fournies par le client pour le crédit d'exploitation.

croissance remarquable et que la marge opérationnelle brute reste modérée, la performance globale traduit un niveau de risque élevé

- L'opération subjective donne une note de 45, ce qui correspond à un risque moyen. Car elle n'a pas une position forte dans le marché.
- La notation finale de l'opération est de 33,1, ce qui correspond à un niveau de risque élevé, en partie influencé par l'appréciation objective de la situation de l'entreprise.

3.2.1.1.2 La liquidité :

Tableau 44: l'appréciation de la liquidité

Période	31/12/2021	31/12/2022	31/12/2023	Note
Liquidité générale	1.46	1.81	1.67	52.5
Liquidité réduite	0.69	0.49	0.71	45.6
Délai créances clients	160.73	61.09	33.15	70.9
Délai de rotation des stocks	373.87	408.71	332.5	16.5
Délai fournisseurs	90.3	70.21	36.19	69.2
CA / FR	1.91	1.70	1.82	66.8
Liquidité financière				52.1
Sources de liquidité de secours à CT	Plus que suffisant			
La qualité de la clientèle	Modérée			
Gestion des crédits aux clients	Adéquate			
Gestion des stocks	Adéquate			
Possibilité de vendre le stock rapidement	Elevée			
Stabilité du prix du stock	Modérée			
Liquidité subjective				76.1
Liquidité				65.6

Source : élaboré par le logiciel Moody's (réf. annexe 09).

Analyse :

- L'analyse de la liquidité financière de l'entreprise met en évidence une note de 52,1 dans son secteur d'activité, traduisant un niveau de risque moyen. Cette évaluation repose sur plusieurs éléments :
 - Les délais fournisseurs et délais clients affichent une performance excellente, témoignant d'une bonne maîtrise du cycle d'exploitation.

Chapitre 02 : Analyse comparative des outils de notation interne et audit de leur fiabilité

- L'efficacité de l'utilisation des ressources permanentes pour financer le cycle d'exploitation est jugée modérée, ce qui reflète une certaine stabilité, mais sans optimisation complète des moyens financiers disponibles.
- Les ratios de liquidité générale et liquidité réduite sont également modérés, indiquant une capacité correcte à faire face aux engagements à court terme.
- En revanche, le délai de rotation des stocks présente une note de 16.10, ce qui reflète un niveau de risque élevé, par rapport au secteur d'activité.
- La liquidité subjective a été notée à 76,1, ce qui correspond à une appréciation excellente. Cette performance s'explique par une structure de financement équilibrée, où les lignes de crédits dettes bancaires sont largement suffisantes pour couvrir les besoins d'exploitation.
- Au final, la liquidité de l'entreprise a été notée à 65,6 %, traduisant une situation globalement moyen risque.

3.2.1.1.3 Couverture des dettes* :

Tableau 45: L'appréciation de la capacité de l'entreprise à couvrir ses dettes

Date	31/12/2021	31/12/2022	31/12/2023	Note
Périodes	12	12	12	
EBITDA	76	86	129	
Total service des dettes	753	392	527	
Taux de couvertures des dettes par l'EBIDTA	0.10	0.22	0.25	19.6
Net cash from operating activities	-212	73	56	
Total service des dettes	753	392	527	
Taux de Couverture des dettes par les flux de trésorerie	-0.28	0.19	0.11	15.8
Variation de la marge brute	-4	-3	-5	
Variation des charges d'exploitation	-6	-5	-16	
Variation des créances client	-252	254	93	
Variation des stocks	-118	-76	219	
Impact en trésorerie des variables de gestion	-0.35	0.21	0.24	71.4
Couverture des dettes				30.6

Source : élaboré par le logiciel Moody's (réf. annexe 09).

Analyse :

- Le tableau montre que la couverture des dettes par l'EBIDTA est très faible par cela indique une capacité insuffisante de l'entreprise à couvrir ses engagements financiers.
- Le taux de couverture des dettes par les flux de trésorerie d'exploitation est très faible, avec une note de 15,8, traduisant une capacité limitée de l'entreprise à couvrir ses engagements financiers à partir de ses flux de trésorerie.
- Pour l'indicateur de l'impact en trésorerie des variables de gestion (créances clients, stocks, etc.), une note de 71,4 a été attribuée, ce qui correspond à une performance excellente.

* Pour l'indicateur « Couverture des dettes » les résultats sont affichés directement sous forme de note ; le programme se limite à rassembler et à logger ces résultats par le calcul d'une note cumulée pour cet indicateur.

- Moody's a noté la couverture globale des dettes à 130,6, ce qui traduit un niveau de risque élevé.

3.2.1.1.4 Structure du capital :

Tableau 46: Structure du capital de l'entreprise

Période	31/12/2021	31/12/2022	31/12/2023	Note
Capacité d’endettement	1.44	0.99	1.56	54.2
Levier ajustée	1.44	0.99	1.56	54.2
Levier hors bilan	1.44	0.99	1.56	54.2
Structure financière du capital				51.7
Aptitude à mobilise les capitaux extérieur	Facile et sans restriction			
Impact du remboursement des dettes	Majoritairement des dettes à court terme			
Qualité et efficacité des moyens de production	Inadéquat			
Structure subjective du capital				55.0
Structure du capital				52.9

Source : élaboré par le logiciel Moody's (réf. annexe 09).

Analyse :

La structure financière du capital a été notée à 51,7, ce qui traduit une capacité d'endettement moyenne, notamment en regard du ratio total des dettes sur les capitaux propres nets tangibles.

3.2.1.2 L'évaluation qualitative de l'entreprise X :

3.2.1.2.1 Risque sectoriel :

Cette note repose uniquement sur l'expérience du chargé d'affaires et sa connaissance du secteur et du sous-secteur d'activité (la peinture), ainsi que sur des sources externes comme l'ONS, afin d'évaluer la conjoncture du secteur.

Tableau 47 : L'appréciation du risque sectoriel

Critères		Note
Compétitivité	Agressive	
Problème réglementaire	Faible	
Barrière d'entrée	Modérée	
Préoccupation environnemental	Faible	
Dépendance a la politique Fiscal	Faible	
Facteur structurel		60.8
Sensitivité à l'Inflation	Modérée	
Sensitivité au taux de change	Faible	
Intérêts rate sensibilité	Faible	
Conditions économique		55.0
Tendance des ventes de l'industrie	Croissance	
Rentabilité du secteur	Stable	
Stage de la maturité du secteur	En croissance	
Pénétration des importations	Modérée	
Taux de défaillance de secteur	Faible	
Performance du secteur		80.2
Sensibilité à la main d'œuvre	Faible	
Positionnement du produit	Modéré	
Sensitivité au capital	Faible	
Dépendance technologique	Faible	
Condition de production		64.6
Risque sectorielle		61.6

Source : élaboré par le logiciel Moody's (réf. annexe 10).

Analyse :

Moody's a attribué au secteur d'activité une note de risque moyen, à 61,6 %. Ce secteur est caractérisé par une forte compétitivité, des contraintes réglementaires et environnementales, une faible sensibilité à l'inflation, ainsi qu'une tendance à la croissance des ventes

3.2.1.2.2 Comportement bancaire :

Tableau 48: L'appréciation du comportement bancaire

Statut de l'entreprise		Note
Nombre d'année d'existence	10-20 ans	
Impacte sur et/ou du groupe	Ne fait partie d'un groupe	
Réputation	Acceptable	
Risque d'approvisionnement	Modérée	
Exposition à des événements externes	Faible	
Action justice	Non	
Business		57.9
Historique du paiement	Nouvel client	
Ancienneté de la relation	Nv client	
Dépassement sur autorisation	Aucun	
Rotation des lignes autorisées	Nouveau client	
Rejet de chèques/ effets pour provisions insuffisante	Aucun	
Référence externe (Réputation)	Acceptable	
Comportement bancaire		55.0
Qualité du CAC	Class B auditeur	
Certification des comptes	Audit incomplet/ pas d'opinion	
Rapidité dans la communication des états financiers	Soumission rapidement	
Qualité d'audit		42.1
Statut de l'entreprise		49.5

Source : élaboré par le logiciel Moody's (réf. annexe 10).

Analyse :

Le logiciel a attribué au secteur d'activité une note de risque moyen, à 61,6 %. Ce secteur est caractérisé par une forte compétitivité, des contraintes réglementaires et environnementales, une faible sensibilité à l'inflation, ainsi qu'une tendance à la croissance des ventes.

3.2.1.2.3 Management de la qualité :

Tableau 49: L'appréciation de la qualité du management

Management d'entreprise		Note
Organisation structure	Approprié à la taille et au type d'entreprise	
Conflit	Inconnu	
Préparation de la relève succession	En place et prêt	
Stabilité du management	Constante	
Organisation du management		80.2
La prise du décision	Adéquate	
Stratégie et planification	Adéquate	
Capacité à l'adaptation à des conditions défavorable	Adéquate	
Expérience de management	>20 ans	
Antécédent et expérience du management		69.8
Accès aux informations de l'entreprise	Très bonnes transparence	
Attitude face aux opportunités	Conservateur et équilibré	
Implication des managers dans l'entreprise	Fortement engage	
Solvabilité du management	Acceptable	
Caractère du management		57.0
La qualité du management		70.8

Source : élaboré par le logiciel Moody's (réf. annexe 10).

Analyse :

La note de 70.8 sur la Qualité du Management positionne les points en faveur de l'entreprise. Le logiciel pris en compte tous les éléments concernant l'expérience du chef d'entreprise, l'agencement interne ainsi que la composition de l'équipe de direction. Cela permet d'augmenter le niveau de confiance sur la politique qui régit les opérations de l'entreprise.

3.2.1.3 La note finale :

À la fin du processus de notation, Le logiciel Moody's a attribué au client une probabilité de défaut (PD) fixée à 1,63 % en lui donnant une note de crédit de grade -4 (cf. annexe 11).

Cette note classe l'emprunteur dans une catégorie de crédit acceptable. Bien qu'un risque modéré soit identifié, les autres indicateurs restent favorables. L'entreprise bénéficie d'une notation moyenne, indiquant un profil présentant un risque légèrement supérieur à la moyenne. Toutefois, elle a démontré une capacité soutenue à maintenir une performance satisfaisante sur le long terme.

Mais cela ne constitue pas la note finale elle est suivie d'une analyse financière classique réalisée par les analystes de crédit et étude prévisionnelle.

3.2.2 L'intégration de l'audit dans le processus de notation avec Moody's :

Lors de la mission d'audit menée sur le processus de notation interne via le logiciel Moody's, nous avons vérifié l'ensemble des dossiers de l'entreprise X, tels que présentés dans l'annexe N, afin de nous assurer qu'ils ont bien tous été fournis à la banque, de leur conformité, et d'analyser la manière dont les chargés d'affaires ont procédé à l'évaluation de ce dossier.

Notre objectif était de vérifier si les chargés d'affaires respectaient bien les procédures établies en matière de notation interne. Plusieurs anomalies ont été constatées, remettant en question la fiabilité et la traçabilité de certaines évaluations.

➤ Les constats et les causes :

Nous avons constaté l'évaluation de l'aptitude à mobiliser des capitaux extérieurs était facile et sans restriction, alors qu'il ne s'agit pas d'une entreprise cotée en bourse, mais d'une entreprise familiale. et cette aptitude est considérée comme difficile dans ce contexte.

D'après le système d'information, nous avons constaté un impayé de l'entreprise de 32 jours. Cependant, le chargé d'affaires a qualifié le client de 'nouveau', ce qui laisse penser que la consultation du système d'information pour vérifier les antécédents de paiement n'a pas été effectuée.

➤ Les conséquences :

Le non-respect des procédures par les chargés d'affaires lors de la saisie des informations dans le logiciel Moody's peut fausser l'évaluation du risque de crédit. Une mauvaise

appréciation ou une omission de certains éléments clés conduit à une notation inexacte, ce qui compromet la fiabilité du « scoring ».

➤ Les recommandations :

Nous avons recommandé que ce logiciel soit utilisé exclusivement par les analystes crédits, et non par les chargés d'affaires en agence. Le rôle du chargé d'affaires devrait se limiter à l'élaboration d'un rapport de crédit accompagné d'une analyse SWOT, ce qui permettrait de clarifier sa contribution. En effet, l'utilisation du logiciel par les chargés d'affaires s'est révélée peu pertinente, ces derniers ne se concentrant pas suffisamment lors de la saisie, ce qui peut nuire à la qualité de la notation.

3.3 Évaluation de l'entreprise par le logiciel de cotation interne de la BADR et contribution de l'audit :

Dans cette mission d'audit, nous procéderons à l'évaluation de l'entreprise à travers le système de cotation interne de la BADR, dans le but de comparer les résultats avec ceux générés par le logiciel Moody's de FRANSABANK, et d'apprécier la fiabilité de l'outil utilisé, ainsi que le respect des procédures internes.

3.3.1 Evaluation qualitatif de l'entreprise X :

Critère	Pondération	Notation	Note pondéré
Risque d'industrie et l'activité de l'entreprise			
Période		2024	
Critère A1 : conjoncture	20 %	3	0.6
Critère A2 : sous-secteur	30 %	2	0.6
Critère A3 : Marché	30 %	3	0.9
Critère Q4 : perspective	20 %	3	0.6
Note activité	100 %		2.7
Note pondérée	25 %		0.675
Qualité du management			
Critère B1 : Ressources	40 %	3	1.2
Critère B2 : juridique	30 %	2	0.6
Critère B3 : Gestion	30 %	2	0.6
Note activité	100%		2.4
Note pondérée	25 %		0.6

Source : élaboré par l'étudiante.

3.2.2 Évaluation des critères quantitatifs :

Le logiciel effectue automatiquement les calculs des ratios financiers et, pour chaque indicateur, il laisse un espace de commentaire afin d'apporter une interprétation personnalisée.

3.2.2.1 l'analyse de la situation financière de l'entreprise :

3.2.2.1.1 L'équilibre financier :

Tableau 50: L'équilibre financier

Année	2021	2022	2023
FR	62882	76841	93272
BFR	28483	80170	67960
Trésorerie	34399	- 3329	25312
Ratio FR	9,72	8,73	6,11
Ratio BFR	1,22	2,05	1,75
Ratio trésorerie	2,21	0,96	1,37

Source : élaborée par l'étudiante à partir des bilans financiers de l'entreprise X (cf. annexe 06).

Commentaire :

La trésorerie de l'entreprise en 2022 est négative s'explique par une augmentation significative des stocks, liée à la nature saisonnière de son activité ; passant de 63 millions DZD en 2021 à 93 millions DZD en 2023. Cette évolution favorable s'explique par la hausse des dettes financières à moyen et long terme, ainsi que par le maintien du report à nouveau.

3.2.2.1.2 Les ratios de structure :

Tableau 51: les ratios de structure

Année	2021	2022	2023
Degré amortissement de l'actif	80%	76%	63%
Capacité d'endettement	1 %	6 %	13 %
Ratio liquidité générale	1,46	1,81	1,67
Ratio risque liquidatif	32,7 %	41,6 %	31,5 %
Ratio risque d'exploitation	39,3%	49 %	59 %

Source : élaborée par l'étudiante à partir des bilans financiers de l'entreprise X (cf. annexe 06).

Commentaire :

- Les immobilisations de l'entreprise sont très usées montrant les équipements qui commencent tout de même à perdre de la valeur.
- La croissance de la capacité d'endettement traduisant l'augmentation significative des dettes à long terme représentant 41 % de FR.
- La liquidité générale de l'entreprise est satisfaisante représentant 1.67 en 2023 assuré principalement pas les stocks ce qui permet à la société de faire face à ses dettes courantes
- Le risque liquidatif a évolué de 32,7 % en 2021, à 41,6 % en 2022, puis a légèrement diminué à 32,5 % en 2023 à cause de la stabilité des capitaux propres et la hausse du total bilan et plus précisément les dettes courantes.
- La hausse continue du ratio du risque d'exploitation traduit une meilleure couverture des besoins d'exploitation par les fonds propres.

3.2.2.1.3 Les ratios de Gestion :

Tableau 52: Les ratios de Gestion

Années	2021	2022	2023
Délai client	160.73	61.1	33.15
Délais fournisseurs	127.8	99.7	51.7
Risque d'activité	188,9	212,2	197,5
Le degré d'intégration de frais personnel	19,7%	25 %	28,6%
Degré d'intégration des frais financiers	7,2%	14%	18,3%

Source : élaborée par l'étudiante à partir des bilans financiers de l'entreprise X (cf. annexe 06).

Commentaire :

- Les délais accordés aux clients ne dépassent pas 2 mois soit seulement 33 jours en 2023 avec un total créances de client de 26112 KDZD représentant 16 % du CA dont 11000 KDZD sont des clients douteux.
- En revanches, les délais fournisseurs sont supérieurs à celui accordés aux clients atteignant 50 jours en 2023.

- La valeur ajoutée de l'entreprise a connu une tendance baissière en valeur relative au CA représentant 7% en 2023 contre 9 % en 2021 et cela dû à la hausse de la consommation et les services extérieurs et les frais du personnel mais elle reste suffisante pour couvrir les frais du personnel et ls frais financiers.

3.2.2.1.4 Ratio de rentabilité :

Tableau 53: Les ratios de rentabilité

Année	2021	2022	2023
Rentabilité financière	3,62 %	3,61 %	4,33 %
Rentabilité commerciale	2,04 %	2,10 %	2,01 %
Ratio de rentabilité économique	5,4 %	6,02 %	4,42 %

Source : élaborée par l'étudiante à partir des bilans financiers de l'entreprise X (cf. annexe 06).

Commentaire :

- La rentabilité financière, est moyenne dans les trois années 4.63 % en 2023.
- L'entreprise a enregistré des résultats nets positifs avec une marge stable de 2 % sur toute la période d'étude mais faible explicite par l'augmentation des dotations aux provisions. Des clients douteux.
- La rentabilité économique reste faible sur l'ensemble de la période, avec des taux compris entre 4,4 % et 6 %. Cela indique que l'entreprise génère un excédent d'exploitation relativement limité par rapport aux ressources mobilisées.

3.2.2.2 L'attribution des scores aux variables financières :

Tableau 54: L'attribution des scores aux variables financières

Critère	Pondération	Notation			Note pondéré		
		2021	2022	2023	2021	2022	2023
1/ Equilibre financier							
Ratio de FR	35 %	1	1	1	0.35	0.35	0.35
Ratio de BFR	40 %	6	6	6	2.4	2.4	2.4
Ratio de Trésorerie	25 %	1	5	1	0.25	1.25	0.25
Total					3	4	3
Note d'équilibre financier	25 %				0.9	1.2	0.9
2/ structure financier							
Degré amortissement de l'actif	20 %	6	5	5	1.2	2.5	2.5
Capacite d'endettement	20 %	1	1	1	0.2	0.2	0.2
Liquidité générale	20 %	1	1	1	0.2	0.2	0.2
Risque liquidatif	30 %	1	1	1	0.3	0.3	0.3
Risque d'exploitation	10 %	1	1	1	0.1	0.1	0.1
Total					2	3.3	3.3
Note structure	25%				0.5	0.825	0.825
3/ activité							
Délais clients	25 %	6	5	3	1.5	1.25	0.75
Délais fournisseurs	25 %	4	4	5	1	1	1.25
Risque d'Activité	20 %	1	1	1	0.25	0.2	0.2
'Intégration F. P	15 %	1	2	2	0.15	0.3	0.3
Intégration F. F	15 %	1	1	2	0.15	0.15	0.3
Total					3.05	2.9	2.8
Note d'activité d'entreprise	20 %				0.61	0.58	0.56
4/rentabilité financière							
Rentabilité financière	35 %	4	4	4	1.4	1.4	1.4
Rentabilité commerciale	40 %	5	5	5	2	2	2
Ratio de rentabilité économique	25 %	5	5	5	1.25	1.25	0.25
Total					4.65	4.65	4.65
Note Rentabilité financière	20 %				0.93	0.93	0.93
Total	90 %				2.94	3.53	3.21

Source : élaborée par l'étudiante à partir des bilans financiers de l'entreprise X (cf. annexe 06).

3.2.2.3 Score finale des variables financières :

L'analyse a combiné une note globale pondérée de 3,5. Cette notation correspond à une cote risque 3, ce qui reflète un risque moyen. En d'autres termes, un crédit moyennement protégé caractérisé par une situation financière équilibrée, mais exposé à certains points de vigilance.

Tableau 55: Score finale des variables financières

Période	2021	2022	2023
Pondération	20	30	50
Note	2.94	3.53	3.21
Note pondéré	0.58	1.05	1.6
Total	3.23		

Source : élaborée par l'étudiante.

3.2.1.2.4 Le prévisionnel :

Tableau 56: l'appréciation prévisionnel

L'entreprise dispose d'une usine de production de peinture et de produits associés, opérationnelle depuis 2009, ce qui témoigne d'une expérience industrielle de plus d'une décennie dans le secteur. Cette unité est actuellement dotée d'une capacité de production annuelle de 400 tonnes. Cependant, cette capacité est appelée à augmenter à 600 tonnes par an, grâce à un projet d'investissement en cours, entièrement financé sur fonds propres. Il s'agit que cette entreprise ne soit pas concernée par un plan de charge*

Critère	Pondération	Notation	Note pondéré
5/ le prévisionnel			
Période		2024	
Prévisionnel	10 %	3	0.3

Source : élaborée par l'étudiante.

* Le plan de charge correspond à la répartition prévisionnelle et organisée des tâches et des ressources sur une période donnée, permettant de planifier précisément le volume de travail à réaliser.

3.2.2 Cotation du risque emprunteur :

Tableau 57: Cotation du risque emprunteur

Critère de cotation	Note	Pondération	Note pondérée
Entreprise et son activité	0.67	25 %	0.16
Entreprise et son management	0.6	25 %	0.15
L'entreprise et ses finances	3.53	50 %	1.76
Cotation du risque		100	2.07

Source : élaborée par l'étudiante.

La note finale attribuée par le système de notation interne de la banque est **2**, ce qui correspond à un très bon risque. Cette évaluation signifie qu'il existe très peu d'incertitude quant à la capacité de l'entreprise à honorer ses engagements financiers. En d'autres termes, le risque de défaut est très faible. Cette note reflète une trésorerie globalement saine, une structure financière équilibrée ainsi qu'un secteur d'activité relativement stable. Toutefois, l'entreprise évolue dans un marché marqué par une forte compétitivité et une activité saisonnière, ce qui peut ralentir l'écoulement des stocks et impacter temporairement sa performance.

3.2.3 Analyse critique des résultats :

Les systèmes de notation ne donnent aucune interprétation des rotations de stocks. De plus, bien qu'un score ait été attribué, celui-ci n'a pas été intégré à la note finale, l'étude s'orientant plutôt vers une approche prévisionnelle et un test de sensibilité (réalisé à 80 %), suivi de la décision du comité A de crédit. Par ailleurs, certains critères qualitatifs importants, comme le comportement bancaire de l'entreprise avec la banque, n'ont pas été pris en compte, ce qui peut réduire la fiabilité globale du système.

3.3 L'intégration de l'audit dans le processus de notation du logiciel de notation de la BADR :

Notre mission a visé dans la BADR a été faite à fin d'apprécier la fiabilité de l'outil de notation.

➤ Les constats :

Abandon du logiciel par les analystes : les analystes de crédit préfèrent faire les calculs et analyses manuellement, sans utiliser les fonctionnalités automatiques du logiciel ou Excel.

➤ Les causes :

Le logiciel présente de nombreuses erreurs qui compromettent son bon fonctionnement, dans certain cas nous avons constatés un déséquilibre financier ou le total de l'actif $\neq$ total du passif.

➤ Les conséquences :

Cela a conduit les analystes à abandonner l'utilisation du logiciel pour revenir à une analyse financière classique manuelle.

➤ Les recommandations :

Solliciter l'intervention du service IT afin d'identifier et corriger l'origine du déséquilibre Comptable dans le logiciel, en veillant à ce que les règles de cohérence entre actif et passif Soient systématiquement vérifiées.

Conclusion du chapitre :

Dans ce chapitre, nous avons mené une étude comparative des méthodologies de notation interne adoptées par FRANSABANK et la BADR. Ces méthodologies reposent sur des outils numériques spécifiques à chaque banque. Nous avons évalué un même dossier de crédit d'exploitation en utilisant ces outils afin d'analyser les résultats obtenus. Par ailleurs, l'audit interne a été intégré dans cette démarche, visant à vérifier le respect des procédures liées à l'utilisation de ces systèmes de notation.

Cette comparaison s'est déclinée en deux parties :

- Pour les critères quantitatifs, certains ratios financiers sont similaires ; Ces ratios ont été retenus par les deux banques, mais leurs notations diffèrent. En effet, FRANSABANK évalue ces ratios par rapport au secteur d'activité, tandis que la BADR applique des fourchettes et des pondérations de notation spécifiques.
- Pour les critères qualitatifs, FRANSABANK adopte une approche d'évaluation plus approfondie, intégrant une analyse détaillée du secteur d'activité, de la qualité du management et le comportement bancaire de l'entreprise, ce qui conduit généralement à une appréciation plus prudente du risque.

Ces divergences méthodologiques entre les deux banques ont conduit à des résultats différents. La BADR a attribué une note correspondant à **un très bon risque**, avec une faible incertitude. En revanche, tandis que FRANSABANK a donné une note reflétant **un risque modéré**. Ces différences montrent que chaque banque applique ses propres critères et méthodes d'analyse, ce qui explique la divergence des résultats malgré l'étude d'un même dossier.

Enfin, l'audit interne mené dans le cadre de cette étude a permis de relever plusieurs anomalies dans l'utilisation des outils de notation interne, en particulier au sein de FRANSABANK, Il a été constaté un non-respect de certaines procédures par le chargé d'affaires, notamment l'absence de consultation de documents justificatifs essentiels.

Et au sein de la BADR, les analystes ont progressivement cessé de l'utiliser en raison de nombreuses erreurs relevées dans les calculs et les résultats générés. En conséquence, les notations sont aujourd'hui effectuées de manière manuelle à travers une analyse financière classique.

Conclusion générale

Conclusion générale :

Dans un secteur bancaire algérien de plus en plus concurrentiel, la maîtrise du risque de crédit constitue un enjeu stratégique pour les établissements financiers. Pour y répondre, les banques s'appuient désormais sur des systèmes de notation interne, qui viennent compléter les méthodes classiques d'analyse financière. Conformément aux exigences des accords de Bâle II, ces outils permettent une évaluation plus rigoureuse, structurée et objective du risque emprunteur.

Dans ce contexte, l'audit interne joue un rôle fondamental en venant évaluer la fiabilité de ces systèmes, leur conformité aux référentiels internes et externes, ainsi que leur contribution réelle à la gestion proactive du risque de crédit.

Il est important de rappeler que l'objectif de cette recherche était de mener une étude comparative des outils numériques de notation interne utilisés par une banque publique et une banque privée.

Dans le premier chapitre, nous avons introduit les notions essentielles liées aux crédits bancaires. Nous avons également mis en avant l'importance des outils de notation interne et de l'audit interne dans l'encadrement de ces risques.

Enfin, nous avons consolidé nos connaissances théoriques par un stage pratique au sein de FRANSABANK et de la BADR. Ce stage nous a permis de consacrer le dernier chapitre de notre mémoire à une étude comparative des outils numériques de notation interne utilisés par ces deux banques. Cette analyse a mis en évidence les points de convergence et de divergence entre leurs méthodologies respectives. Par ailleurs, nous avons mené une étude de cas sur un même dossier de crédit, en évaluant une entreprise selon les deux approches afin de vérifier si elles aboutissent aux mêmes résultats. Enfin, nous avons examiné le rôle de l'audit interne dans la fiabilité et la cohérence des systèmes de notation.

Il convient de souligner les limites et difficultés rencontrées au cours de notre étude :

Premièrement, l'accès aux données a été limité en raison de leur caractère confidentiel, ce qui nous a empêchés de consulter l'intégralité des documents de l'entreprise notée.

Deuxièmement, la compréhension du fonctionnement détaillé des logiciels de notation s'est avérée complexe, notamment en ce qui concerne les modalités précises de calcul des scores et la pondération des critères. Les algorithmes internes n'étant pas toujours transparents, cela a pu limiter la portée de l'interprétation des résultats.

Compte tenu des résultats obtenus, cette étude nous a permis d'apporter des éléments de réponse à notre problématique, tout en vérifiant les hypothèses formulées au début de notre travail.

Tout d'abord, Notre **première hypothèse**, selon laquelle les divergences dans la construction des grilles d'évaluation interne dans FRANSABANK et BADR peuvent entraîner des écarts significatifs dans la notation d'un même dossier de crédit entre deux banques, **a été confirmée** à travers l'analyse comparative menée.

Les résultats ont révélé que, bien que les deux banques utilisent certains critères d'évaluation similaires, leurs systèmes de notation diffèrent considérablement dans la méthode d'analyse et la nature des critères utilisés.

FRANSABANK s'appuie sur un logiciel qui intègre une logique de benchmark sectoriel en se fondant sur une base de données externe. En revanche, la **BADR** adopte une méthode fondée sur la pondération des critères, attribuant un poids à chaque critère d'évaluation selon l'importance qu'elle lui accorde. Cette approche est plus centrée sur l'analyse individuelle du client.

Ainsi, les écarts de notation observés entre les deux banques s'expliquent non seulement par des différences dans l'appréciation des critères communs, mais également par l'intégration de critères spécifiques à chaque banque.

Notre **deuxième hypothèse** stipulait que, bien que les critères d'évaluation puissent varier d'une banque à une autre, il demeurerait possible que ces établissements attribuent une notation similaire à un même dossier de crédit ; cependant, les résultats obtenus ont **infirmer cette hypothèse**.

Enfin, notre **troisième hypothèse** selon laquelle l'intervention de l'audit interne permet de révéler des anomalies dans l'application des procédures de notation **a été confirmé**, Ces dysfonctionnements peuvent compromettre la fiabilité des résultats produits et remettre en question la pertinence des notations, notamment lorsque les outils sont mal exploités ou que les procédures ne sont pas strictement respectées.

Nous concluons que chaque établissement bancaire adopte une méthodologie propre et spécifique dans la conception de son système de notation interne.

En conclusion notre étude de cas répond à la problématique : « Les outils numériques de notation interne utilisés par FRANSABANK et la BADR conduisent-ils à la même décision

Conclusion générale

pour un même dossier de crédit d'exploitation, et comment l'audit interne peut-il en évaluer la fiabilité de ces outils ? » Nos résultats montrent que ces outils peuvent aboutir à des décisions différentes, soulignant ainsi l'importance de l'audit interne pour garantir la fiabilité, la cohérence et la qualité des évaluations.

Les recommandations :

Dans ce cadre, nous adressons plusieurs recommandations à FRANSABANK El Djazair et à la BADR :

- De privilégier leurs outils de notation interne comme base principale du processus décisionnel, complétés par une étude prévisionnelle structurée. Cette approche renforcerait l'objectivité de l'analyse tout en réduisant la subjectivité liée à l'analyse financière classique.
- Il est essentiel de renforcer ces outils par des mises à jour régulières et par l'intégration progressive de l'intelligence artificielle (IA), dans le but d'améliorer la pertinence des notations, d'automatiser certaines analyses, et de réduire les biais subjectifs dans l'évaluation des dossiers de crédit.

Les perspectives de recherche :

Parmi les axes de recherche qui pourraient être envisagés pour l'avenir :

- Contribution des outils d'alerte automatisés à la maîtrise des impayés bancaires.
- Il est recommandé d'intégrer les engagements hors bilan dans l'analyse du risque de crédit. Bien qu'ils ne figurent pas directement dans le bilan comptable, ces éléments (tels que les cautions, garanties, ou engagements de crédit-bail) représentent des obligations potentielles susceptibles d'affecter la solvabilité de l'entreprise. Leur prise en compte permettrait d'affiner le modèle de scoring et d'améliorer la fiabilité des décisions d'octroi.

Bibliographie

Bibliographie :

➤ Les ouvrages :

1. Béguin, Jean-Marc (2008), L'essentiel des techniques bancaires, Éditions Eyrolles, Paris.
2. Bernalard, Jean-Pierre (1997), Droit du crédit, 4^e édition, Aengde, Paris.
3. BERTIN, Élisabeth (2007), Audit interne : enjeux et pratique à l'international, collection Eyrolles, éditions Eyrolles, Paris.
4. Bouyacoub, Farid (2000), L'entreprise et le financement bancaire, Éditions Casbah, Alger.
5. chick, Pierre (2007), Mémento de l'audit interne, Mémentos DUNOD, Paris.
6. Collins, Laurent (1992), Audit et contrôle interne : aspects financiers, opérationnels et stratégiques, collection Dalloz, Paris.
7. Dietsch, Michel (2003), Mesure et gestion du risque crédit dans les institutions financières, Revue banque édition, Paris.
8. GERARD VALIN & AL J – F. CAVANOU, C, GUTTMANN, J. LE VOURCH (2006), Controlor & auditor, édition Dunod, Paris.
9. Grand Dugouillot, F. (2002). *Analyse financière, outil du diagnostic financier*. Collection Gualino, Gualino Éditeur, Paris.
10. Julien, Didier (1995), La conduite d'une mission d'audit interne, 2^e édition, Dunod, Paris.
11. Karyotis, Catherine (2015), L'essentiel de la banque, Les Carrés, Gualino éditeur – Lextenso éditions, Issy-les-Moulineaux.
12. Lemant, Olivier (1997), La conduite d'une mission d'audit interne, 2^e édition, Dunod, Paris.
13. Renard, Jacques (2010), Théorie et pratique de l'audit interne, éditions d'organisation, groupe Eyrolles, Paris.
14. Renard, Jacques (2016), Théorie et pratique de l'audit interne, 9^e édition, collection "Aire référence", Éditions Eyrolles, Paris.
15. Thibierge, Christophe (2016), analyse financière, collection entreprise, Vuibert, Paris.
16. Thomas, Lyn C. (2002), Credit Scoring and Its Applications, Collection SIAM, Society for industrial and Applied Mathematics, Philadelphie.
17. Thomas, Philippe & Kharoubi, Cécile (2016), Analyse du risque de crédit, 2^e édition, RB Édition, Paris.

➤ Les articles scientifiques :

1. Brunel, Vivien (2009), Gestion des risques et risque de crédit, document de travail, version du 28 janvier.
2. Essekkaki, Saïd et Bouayad Nabil Amine (2019), « Aperçu historique sur l'évolution de la notion d'audit interne », Revue du Contrôle, de la Comptabilité et de l'Audit, n°10, vol. 4, n°2, pp. 625–642.
3. Essekkaki, Saïd et Bouayad, Nabil Amine (2019), « Aperçu historique sur l'évolution de la notion et la fonction d'audit interne (dans le temps et l'espace) », Revue du Contrôle, de la Comptabilité et de l'Audit, n°10, vol. 4, n°2, pp. 625–642.
4. Khendek, Samira (2022), *Analyse financière par les ratios*, Revue de l'économie financière & des affaires, vol. 6, n° 3, pp. 541–552.
5. Quamar, Traik et Lotfi, Said (2018), « Les systèmes internes de notation : Architecture et enjeux sur la relation banque-PME marocain », Revue littérature de la comptabilité et de l'audit, Vol.2, n°3, p. 768-782.
6. Raimbourg, P. (2003), « Les enjeux de la notation financière », revue, n°147.
7. Rhainds, Simon (2018), « Développement d'un modèle de notation de crédit économétrique général pour des financements de projet », Assurances et gestion des risques Insurance and Risk Management, vol. 85, pp. 77–106.

➤ Les thèses :

1. Barnia, Mohamed (2015), La création de valeur ajoutée socio-économique par l'audit interne : cas d'entreprises marocaines, Thèse de doctorat en sciences de gestion, Conservatoire National des Arts et Métiers (CNAM), École doctorale Abbé Grégoire (ED 546).

➤ Texte réglementaire :

1. Règlement N°2014-03 du 16 Février 2014 relatif aux classements et provisionnements des créances et des engagements par signature des banques et établissements financiers.
2. The Institute of Internal Auditor. (2024). Normes internationales d'audit interne, édition IBID.

Bibliographie

➤ Les sites web :

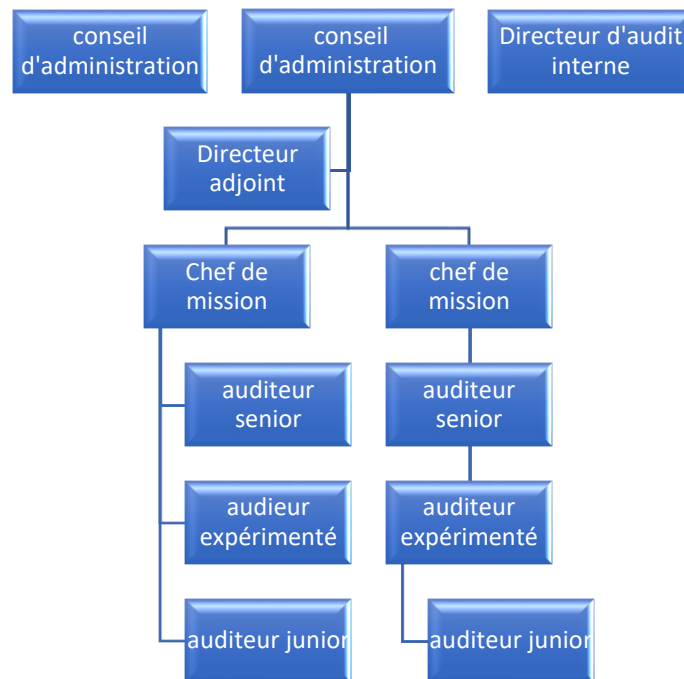
1. <https://www.deloitte.com/fr/fr/services/risk-advisory/perspectives/intelligence-artificielle-dans-risque-de-credit.htm>
2. <https://www.fransabank.dz/>
3. <https://www.iso.org/>
4. <https://www.larousse.fr>
5. <https://www.moody.com/>
6. <http://www.ifaci.com>

➤ Autres documents :

1. Document interne de la BADR.
2. Fondation pour les Aires Protégées et la Biodiversité de Madagascar. (2020). Manuel d'audit interne.
3. Guide opérationnel d'utilisation de Moody's à FRANSABANK.
4. Institut Français de l'Audit et du Contrôle Interne (2020), « Méthodologie de conduite d'une mission d'audit interne », Fiche méthodologique.
5. Slimani Ihsane, Fiche pratique : Constitution d'un échantillon.
6. U.S. Census Bureau (2022), 2022 NAICS Manual, North American Industry classification system.
7. Yende, Raphaël Grevisse (2018), Support de cours de l'audit des systèmes d'information, Licence, Audit des systèmes d'information, Congo-Kinshasa.

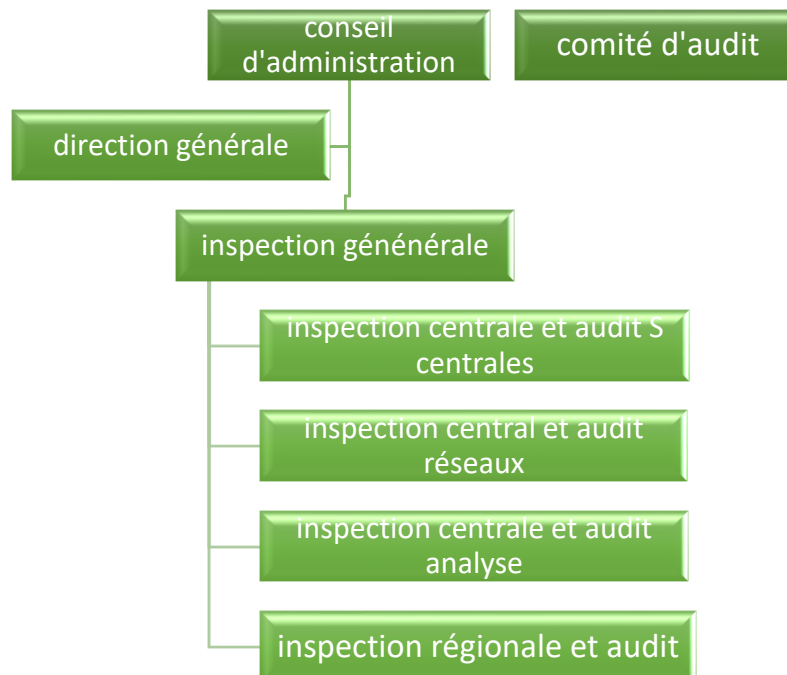
Annexes

Annexe 01 : Organigramme organisation d'audit interne de FRANSABANK



Source : Document interne de FRANSABANK.

Annexe 02: organigramme d'audit interne banque BADR



Source : Document interne de la BADR.

Annexe 03 : Document à constituer pour l'étude d'une demande de financement

DOCUMENTS A CONSTITUER POUR L'ETUDE D'UNE DEMANDE DE FINANCEMENTS			Investissement	Exploitation
1	Une demande de crédit		☐	☐
2	Copie des statuts		☐	☐
3	Copie du dernier statut modificatif		☐	☐
4	Copie du dernier registre de commerce ou récépissé d'inscription en cours de validité		☐	☐
5	Copie du N.I.F		☐	☐
6	Copie acte de propriété ou contrat de location du siège social en cours de validité		☐	☐
7	Autorisation de consultation de la Centrale des Risques signée par la personne habilitée		☐	☐
8	Résultat de consultation de la Centrale des Risques		☐	☐
9	P.V désignant le conseil d'administration, ainsi que les dirigeants et leurs pouvoirs d'emprunt		☐	☐
10	Le Relevé des Valeurs Immobilières au nom des associés avec leurs signatures		☐	☐
11	Le Relevé des Valeurs Immobilières au nom de la société avec cachet de cette dernière et signature du représentant légal		☐	☐
12	Bilans fiscaux des trois derniers exercices accompagnés des rapports du Commissaire Aux Comptes		☐	☐
13	Situation comptable actualisée "actif, passif & TCR" prévisionnel de l'exercice (N et N+1) cachetés et signés		☐	☐
14	Prévisionnel de l'exercice objet de notre financement cachetés et signés		☐	☐
15	Tableau des mouvements des capitaux cacheté et signé par le comptable "demande ≥ 100 MDA		☐	☐
16	Tableau des flux de trésorerie cacheté et signé par le comptable "demande ≥ 100 MDA.		☐	☐
17	Plan de financement dans le cas d'une demande de facilité de caisse ou de découvert		☐	☐
18	Plan de charge suivant modèle Fransabank		☐	☐
19	Planning d'importation suivant modèle Fransabank		☐	☐
20	Facture Pro-Forma dans le cas d'un Investissement		☐	☐
21	Etude Technico Economique cacheté par un bureau d'étude		☐	☐
22	Autorisation, Décision ou Licence liée à l'activité du client		☐	☐
23	Extrait de rôles de moins de trois (03) mois		☐	☐
24	Mise à jour CNAS du mois en cours		☐	☐
25	Mise à jour CASNOS de l'année en cours		☐	☐
26	Compte rendu de visite		☐	☐
27	Fiche Moody's		☐	☐
28	Liste des crédits chez le confrère avec garanties		☐	☐
Fransabank El Djazair se réserve le droit de réclamer tout autre document non repris ci-dessus				
Chargée de Clientèle: Nom et Prénom				
Nom de la relation				
Date de dépôt				

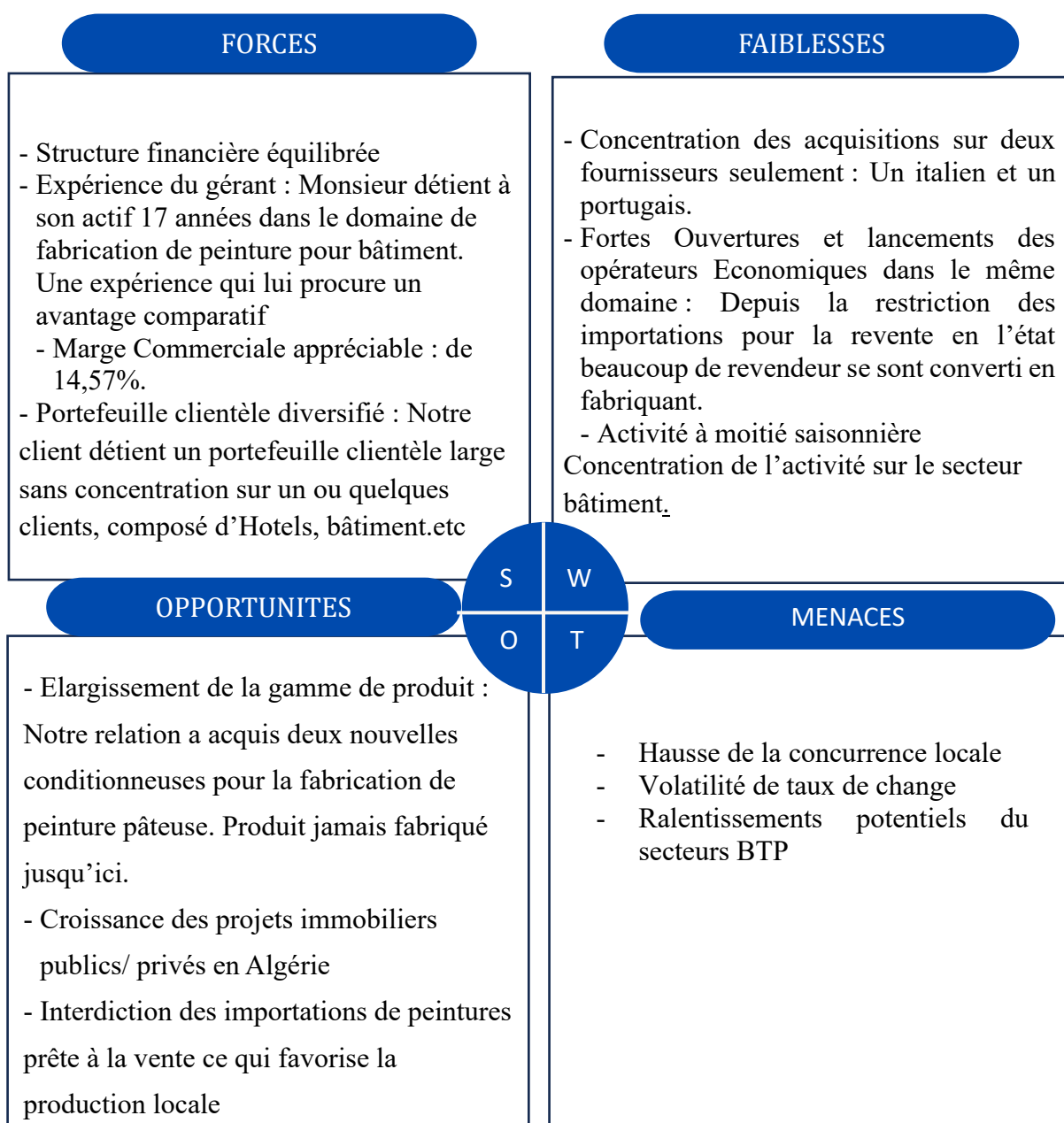
Annexe 04 : l'objet de la demande de crédit de l'entreprise X

UM : KDZD

Facilités U/KDA	Actuelles	Encours 20/03/2025	Sollicitées	Garanties proposées
	KDZD	KDZD	KDZD	Signature BAO Signature cautions solidaires des associés
CCTM 80 sur 120 jours dédié au financement des achats locaux droit de douane et charges d'exploitation	40000	4532	50000	
PF à hauteur de 80 des REMDOC sur 120 jours	40000	39407	50000	
CMT véhicule	-	-	10204	
Crédit direct	40000	43939	60204	
Ligne LC à vue provisionnée à 20 à l'ouverture reliée au CMT	-	-	4658	
Totale	-	-	4658	

Source : système d'information à FRANSABANK

Annexe 05 : Analyse SWOT de l'entreprise X



Annexe 06 : Les états financiers de l'entreprise X
Tableau : bilan actif de l'entreprise

UM : KDZD

Actif	2021	2022	2023
Disponibilités	39399,00	15405,00	74919,00
Créances clients	52751,00	21806,00	15442,00
Autres créances	2444,00	9691,00	9175,00
Stocks	104824,00	125116,00	133517,00
Actif courant	199418,00	172018,00	233053,00
Impôts différés actif			
Immobilisation financière			
Immobilisation en cours	516,00	1280,00	2528,00
Autre Immobilisation corporelles	35675,00	39954,00	47018,00
Bâtiments			
Terrain			
Immobilisation incorporelles	50,00	50,00	50,00
Amortissements	29033,00	31342,00	31341,00
Actif non courant	7208,00	9942,00	18255,00
Total actif	206626,00	181960,00	251308,00

Tableau : bilan passif de l'entreprise

UM : KDZD

Passif	2021	2022	2023
Dettes bancaires	5000	18734	49607
Dettes fournisseurs	25318	21495	14531
Autres dettes d'exploitation	106218	54948	75634
Dettes courantes	136536	95177	139781
Dette financières LMT	2451	11103	32422
DLMT	2451	11103	
Résultat de l'exercice	2450	2734	3425
Autres capitaux propres			
Report à nouveau	34190	41947	44544
Réserves	999	999	1136
Capital social	30000	30000	30000
Capitaux propres	67639	75680	79105
Total passif	206626	181960	251308

Tableau : tableau de compte de résultat de l'entreprise X

UM : KDZD

Désignation	2021	2022	2023
Chiffre d'affaires	119792	130293	170018
Production de l'exercice	119792	130293	170018
Consommation MP			
Autres consommations			
Marge commerciale	0	0	0
Service (charges extérieurs	1714	3067	5784
Valeur ajoutée	15740	15412	17046
Frais de personnel	3096	3849	4870
Impôts et taxes	1512	606	1069
EBE excédent brut d'exploitation	11132	10957	11107
Dotations aux amortissement et provisions	5774	7309	12356
Autres produits		101	
Autres charges	133	103	
Résultat d'exploitation	5225	3646	4634
Frais financiers	2482	1938	2356
Produits financiers	304	1514	1958
Résultat financier	-2178	-424	-398
Produits non ordinaire			
Charges non ordinaires			
Résultat non ordinaire	0	0	0
RBE résultat brut d'exploitation	3047	3222	4236
IBS	597	488	811
Impôts différés			
Résultat net d'exploitation	2450	2734	3425

Annexes

Annexe 07 : guide operationnel d'évaluation des critères qualitatifs utilisé par les chargés d'affaires de FRANSABANK

Moody's ANALYTICS		ANNEXE 2 AU MODE OPERATOIRE	
DEPARTEMENT RISK MANAGEMENT			
Contrôle des Risques et de notati RiskAnalyst questionnaire qualitatif			
		Insérer le n° de référence	
<u>General Information</u>	<u>Information Générale</u>		<u>AIDE TEXTE</u>
Company ID	Identifiant de la société (N° client Delta)		Entrez l'identifiant du client
Description of primary business	Description de l'activité principale	111 191	Quel est le secteur d'activité de l'entreprise
Latest Financial Statement Date	Date du dernier état financier	JJ/MM/AA	Date de déclaration des rapports financiers utilisés pour
		Etat	calculer les ratios . Cependant, vous devriez considérer la
		financier	date de la dernière déclaration lorsqu'il fournit une réponse
		NON	
<u>Financial Qualitative Questions</u>	<u>Questions liées au la qualité financière</u>		o du choix
Competitive position in the market	Position concurrentielle sur le marché		1 l'entreprise compte parmi ses concurrents et sa part de Incontesté OUI NON
Market outlook	Evolution du marché		2 Perspectives du marché se réfère aux changements attendus dans Améliorer
Trading area	Périmètre d'activité		1 marché primaire de l'entreprise pour ses produits ou Deux ou plusieurs pays
Customer concentration	clientèle		1 diversification des clients de l'entreprise, telle que mesurée aucun
Diversification of revenue stream	Diversification des sources de revenus		1 principales dimensions de la diversification des sources de Sources de revenus très diversifiées
Receivables controls and management	Gestion des crédits aux clients		1 crédit qui sont en place garantir le crédit commercial est Sélectif
Customer quality	La qualité de la clientèle		1 en fonction de leur taille, de leur stabilité dans le marché et la Elevé
Inventory controls and management	Gestion des stocks		1 comptabilité et des contrôles qui sont utilisés pour veiller à ce fort
Confidence in inventory value	Qualité du stock		1 confiance qui peut être attaché aux valeurs déclarées de Elevé
Ability to sell inventory quickly	Possibilité de vendre le stock rapidement		1 la facilité avec laquelle l'inventaire peut être vendu dans le Elevé
Stability of inventory prices	Stabilité du prix du stock		1 laquelle le prix auquel l'inventaire peut être vendu dans le Elevé
Debt composition	Impacte du remboursement des dettes		4 Composition de la dette se réfère à la propagation de futurs rembou Partiellement court terme dette arrivant à échéance
Ability to raise external capital	Aptitude à mobiliser des capitaux extérieurs		2 Capacité de financement externe se réfère à la capacité d'acquérir Facilement et sans restrictions
Quality and diversity of assets	Qualité et efficacité des moyens de production		1 Qualité et diversité des actifs se réfère à l'adéquation des actifs ph Diversifié , répond aux besoins actuels et futurs
Sources of short-term backup liquidity	Sources de liquidités de secours à court terme		1 des sources de liquidités de sauvegarde sous la forme de Plus que suffisant
<u>Management Questions</u>	<u>Questions liées au Management</u>		
Organization structure	Organisation structurelle		1 structure organisationnelle actuelle , compte tenu de la taille Structure encourage des décisions opportunes et efficaces
Internal management disputes/conflicts	Environnement internes / Gestion des conflits		3 Déterminer si il ya des différends ou des conflits au sein de la direct Oui mais gérable
Succession arrangement	Préparation de la relève		1 agencement de la relève fait référence à la disponibilité de la En place et prêt
Management stability	Stabilité du management		1 La stabilité de la direction considère la continuité et de De longue date , constante et prévisible
Decision making	Prise de décision		1 Pour la prise de décision examiner l'efficacité du processus de prise Eh bien défini et très efficace
Strategy and planning	Stratégie et planification		2 Tenez compte de ces questions relatives à la stratégie de réalisable et bien documenté
Performance in adverse conditions	Capacité d'adaptation à des conditions défavorables		1 Performance dans des conditions défavorables considère l' efficacité Réussie et prouvée
Relevant experience in industry	Expérience du management		1 Une expérience pertinente dans l'industrie se réfère à la quantité d' > 20 années
Commitment	Implication des managers dans l'entreprise		1 Engagement a trait à la participation financière et mentale des Un engagement complet avec une forte entraînement
Integrity	Solubilité du management		1 L'intégrité renvoie au caractère de gestionnaires clés en Acceptable

Annexe 08 : Echelle de notation de logiciel Moody's.

Classement de Moody	Probabilité de défaut (%)	Description	Note descriptive de Moody's
1	0.096	Excellent	Crédit aux entreprises exceptionnels, jugés de la plus haute qualité, avec un risque de crédit minimal. La qualité des actifs de qualité supérieure et la capacité financière ; excellente; leader du marché.
2*	0.131	Fort *	Crédit aux entreprises très bonnes avec une très bonne qualité des actifs, toujours forte liquidité et de la capacité d'endettement ; hautement considéré dans l'industrie avec une forte part de marché .
2	0.180	Fort	
2*	0.247	Fort*	
3*	0.338	Bien*	Crédit aux entreprises Bon considéré comme de qualité supérieure, sous réserve de faible risque de crédit ; bonne qualité des actifs, une forte liquidité et de la capacité de la dette. Société est supérieure à la moyenne et la taille occupe une bonne position dans l'industrie .
3	0.463	Bien	
3*	0.634	Bien*	
4*	0.869	Satisfaisant*	Crédit aux entreprises acceptable soumis à un risque de crédit modéré, considéré comme de qualité moyenne et en tant que telle, peut posséder certaines caractéristiques plus élevé que la moyenne de risque. Société a démontré suffisante pour une bonne performance .
4	1.190	Satisfaisant	
4*	1.630	Satisfaisant*	
5*	2.234	Adéquat*	Crédit aux entreprises moyen, soumis au risque de crédit modéré, la notation médiane considéré et en tant que tels, peut posséder certaines caractéristiques de risque plus élevé. Société a démontré une performance adéquate .
5	3.060	Adéquat	
5*	4.192	Adéquat*	
6*	5.744	Marginal*	Crédit aux entreprises moyens et soumis à un risque de crédit élevé. Société est susceptible d'être dans le niveau inférieur par rapport au concurrent dans son industrie. Acceptable mais nécessitant une surveillance étroite et le soutien d'atténuation du risque fortes.
6	7.869	Marginal	
6*	10.780	Marginal*	
7*	14.769	Vulnérable*	Crédit aux entreprises faible : jugée de mauvaise performance et soumis à un risque de crédit très élevé. Constitue un risque de crédit excessive et injustifiée.
7	20.233	Vulnérable	
7*	27.720	Vulnérable*	
8	100.00	Sous la norme	Crédit aux entreprises inacceptable et remboursement normal est en danger.
9	100.00	Douteux	Remboursement complet est discutable. Des problèmes graves au point où la perte partielle du capital, est susceptible de se produire.
10	100.00	Perte	Perte prévue .

Annexe 09 : notation des critères financiers par le logiciel Moody's

Financial Analysis						Summary		Detail	
Debt Coverage		Operations		Liquidity		Capital Structure			
Edit		Restore Presets							
Statement Date		Historical	Historical	Historical	Historical	Historical			
31/12/2019		31/12/2020	31/12/2021	31/12/2022	31/12/2023				
Periods		12	12	12	12	12			
EBITDA		86	86	76	86	129			
Total Debt Service		301	324	753	392	527			
Earnings Coverage		0.29	0.27	0.10	0.22	0.25	19.6		
Net Cash From Operating Activities			166	-212	73	56			
Total Debt Service		301	324	753	392	527			
Cash Flow Coverage			0.51	-0.28	0.19	-0.11	15.8		
Gross Profit Management			1	-4	-3	-5			
Operating Expenses Management			14	-6	-5	-16			
Account Receivable Management			-65	-252	254	93			
Inventory Management			-35	-118	-76	219			
Cash Impact of Management Variables			-0.12	-0.35	0.21	0.24	71.4		
Debt Coverage							30.6		

Financial Analysis

Summary

Detail

Debt Coverage

Operations

Liquidity

Capital Structure

Edit

Restore Presets

View Peer Data

Statement Date	Historical	Historical	Historical	Historical	Historical		
	31/12/2019	31/12/2020	31/12/2021	31/12/2022	31/12/2023		
Periods	12	12	12	12	12		
Gross Margin(%)	14.91	15.04	14.57	14.24	13.79		+ 38.9
Operating Margin(%)	5.41	6.56	4.36	2.80	2.72		+ 34.5
Net Profit Before Tax / Sales(%)	3.75	3.51	2.54	2.47	2.49		+ 42.3
Net Profit Before Tax / Total Assets(%)	3.83	3.08	1.47	1.77	1.69		+ 34.2
Net Profit Before Tax / Tangible Net Worth(%)	6.41	4.59	3.15	3.01	3.84		+ 39.3
Sales / Total Assets	1.02	0.88	0.58	0.72	0.68		+ 20.4
Sales Growth(%)		-16.17	-3.38	8.76	30.49		+ 80.6
Financial Operations							+ 32.1
Subjective Operations							
Competitive position in the market	Neutral/moderate						
Trading area	Single local market						
Diversification of revenue streams	Highly diversified revenue streams						
Customer concentration	Moderate						
Market outlook	Stable						
Subjective Operations							+ 45.0
Operations							+ 33.3

Financial Analysis

Summary

Detail

Debt Coverage

Operations

Liquidity

Capital Structure

Edit

Restore Presets

View Peer Data

Statement Date	Historical 31/12/2019	Historical 31/12/2020	Historical 31/12/2021	Historical 31/12/2022	Historical 31/12/2023	
Periods	12	12	12	12	12	
Current	2.34	2.00	1.46	1.81	1.67	-  + 52.5
Quick	0.46	0.60	0.69	0.49	0.71	-  + 45.6
Accounts Receivable Days	26.16	53.00	160.73	61.09	33.15	-  + 70.9
Inventory Days	297.99	314.78	373.87	408.71	332.50	-  + 16.5
Accounts Payable Days	40.25	69.27	90.30	70.21	36.19	-  + 69.2
Sales / Working Capital	2.02	1.91	1.91	1.70	1.82	-  + 66.8
Financial Liquidity						-  + 52.1
Subjective Liquidity						
Sources of short-term backup liquidity	More than sufficient					
Customer quality	Moderate					
Receivables controls and management	Adequate					
Inventory controls and management	Adequate					
Confidence in inventory value	High					
Ability to sell inventory quickly	High					
Stability of inventory prices	Moderate					
Subjective Liquidity						-  + 76.1
Liquidity						-  + 65.6

Analysis

Summary

Detail

Debt Coverage

Operations

Liquidity

Capital Structure

Edit

Restore Presets

View Peer Data

Statement Date	Historical 31/12/2019	Historical 31/12/2020	Historical 31/12/2021	Historical 31/12/2022	Historical 31/12/2023			
Periods	12	12	12	12	12			
Debt / Tangible Net Worth	0.90	0.75	1.44	0.99	1.56			+ 54.2
Adjusted Leverage	0.90	0.75	1.44	0.99	1.56			+ 54.2
Off Balance Sheet Leverage	0.90	0.75	1.44	0.99	1.56			+ 54.2
Financial Capital Structure								+ 51.7
Subjective Capital Structure								
Ability to raise external capital	Easily and without restrictions							
Debt composition	Mostly short term maturing debt							
Quality and diversity of assets	Inadequate							
Subjective Capital Structure								+ 55.0
Capital Structure								+ 52.9

Annexe 10 : notation des critères qualitatifs par le logiciel Moody's

Business Analysis Summary Detail

Industry Risk Management Quality Company Standing

Edit Restore Presets

Structural Factors

Competitiveness	Aggressive	
Regulatory issues	Low	
Barriers to entry	Average	
Environmental concerns	Low	
Fiscal policy dependence	Low	

Structural Factors - + 60.8

Economic Conditions

Business cyclicality	Moderate	
Inflation sensitivity	Moderate	
Foreign exchange sensitivity	Low	
Interest rate sensitivity	Low	

Economic Conditions - + 55.0

Industry Performance

Industry sales trend	Increase	
Industry profitability	Stable	
Industry stage	Growth/Mature	
Import penetration	Moderate	
Industry failure rate	Low	

Industry Performance - + 80.2

Production Conditions

Labor sensitivity	Low	
Product positioning	Slight	
Capital sensitivity	Low	
Technology dependence	Low	

Production Conditions - + 6.0

Industry Risk - + 6.0

Business Analysis Summary Detail

Industry Risk Management Quality Company Standing

Edit Restore Presets

Management Organization

Organization structure	Appropriate for size and type of business	
Internal management disputes/conflict	Unknown	
Succession	In place and ready	
Management stability	Long standing, constant and predictable	

Management Organization - + 80.2

Management Track Record and Experience

Decision making	Adequate	
Strategy and planning	Adequate	
Performance in adverse conditions	Adequate	
Relevant experience in industry	> 20 years	

Management Track Record and Experience - + 69.8

Management Character

Sharing of information with bank	Reluctant in sharing complete information	
Attitude toward risk	Conservative and balanced	
Commitment	Fully committed with strong drive	
Integrity	Acceptable	

Management Character - + 57.0

Management Quality - + 70.8

(continued)

Table des matières :

Remerciements :	
Liste des figures :	
Liste des tableaux :	
Liste des abréviations :	
Résumé :	
Introduction générale :	1
Chapitre 1 : La notation et l'audit interne dans la gestion du risque de crédit bancaire	4
Introduction du chapitre	5
Section 01 : Le risque des crédits bancaires	6
1.1 Les crédits bancaires :	6
1.1.1 Définition des crédits bancaires :	6
1.1.1.1 Définition étymologique :	6
1.1.2.1 Définition économique :	6
1.1.1.3 Définition juridique :	7
1.1.3 Les types des crédits bancaires :	7
1.1.2.1 Les crédits d'exploitation :	7
1.1.2.1.1 Définition des crédits d'exploitation :	8
1.1.2.1.2 Les types des crédits d'exploitation :	8
1.1.2.1.2.1 Crédit par caisse :	9
1.1.2.1.2.2 Les crédits par signatures :	11
1.1.2.2 Les crédits d'investissement :	12
1.1.2.2.1 Crédit à moyen terme :	13
1.1.2.2.2 Crédit à long terme :	13
1.2.1 Historique de la notion crédit bancaires :	14
1.2.2 Définition du risque de crédit :	15
1.2.3 Les types des risques des crédits bancaires :	15
Il existe trois types principaux de risque de crédit :	15
1.2.3.1 Risque de notation :	16
1.2.3.2 Risque de default :	16
1.2.3.2.1 Les créances courantes :	16
1.2.3.2.2 Les créances classées :	17
1.2.3.3 Risque de recouvrement :	17
1.2.4 Les facteurs de risques de crédit :	18
1.2.4.1 Le risque opérationnel :	18
1.2.4.2 Le risque sectoriel :	18
1.2.4.3 Risque de taux d'intérêt :	18
1.2.5 Conséquence du risque de crédit dans les banques :	19
Section 02 : La notation dans l'évaluation du risque de crédit bancaire :	20

Table des matières :

2.1. La notation des crédits bancaires « rating » :	20
2.1.1 Définition de la notation :	20
2.1.2 les type de notation des crédits bancaires :	20
2.1.2.1 Notation externe :	21
2.1.2.1.1 Définition de la notation externe :	21
2.1.2.1.2 Les inconvénients de la notation externe :	21
2.1.2.1.3 Grille de notation des trois principales agences de notations :	21
2.1.2.2 Notation interne des crédits bancaires :	23
2.2.2.2.1 Définition de la notation interne :	23
2.2.2.2.2 L'approche de notation interne (IRB) :	24
2.1.3 Les critères d'évaluation dans le processus de notation :	26
2.1.3.1 Le secteur d'activité :	26
2.1.3.2 Le marché d'activité :	26
2.1.3.3 Le management qualité :	26
2.1.3.4 Les critères financiers :	26
□ Les ratios de rentabilité :	30
2.1.4 Les logiciels de notation interne dans les banques :	30
2.2 Le Scoring :	31
2.2.1 Définition de scoring :	31
2.2.2 Méthodes d'élaborations de score :	31
2.2.2.1 Les méthodes paramétriques :	31
2.2.2.2 Les méthodes non paramétriques :	33
2.2.2.3 Les méthodes semi périmétriques :	33
Section 03 : l'audit interne bancaire	35
3.1 Historique d'audit interne :	35
3.2 Définition de l'audit interne :	36
3.3 Objectif de l'audit interne bancaire :	37
3.4 Les types d'audit dans les banques :	37
3.4.1 L'audit de conformité :	37
3.4.2 L'audit d'efficacité :	37
3.4.3 L'audit opérationnel :	38
3.4.4 L'audit financier :	38
3.4.5 L'audit informatique :	38
3.5 Cadre référentiel de l'audit interne :	38
3.5.1 Code de déontologie :	38
3.5.1.1 Les principes fondamentaux de l'audit interne :	39
3.5.1.2 Les principes d'auditeurs interne selon les normes internationales :	39
3.5 Les outils d'audit :	42

Table des matières :

3.5.1 Entretien :	43
3.5.2 Grille d'analyse des tâches :	43
3.5.3 Diagramme de flux :	43
3.5.4 Approche processus :	43
3.5.5 La grille d'analyse des tâches :	44
3.5.6 Hiérarchisation des risques :	44
3.5.7 Diagramme cause / Effet (Ishikawa) :	45
3.5.8 Questionnaire de contrôle interne QCI :	45
3.5.10 Piste d'audit :	46
3.5.11 Echantillonnage :	46
3.5.12 Les outils informatiques d'audit :	46
3.6 Déroulement de la mission d'audit dans la banque :	46
3.6.1 Phase de préparation :	47
3.6.1.1 Collecte d'information :	47
3.6.1.2 Identification et l'évaluation des risques :	48
3.6.1.3 Elaboration du référentiel d'audit :	49
3.6.2 Phase d'exécution :	49
3.6.2.1 Réunion d'ouverture :	49
3.6.2.2 Le programme d'audit :	50
3.6.2.3 Questionnaire du contrôle interne QCI :	50
3.6.2.4 Etablissement d'un synoptique d'anomalies :	50
3.6.3 Phase de conclusion :	52
3.6.4 Phase de suivi :	53
Conclusion du chapitre :	54
Chapitre 2 : Analyse comparative des outils de notation interne et audit de leur fiabilité	55
Introduction du chapitre :	54
Section 01 : Présentation des banques d'accueil.....	56
1.1 Présentation de la banque BADR :	56
1.1.1 Missions et Activités de la BADR :	56
1.1.2 Secteurs Prioritaires :	57
La BADR focalise son activité sur le financement des secteurs essentiels à l'économie nationale, notamment :	57
1.2 L'Inspection Régionale et Audit (IRA) :	57
1.2.1 Missions de l'IRA :	57
1.2 Présentations de la Banque FRANSABANK El Djazaïr :	58
1.2.1 Présentation de FRANSABANK :	58
1.2.2 Présentation de FRANSABANK El Djazaïr :	58
1.2.3 Les chiffres clés de FRANSABANK El Djazaïr :	59

Table des matières :

Section 02 : Analyse comparative des méthodologies de notation entre FRANSABANK El Djazaïr et de la BADR	60
2.1 Méthodologie de notation interne de la banque FRANSABANK El Djazaïr :	60
2.1.1 Présentation du logiciel Moody's :	60
2.1.2 Les principales fonctions de logiciel Moody's :	61
2.1.3 Les critères d'évaluation :	61
2.1.3 L'Évaluation des critères financiers :	62
2.1.3.1 L'appréciation objective des critères financiers :	62
2.1.3.2 L'appréciation Subjective des critères financiers :	63
2.1.3.2.1 L'appréciation Subjective de la liquidité :	63
2.1.3.2.2 L'appréciation Subjective de la Performance opérationnelle :	64
2.1.3.2.3 L'appréciation subjective structures du capital :	65
2.1.4 Evaluations des critères qualitatifs :	65
2.1.4.1 Risque sectoriel :	65
2.1.4.2 Qualité de management :	66
2.1.4.3 comportement bancaire :	68
2.1.4 Echelle de notation interne pour chaque critère d'évaluation :	70
2.1.5 La note finale :	70
2.2 Méthodologie de notation interne de la banque BADR :	71
2.2.1 Les éléments d'évaluation :	71
2.2.1.1 l'entreprise et son activité :	71
2.2.1.2 le management qualité :	72
2.2.1.3 L'entreprise et ses finances :	72
2.2.1.3.1 les ratios financiers :	73
2.2.1.3.2 Attribution des scores aux variables financières :	74
2.2.2 Pondération finale des indicateurs d'évaluation :	76
2.2.3 Grille de classement du risque :	76
2.3 Les points de convergences :	78
2.3.1 Les critères quantitatifs :	78
2.3.2 Les critères qualitatifs :	78
2.3 Les points de divergences :	79
2.4.1 Contexte générale :	79
2.4.2 Les critères quantitatifs :	80
2.4.2.1 Les ratios spécifiques pour chaque banque :	80
2.4.2.2 les points de divergences des critères quantitatifs :	81
2.4.3 Les critères qualitatifs :	81
Section 03 : notation interne d'un dossier de crédit dans FRANSABANK et la BADR et l'analyse critique par l'audit :	83

Table des matières :

3.1	Présentation générale de l'entreprise :.....	83
3.2	Évaluation de l'entreprise par le logiciel Moody's et contribution de l'audit :.....	84
3.2.1	Évaluation de l'entreprise par Moody's :	85
3.2.1.1	L'évaluation de finances de l'entreprise X :	85
3.2.1.2	L'évaluation qualitative de l'entreprise X :	89
3.2.1.3	La note finale :	93
3.2.2	L'intégration de l'audit dans le processus de notation avec Moody's :	93
3.3	Évaluation de l'entreprise par le logiciel de cotation interne de la BADR et contribution de l'audit : 94	
3.3.1	Evaluation qualitatif de l'entreprise X :	94
3.3.2	Évaluation des critères quantitatifs :.....	95
3.3.2	Cotation du risque emprunteur :	100
	L'intégration de l'audit dans le processus de notation du logiciel de cotation de la BADR :	101
	Conclusion du chapitre :	102
	Conclusion générale :	104
	Bibliographie :	107
	Annexes	108

Table des matières :